



Pauvres, mais honnêtes, nous paraissions quand nous pouvions, et notamment le mardi 12 mai 2015



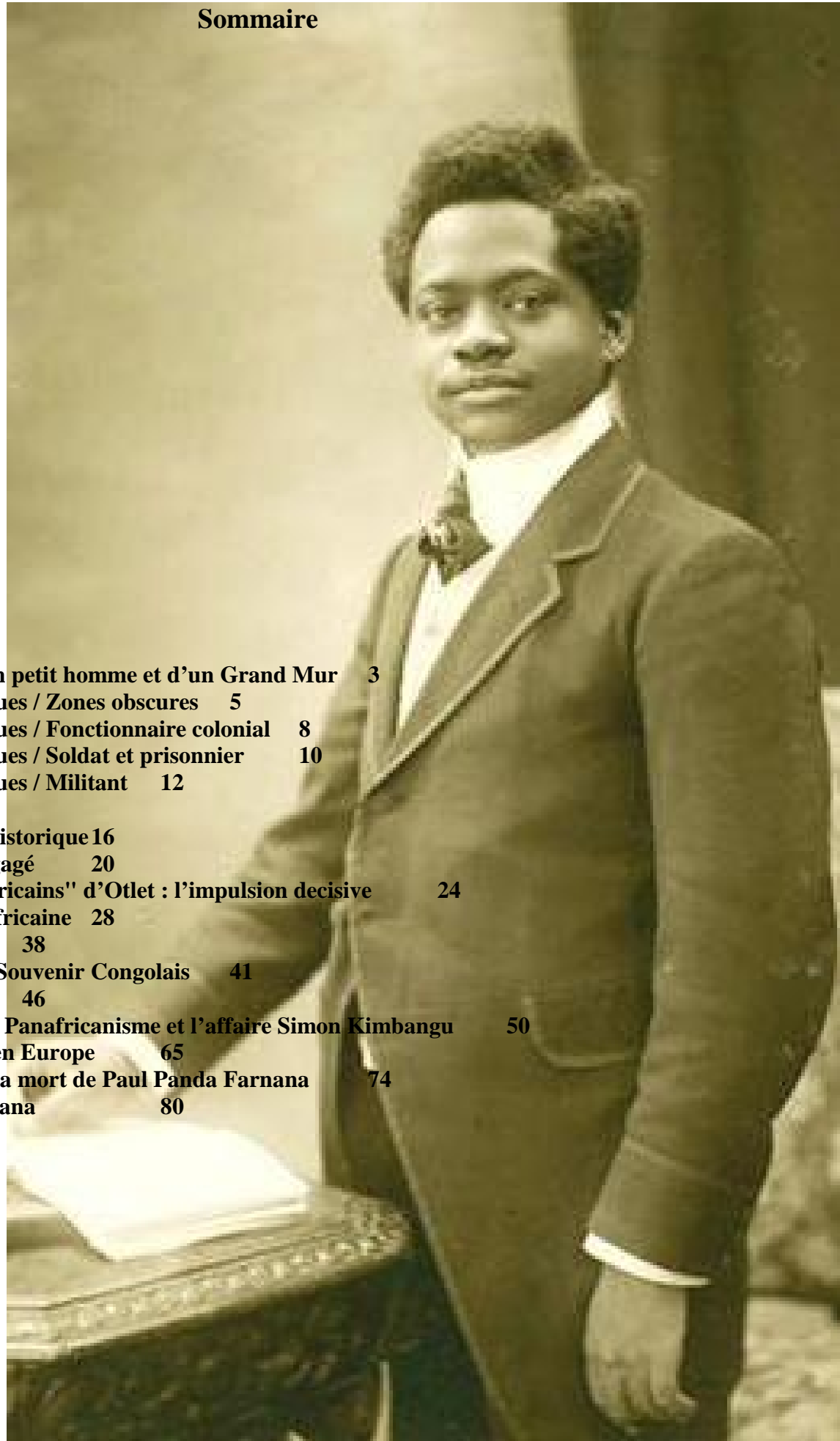
Paul Panda Farnana naquit en 1888 à Nzemba près de Moanda sur le rivage atlantique...

Il y a 75 ans,
le 12 mai 1930
mourait dans son
village natal

Paul Panda Farnana
nationaliste et panafricaniste congolais

Sommaire

Sommaire	2
Histoire triste d'un petit homme et d'un Grand Mur	3
Jalons biographiques / Zones obscures	5
Jalons biographiques / Fonctionnaire colonial	8
Jalons biographiques / Soldat et prisonnier	10
Jalons biographiques / Militant	12
Influences	14
Un petit mystère historique	16
Un intellectuel engagé	20
"L'Afrique des Africains" d'Otlet : l'impulsion décisive	24
L'empreinte Panafricaine	28
La Dette du Sang	38
Le Monument du Souvenir Congolais	41
Le nationaliste	46
Panda Farnana, le Panafricanisme et l'affaire Simon Kimbangu	50
Dernières années en Europe	65
Ombres ultimes : la mort de Paul Panda Farnana	74
Après Panda Farnana	80



Histoire triste d'un petit homme et d'un Grand Mur

De toute évidence. Paul Panda Farnana est l'une des figures de proue du processus de lutte contre la colonisation. Pourquoi le souvenir de son action ne s'est-il pratiquement pas transmis aux générations congolaises qui suivirent? Il n'y a qu'une explication : l'action coloniale préféra taire ce nom, trop évocateur.

Son histoire et sa fin prématurée expliquent une série de hiatus qui à première vue semblent étranges, inexplicables.

Par sa présence, le Congo fut représenté au premier et au deuxième Congrès panafricain. Puis, à part quelques bribes déformées véhiculées par diverses formes de ngunzisme, toutes persécutées, le Congo fut absent du mouvement panafricain, et n'y réapparut, près de trente ans plus tard, qu'avec la présence de Patrice Lumumba au grand rassemblement d'Accra.

Au tout début du XX^e siècle, deux Congolais réussirent à achever des études qui jusque-là étaient réservées aux seuls Blancs : l'abbé Stefano Kaoze et l'agronome Paul Panda Farnana. Un grand vide les sépare de Victor Promontario, reçu avocat en 1935 et de Thomas Kanza, diplômé en 1956, les premiers universitaires congolais en Belgique.

Paul Pan da fut le premier fonctionnaire belge à la peau noire... et il n'y en eut plus d'autre avant cinquante ans. Il y subit un véritable apartheid et doit renoncer peu à peu à ses différents postes pour cause de harcèlement.

En 1909, le futur Roi Albert I^{er}, encore Prince héritier, constatait que le Congo et la Belgique étaient séparés par « une véritable Grande Muraille de Chine ». On cherchait systématiquement à tenir Belges et Congolais rigoureusement séparés. La seule interface était constituée des cadres coloniaux, dûment formatés par l'Université coloniale d'Anvers

Il rentre en Belgique en 1914 et, à l'annonce de la guerre, s'engage comme volontaire. Il est fait prisonnier et emmené en captivité en Allemagne jusqu'à la libération en 1918. Les années passées, tant au Congo que dans les camps allemands, le poussent à vouloir améliorer les conditions de vie de ses compatriotes. Pendant dix ans, il va consacrer toute son énergie à réclamer l'égalité entre les blancs et les noirs par l'éducation et la responsabilisation des chefs, sous les attaques virulentes de la presse coloniale qui ne mâche pas ses mots au sujet de ce Congolais "donneur de leçons et arrogant". Panda persiste à défendre les causes auxquelles il croit : abolition du travail forcé, importance de l'éducation pour tous dissociée de la religion, admission des Noirs au sein des instances décisionnelles de la colonie et en représentation internationale, respect élémentaire des droits de l'homme.

Homme de plume, Panda Farnana entretint tout au long de sa vie une riche correspondance, avec sa bienfaitrice notamment, et rédigea de nombreux articles et discours sur le développement de l'éducation et de l'instruction publiques au Congo.

Dénonçant la "politique d'évolution lente" voulue par une grande majorité de l'administration coloniale de l'époque, Panda Farnana se fait rapidement une foule d'ennemis en Belgique comme au Congo où les mentalités ne sont pas encore prêtes à lâcher du lest.

Le ministre des Colonies le soupçonne d'être "*en lien avec des groupements étrangers qui incitent à la révolte contre les puissances colonisatrices d'Afrique*" et le voilà placé sous surveillance étroite. Il finit par plier et rentre au Congo pour se faire oublier, abandonnant son projet de se rapprocher de W.E.B Du Bois, secrétaire du Congrès panafricain.

A 42 ans, alors qu'il est parvenu à construire une école et rêve d'y accueillir toujours plus d'étudiants, grâce à l'argent que continue à lui envoyer sa "chère tante Lise", il meurt dans des circonstances mystérieuses.

Il fut l'un des premiers militants du panafricanisme et le précurseur du nationalisme congolais. Oubliée en Belgique comme au Congo, cette figure tutélaire inspira pourtant, bien des années plus tard, Patrice Lumumba dans ses premiers combats.

Jalons biographiques / Premières années

1888 : Naissance de Paul Panda Farnana à Nzemba près de Moanda (RDC) dans le Bas-Fleuve

1900 : Arrivée de Panda en Belgique, le 25 avril, en compagnie du Lieutenant Eugène Derscheid, qui participa à l'expédition Bia au Katanga. Il entame à l'Athénée d'Ixelles des études dont on ne sait si elles sont primaires ou secondaires.

La photo ci-contre date de l'époque où Panda Farnana fréquentait cet Athénée d'Ixelles



1902 : Mort d'Eugène Derscheid. PPF sera désormais élevé par sa sœur, la pianiste Louise Derscheid, qu'il appellera toujours « Tante Lise ».

1904 : En octobre, il réussit l'examen d'entrée à l'École d'horticulture et d'agriculture de Vilvorde. Paul Panda Farnana entre à Vilvorde à l'âge de 16 ans, qui est normalement l'âge où l'on en sort.

1907 : Panda décroche son diplôme avec la plus grande distinction à l'âge de 19 ans; il obtient en sus le "certificat de capacité", avec pour spécialité les cultures tropicales.

Cette formation tropicale de Vilvorde, très suivie, a été créée grâce à l'insistance d'un ancien élève de l'école, Victorien Lacourt, qui fut directeur de la Compagnie du Kasai dans l'État Indépendant du Congo et qui possède, au Congo, ses propres plantations.

Ni ce diplôme, ni ce certificat ne donnent accès à l'enseignement supérieur belge dispensé à Gembloux et à Louvain, lequel permet, en 3 ans après les humanités, d'obtenir le grade d'ingénieur agricole.

1908 : Durant ses études à Vilvorde, Paul Panda Farnana a probablement visité, avec son Institut, les expositions coloniales de Nogent sur Marne en 1905 ou en 1907 et y a appris qu'une école d'application en agriculture tropicale venait d'y être créée et que la formation y durait une année. Soucieux de compléter sa formation et avec l'aide financière probable de sa « tante Lise », il va donc s'inscrire comme élève régulier à l'École Nationale Supérieure d'Agriculture Coloniale (ENSAC) de Nogent, récemment créée en 1902, et après une année de cours, en 1908, il recevra le certificat d'études qui y est décerné. Il suivra ensuite, probablement comme élève libre, une formation en langue anglaise à l'École supérieure commerciale et consulaire de Mons.

Aucune de ces deux écoles ne fait partie, à l'époque, de l'enseignement supérieur ou universitaire, ce qui « plombe » définitivement toute assertion visant à faire de PPF un « universitaire » ou un « diplômé du supérieur ». Il n'est pas le premier universitaire Congolais, ce qui n'enlève rien à son mérite ni aux valeurs qu'il incarne, bien au contraire.

Jalons biographiques / Zones obscures

A elles seules, les dates créent la stupéfaction : c'est en 1909, alors que le Congo était encore l'Etat indépendant, donc quasiment la propriété privée de Léopold II, que Paul Panda Farnana, originaire du Bas Congo, obtint son diplôme de l'école d'agriculture de Vilvorde !

Au début de la colonisation du Congo, vers 1892, toute une série d'enfants congolais ont été envoyés en Belgique pour y parfaire leur éducation. Cela s'était effectué dans le cadre des missions (*Œuvre de l'éducation des jeunes Congolais de Belgique*), et tous ces enfants ont été placés dans des familles nobles ou de la haute bourgeoisie en Flandre. Les filles devaient être éduquées dans des écoles ménagères et les garçons, sous la direction de l'abbé Van Impe, devaient apprendre un métier (charpentier, tailleur, maçon etc.) à l'Institut Saint Louis de Gonzague à Gijzeghem. L'expérience tourna court après quelques années car il fut prouvé que la formation dispensée en Belgique ne donnait pas de meilleurs résultats que celle donnée au Congo par l'État, les missions protestantes ou catholiques, laquelle s'avérait d'ailleurs nettement moins coûteuse. Le journaliste Paul Conreur écrivait à la même époque qu'il était essentiel que les enfants soient formés dans les contraintes de milieu de leur propre pays. .

Mais d'autres enfants congolais arrivaient parfois en Belgique en accompagnant un des pionniers, de retour en congé ou de retour définitif. Paul Panda Farnana fut un de ceux-là, particulièrement chanceux puisqu'il arrive dans la famille Derscheid, une famille de la grande bourgeoisie du Hainaut, dont le père, Charles Derscheid, d'origine luxembourgeoise, est directeur de l'usine des porcelaines Boch au Roelux. C'est aussi une famille qui connaît très bien le Congo puisque trois des onze enfants ont été des pionniers de l'État Indépendant : Eugène (+1902), qui a participé comme lieutenant avec le géologue Cornet à l'expédition Bia au Katanga ; Jules (+1896) qui est directeur de la Société des Magasins généraux au Bas Congo et Victor, ingénieur agricole, qui travaille à l'approvisionnement du personnel du chemin de fer Matadi-Léopoldville, en s'occupant du transport de bétail.

Paul Panda Farnana est né en 1888 dans le village de Nzemba près de Moanda au Bas Congo. Il est donc né dans une tribu en contact avec des Européens depuis plusieurs siècles. Sa mère s'appelle N'Sengo et son père Luiza Farnana serait un chef médaillé (reconnu par l'État) des villages de Nzemba et de Nsengo, ami de Jules Derscheid. Le terme « m'fumu », que beaucoup d'auteurs semblent avoir considéré comme partie intégrante du nom de Panda Farnana, est en fait un titre honorifique que les Kongo donnent aux chefs ou à leur parentèle.

Toute cette partie de son histoire est assez nébuleuse. Certains de ses biographes le font venir en Belgique à l'âge de 7 ans (1895), avec Jules Derscheid, d'autres à l'âge de 12 ans (1900) avec le commandant Eugène Derscheid de retour définitif au pays, d'autres encore prétendent qu'il accompagne un enfant malade qui meurt ainsi que ses parents durant le voyage, l'épouse étant la sœur de Louise Derscheid. Seulement, dans cette dernière hypothèse, on ne voit pas pourquoi Louise eût attendu la mort de son frère Eugène, deux ans plus tard, pour recueillir le jeune Congolais ! Et l'absurdité est encore bien plus grande dans l'hypothèse de l'arrivée avec Jules, en 1895 puisque celui-ci mourut en 1896 et que le petit Paul, alors âgé de 8 ans, avait certainement un besoin de protection plus grand encore qu'en 1906 !

Ces détails ont de l'importance, car s'il arrive à 7 ans, toute sa scolarité s'est accomplie en Belgique¹. S'il arrive à 12 ans, une partie ou l'entièreté de sa scolarité primaire s'est faite en

¹ A cette époque, l'obligation scolaire n'existait pas encore en Belgique. D'après les chiffres officiels, en 1900 : 68

langue kikongo ; où et dans quelle école ? Il y a très peu d'écoles au Congo à l'époque. Son passage à l'Athénée d'Ixelles peut s'être réalisé en section primaire ou en section secondaire selon les cas. Ce qui est certain, c'est qu'il est recueilli et adopté par Louise Derscheid, l'aînée célibataire des filles de la famille, au décès de son protecteur. (L'adoption – ou c'est tout comme ! – d'un enfant par une femme seule était alors un fait si rare et si bizarre que certains biographes lui prêtent un mari !).

Or, Eugène Derscheid meurt à Bourg Léopold en 1902 et sur le faire part du décès, son frère Jules n'est plus présent dans la famille, mais cela ne nous éclaire pas davantage sur l'arrivée de Paul Panda Farnana en Belgique. On comprendrait mal que Louise Derscheid ou sa famille l'ait dirigé vers des moyennes inférieures à l'Athénée d'Ixelles pour lui faire recommencer en 1904 des études de même niveau à l'École moyenne d'horticulture et d'agriculture de Vilvorde, une des deux écoles de ce type créées vers 1880 par Léopold II et où la durée des études est de trois années après le second ou le troisième cycle de l'enseignement primaire.

André-Bernard Ergo², qui soulève à juste titre ce problème dans ses écrits, ne me semble pas tenir suffisamment compte de ce qu'était l'enseignement belge en 1900. En l'absence d'obligation scolaire, des disparités d'âge dans une même classe étaient bien plus courantes qu'aujourd'hui, car parfois des études étaient abandonnées, puis reprises. Et les écoles, plus encore à cette époque que de nos jours, disposaient d'une certaine faculté d'assouplir le cadre rigide des années scolaires lorsque des circonstances exceptionnelles le justifiaient. Lorsqu'un enfant faisait montre de dons exceptionnels et apprenait plus vite que les autres « monter de classe en cours d'année » était tout à fait possible. On commençait alors sa 3^e en septembre et en juin, on terminait sa 4^e ! Ajoutons d'ailleurs que si, à l'époque, on accordait assez facilement de tels aménagements à des élèves bien doués, la souplesse du système était encore lubrifiée par une bonne giclée d'huile sociale lorsqu'on avait affaire aux membres ou aux protégés d'une famille riche, puissante et bien considérée.

Nous savons qu'en 1900 Paul Panda entame des études à l'Athénée d'Ixelles, et qu'en octobre 1904, il réussit l'examen d'entrée à l'École d'Horticulture et d'Agriculture de Vilvorde où la durée des études est de trois années après le second ou le troisième cycle de l'enseignement primaire. Remarquons aussi que le peu de documents que nous avons sur sa scolarité montrent un écolier appliqué et doué, en d'autres termes un bon élève, pas un surdoué, ni un génie.

Si l'on accepte l'hypothèse de son arrivée en 1900 avec Eugène Derscheid, il devait avoir un bagage scolaire assez mince : il devait savoir lire en kikongo et parler un français oral

% de la population était alphabétisée. Ces chiffres officiels sont sans doute trompeurs et ont d'ailleurs fait l'objet de nombreuses critiques. Il faut savoir en effet que, fin 19e siècle, les statistiques considèrent comme sachant lire et écrire les miliciens qui parviennent tant bien que mal à signer leur nom et à déchiffrer quelques lignes dans un journal ! Notons qu'en 1900, 94 % des enfants fréquentent l'école primaire, mais seulement 5 % terminent les six années de ce niveau d'enseignement ! Le droit à l'instruction pour tous fait évidemment partie intégrante de la question sociale au 19e siècle : l'école doit-elle reproduire ou modifier les hiérarchies sociales établies ? A-t-elle pour but de conforter ou de transformer les structures sociales en place ? Ce débat a longtemps opposé les défenseurs de la classe ouvrière aux tenants du statu quo. Il s'est polarisé sur des thèmes tels que la réduction du travail des enfants – qui était à l'époque une véritable plaie sociale -, le suffrage universel et l'obligation scolaire. Il a fallu attendre 1914 pour qu'une loi instaure enfin l'instruction obligatoire et gratuite jusqu'à 14 ans, après de très longs débats parlementaires. La guerre 14-18 retardera encore l'application effective de cette loi jusqu'en 1919. Sources : - « *Histoire de l'enseignement en Belgique*, sous la direction de Dominique Grootaers, édition du CRISP., 1988, - « *Les socialistes belges et l'enseignement* » (1831 – 1914), Baudouin Groessens, Gamma Press, 1998.

² André-Bernard Ergo, né en 1936, est un chercheur belge spécialisé en agriculture tropicale. Depuis sa mise à la retraite, il publie des livres relatifs à l'histoire du Congo belge.

rudimentaire, acquis au Congo et durant la traversée³.

Il se peut qu'il ait avancé dans ses études d'un pas normal et présenté l'examen d'entrée à l'École de Vilvorde après le second cycle de l'enseignement primaire, ce que le règlement même de l'école lui permettait de faire. Mais il se peut tout aussi bien qu'ayant pu « monter de classe en cours d'année » il ait achevé le troisième cycle en quatre ans au lieu de six. C'est une belle performance, mais il ne faut pas crier à l'exploit digne de l'Antique.

Toujours est-il qu'en 1907, il décroche son diplôme de l'École d'Horticulture et d'Agriculture de Vilvorde avec la plus grande distinction, à l'âge de 19 ans. Il accomplit donc en sept ans un parcours scolaire complet au cours duquel il a (peut-être, ce n'est pas sûr) pu bénéficier ici ou là de quelques « aménagements personnalisés » dont ses excellents résultats confirment d'ailleurs le bien-fondé.

Par contre, si l'on s'attache à l'hypothèse d'un Paul Panda arrivant en Belgique à sept ans avec Jules Derscheid, on se trouve devant un tableau absurde à force de contradictions.

Que serait-il advenu de l'enfant entre la mort de Jules, en 1896, et sa « prise en charge » par « Tante Lise » en 1902.

Pourquoi, s'il était en Belgique depuis 1895, son entrée à l'école à 12 ans, avec plusieurs années de retard sur l'âge normal ?

Pourquoi « Tante Lise » aurait-elle attendu la mort d'Eugène pour manifester son intérêt envers l'enfant, alors qu'on le suppose sans appui depuis 6 ans ?

A la suite de quelles circonstances mystérieuses et inconnues cet écolier intelligent et appliqué aurait-il, sans raison, fini ses études avec trois ans de retard, performance digne d'un cancre ?

Le seul intérêt de cette version de l'histoire de Paul Panda, est de le faire arriver en Belgique à l'âge où, en principe, la scolarité commence. Nous n'avons pas de traces, sous forme de documents, d'un cursus scolaire antérieur à 1900, mais on peut toujours nous répondre que cette absence de trace ne veut pas dire qu'il n'y en a pas eu ! Cela permet de donner à supposer qu'il a pu jouir d'une formation qui se serait étalée de 1895 à 1907 et couvrirait ainsi une période de douze ans, plus compatible avec l'attribution à PPF d'un diplôme de l'enseignement supérieur.

Le seul motif rationnel que l'on puisse imaginer pour cette hypothèse qui tient si peu la route est qu'elle cadrerait avec la thèse d'un PPF premier Congolais à avoir conquis, non pas un diplôme universitaire comme on l'a souvent écrit erronément, mais un diplôme de l'enseignement supérieur dans un établissement d'enseignement officiel, longtemps avant Thomas Kanza ou Victor Paramino (Nseyo Tshibangu), tous deux issus de l'enseignement confessionnel. Ce serait donc un épisode d'une « guéguerre idéologique » particulièrement stupide !

Ceci dit, s'il est plus raisonnable à tous les points de vues de s'en tenir à la version généralement admise de PPF arrivant en 1900 avec Eugène Derscheid, il faut bien admettre que cette version-là a aussi ses zones d'ombre. Passe encore d'admettre qu'il ait été « l'enfant de compagnie » d'un enfant malade, mais la façon dont cet enfant et sa mère expirent en cours de route dans l'anonymat le plus total, sans que l'on sache finalement si cette dame était la sœur ou la belle-sœur de « Tante Lise »... Tout ça fait un peu désordre et donne fort l'impression qu'on nous cache quelque chose.

Ce qui est clair, c'est qu'il y a là une émouvante histoire dont la seule utilité est d'expliquer que le petit Paul s'est retrouvé en Belgique par suite d'un concours de circonstances dramatiques et douloureuses. On dirait qu'il faut expliquer que cet enfant, qui va passer

³ La durée du voyage entre Anvers et le Congo est alors de 25 à 30 jours.

presqu'immédiatement du débarcadère à l'Athénée d'Ixelles, n'est pourtant pas venu là tout exprès pour être scolarisé.

Il est permis de penser que les Derscheid, qui font partie de la grande bourgeoisie d'orientation laïque, ont désiré tenter aux aussi leur expérience de scolarisation ; pour faire pièce à celui de l'*Œuvre de l'éducation des jeunes Congolais de Belgique*.

Nous y reviendrons.

Jalons biographiques / Fonctionnaire colonial

1909 : Fort de ses formations, Paul Panda Farnana est engagé –il a 21 ans-, par les services agricoles du jeune Ministère des Colonies, en qualité de chef de cultures de troisième



classe (4^e niveau) au même titre et salaire que les Belges de même niveau d'études et, comme tous les jeunes agronomes débutants, il sera affecté au Jardin Botanique d'Eala dirigé, à l'époque, par l'excellent ingénieur agronome Seret⁴. Il retourne donc au Congo en tant que premier fonctionnaire belge à la peau noire.

Il est l'unique Congolais dans le cadre (144 membres) du personnel agricole du Congo. C'est la toute première fois qu'il quitte le Mayombe pour le Haut Congo. À Eala, où il restera deux années, il donnera des cours généraux à l'école professionnelle d'agriculture⁵ nouvellement créée et s'intéressera particulièrement à la mise en herbier des plantes récoltées pour le Jardin Botanique de Bruxelles, une des passions de Seret.

Méticuleusement consignées par la documentation de l'époque, les mésaventures du premier intellectuel congolais seront multiples et prévisibles : engagé par l'administration coloniale comme commis de troisième classe, il tente de former des Congolais, essaie de les alphabétiser, de leur ouvrir l'esprit. Mais sans cesse, -nous sommes dans les années 20- il se trouve confronté à l'étroitesse d'esprit, et surtout au racisme d'une administration, d'une société belge qui ne peut même pas concevoir qu'un « indigène » ait mené à bien des études scientifiques et qu'il veuille, de bonne foi, transmettre ses connaissances à ses compatriotes.

Sur place, il se heurte à un ostracisme lié à la couleur de sa peau. Le reproche qu'on formule le plus fréquemment à propos de son travail est le « manque d'autorité ». « Tante Lise » pourrait bien y être pour quelque chose car, en bonne disciple de Tolstoï, elle est antiautoritaire et n'avait certes pas inculqué à son « filleul » le goût de ces « méthodes énergiques » que la

⁴ Félix Seret en né à Andrimont en 1875 et a fait des études d'ingénieur agricole à Gembloux et à Louvain d'où il sort en 1896 pour devenir professeur d'agronomie. En 1906 il entre au service de l'État Indépendant du Congo en qualité de sous contrôleur forestier et exerce son métier dans l'Uélé où il attire l'attention par ses nombreuses recherches botaniques, les spécimens de plantes et les herbiers qu'il envoyait au Jardin Botanique et en 1908 il est nommé directeur ad intérim du Jardin Botanique d'Eala. Après un terme de 4 ans et 3 mois, il rentra en congé en Belgique et fut nommé officiellement directeur d'Eala, mais à son retour au Congo il fut désigné pour le Katanga où il venait d'être nommé sous-directeur de l'agriculture. Il mourut à Coquilhatville en se rendant à son nouveau poste.)

⁵ L'école professionnelle agricole d'Eala a été créée en 1906 par l'État Indépendant du Congo et fut destinée aux jeunes Congolais âgés de 12 à 20 ans. La durée des cours est de 2 ans et le nombre d'élèves est limité à 25 unités. Les travaux manuels sont identiques à ceux des ouvriers du Jardin Botanique d'Eala et sont complétés par une quinzaine d'heures de cours théoriques par semaine, donnés en Lingala et portant sur la lecture et l'écriture, la connaissance de la langue française, sur les mathématiques, sur les poids et mesures. Aucun cours d'agriculture n'est au programme. Cet enseignement eut peu de succès et l'école disparu très vite. (A.-B. Ergo. *L'Héritage de la Congolie*.2007)

colonie prône un peu trop souvent. Mais ses compatriotes aussi doivent lui avoir compliqué l'existence car être commandés par un Noir, non par un Blanc, et encore bien un Noir que les Blancs ne traitaient pas en égal malgré son grade, doit leur avoir inspiré, précisément, du scepticisme à l'égard de son autorité.

Tout au long de son séjour à Eala, il entretient, avec Louise Derscheid, une correspondance suivie dans laquelle il se plaint du rejet de ses collègues. Eala, à cette époque, est déjà une importante station d'une centaine d'hectares et possède également une ferme et des laboratoires. Les photos, prises entre 1900 et 1909, donnent une idée approximative du cadre que Panda a connu à l'époque.

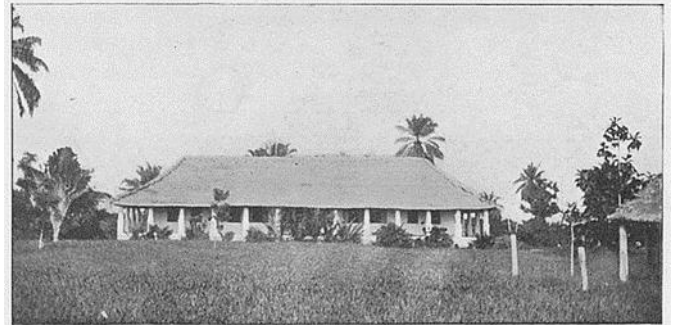
1911 : Son premier terme terminé, il rentre en Belgique par le *Bruxellesville*, reçoit son « étoile de service »⁶ dans la capitale, et quatre mois plus tard, il retourne au Congo où il est affecté un court moment aux services agricoles de l'État puis, durant un semestre, à l'importante station agricole de Zambi (dont le directeur faisant fonction était le chef de cultures de première classe Amrhy) pour y acquérir de l'expérience en élevage. Au terme de cette formation, il est envoyé seul, mais toujours à son grade, en charge de la station forestière de Kalamu près de Matadi, station en voie d'abandon, mais où les pépinières forestières sont encore importantes et où il peut le mieux mettre à profit ses connaissances en horticulture. Dans cette région, il exercera en outre et temporairement la fonction de responsable de territoire.

Son second terme terminé, il rentre à nouveau en Belgique au moment où la première guerre mondiale éclate. Il est alors âgé de 25 ans et se plaint des rapports professionnels le concernant, trop injustes à son gré. Il a subi un véritable apartheid et dû renoncer peu à peu à ses différents postes pour cause de harcèlement.

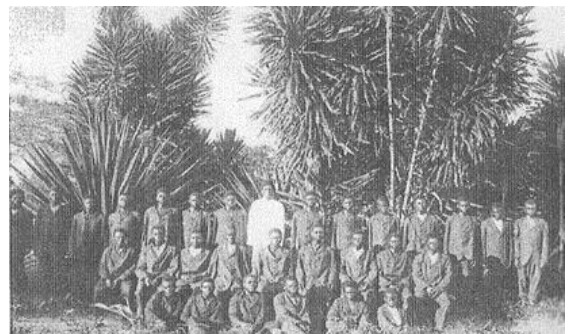
Les élèves d'Eala, en 1907



Phot. A. Georgery.
Jardin botanique d'Eala vu d'amont, sur le Ruki, et vue de la ferme.



Phot. Marc. Laurent.
Jardin botanique d'Eala. — Habitation du Directeur. — Bureau et bibliothèque.



⁶ Cette distinction avait été créée par Léopold II pour être décernée d'office aux agents de l'Etat du Congo ayant accompli un terme de service complet. Il s'agit donc d'une décoration de simple routine. Mais elle montre que Panda a été traité strictement sur le même pied qu'un agent de race blanche. Il en va de même pour le titre de « chef de culture de 3^e classe ». C'était le grade auquel tout agronome belge commençait sa carrière, l'équivalent dans le service territorial étant « administrateur territorial de 3^e classe ». L'intérêt n'est pas que Panda ait « décroché » des titres ou des décorations pharamineuses, mais qu'il manifeste une option, présente en 1909, mais vite abandonnée, de traiter les membres noirs et blancs de l'administration coloniale sur le même pied.

Jalons biographiques / Soldat et prisonnier

1914 : La guerre éclate alors que Panda séjourne en Belgique. Il s'engage dans le "Corps de Volontaires congolais". Il est déjà présent en Belgique quand débute l'invasion des troupes allemandes et rejoint alors, avec d'autres Congolais, la deuxième compagnie du Corps des volontaires coloniaux, qui regroupe 330 Belges, anciens de la Force publique, sous les ordres du Colonel Chaltin⁷ et du Commandant Laplume. Deux autres Congolais posent le même geste: Joseph Adipanga et Albert Kudjabo.

Ce Corps a pour mission la défense rapprochée de la ville de Namur, mais, mal armé, il sera très vite encerclé et fait prisonnier sans réellement combattre, dans les bois de Maizeret. Tous les trois seront faits prisonniers par les Allemands. Alors que Joseph Adipanga réussit à s'évader, Paul Panda et Kudjabo Albert demeurent en captivité jusqu'à la fin de la guerre. Le 6 décembre 1916 ils se retrouvent ensemble au camp de prisonniers de guerre de Soltau en Allemagne et sont à nouveau séparés le 24 Mars 1917. Dans les camps de prisonniers de guerre, il se rapproche des Tirailleurs sénégalais et entre en contact avec Blaise Diagne.



Ces tirailleurs sénégalais sont illettrés en grande majorité. C'est Paul Panda Farnana qui rédigera la correspondance avec leur famille et cette occupation le fera entrer en contact avec Blaise Diagne, député socialiste sénégalais devenu, en France et sur proposition de Clémenceau, secrétaire général aux troupes noires.



Quelques soldats du corps des volontaires congolais de 14-18. PPF est le n° 13

Ce contact aura une très grande importance au cours des 10 années qui suivent. Alors que les colonies françaises pouvaient déjà envoyer des représentants du peuple à Paris, on pouvait devenir, au Congo belge, « *tout au plus machiniste, enfant de chœur, scout ou encore gardien de but* ».

Mais ces années de captivité furent aussi des années de moqueries et d'humiliations où Panda et Kudjabo servirent de spécimen aux ethnologues allemands, des années de maladie et de travail forcé.

Le Congolais prisonnier ne fut libéré que lorsque vint l'heure de l'Armistice, au bout d'une pénible captivité de quatre années en Allemagne⁸.

⁷ Chaltin était un vétéran de l'EIC.

⁸ D'après l'historien congolais Zana Aziza Etambala, Panda fut envoyé par les Allemands en Roumanie dans un

Ci-dessous, la liste des Congolais ayant combattu en Europe durant la I^o Guerre Mondiale.

Nom	Prénom	Date de Naissance	Lieu de Naissance	Lieu de Décès	Date de Décès	Unité
Adipanga	Joseph	24/01/1895	Mayumbo (Congo)	Bruxelles	14/08/1939	CVC
Alomon	Pierre	16/03/1893	Awaka (Congo)	Camp Ruchard (FR)	17/12/1916	2 ^o de Ligne
Balamba	Jean	6/06/1893	Kipako Matadi (Congo)			1 ^o regiment carabiniers
Bayon	Paul/ Movongo	19/03/1893	Matadi (Congo)	Montpellier (FR)	1/08/1916	artillerie de forteresse Namur
Boïmbo	Antoine	2/01/1895	Awaka (Congo)	Camp Ruchard (FR))	18/12/1915	2 ^o de Ligne
Bolia	Edouard Gabriel	1/01/1886	Gombe (Congo)			1 ^o regiment grenadiers
Bomyo of Boyo	Antoine		Boma (Congo)	Antwerpen	4/02/1915	1 ^o grenadiers 2 bat 1 cie
Bouclou	Pius Albert	25/05/1895	Coquilhatville (Congo)	Parjs (Hopital Roi Albert)	9/10/1918	3 ^o regiment genie
Droeven	Joseph Florent Mathieu	20/11/1896	N'Grandu Kasai (Congo)	Congo	1/01/1945	1 ^o regiment grenadiers
Fataky	Honoré	20/01/1899	Kama (Congo)			8 ^o artillerie
Ilanga	Jacques of Jean Joseph	1/01/1894	Coquilhatville (Congo)	Gent	11/06/1916	1 ^o regiment grenadiers
Jessy	Jean Baptist	18/09/1897	Pala-Bata (Congo)	Nieuwpoort	17/08/1918	5_ regiment chasseurs à pied
Kudjabo	Albert	15/03/1896	Kilo Moto (Congo)	Ixelles hopital militaire	1/11/1934	CVC - KGL – 4 ^o de ligne
Kulu of Koulu	Honoré	25/04/1895	Ukatweaka (Congo)	Le Mans Hopital Mixte (FR)	4/01/1917	2 ^o regiment carabiniers
Lisasi	Simon	15/12/1894	Yabanga	Schaerbeek	29/11/1929	4_ regiment Lanciers
Longo	Michel	18/12/1895	Seke Banza (Congo)			1 ^o grenadiers – 17* artillerie – 5* transports
Lopiko	Joseph	1/01/1897	Coquilhatville (Congo)	Liège	12/04/1915	2 ^o regiment carabiniers
Mabilla	François	20/05/1898	Bangala (Congo)	Merksem	17/04/1918	9 ^o de Ligne
Manglunki	Antoine	26/10/1896	Buta (Congo)			Artillerie Liège - Anvers - (fort de Merksem)
M'Bondo	Jacques	1/01/1894	Quaha ou Ouka (Congo)	Birtley Elisabethville (GB)	28/01/1918	3 ^o de Ligne
Moke	Jules	25/07/1898	Jongolo (Congo)	Brussel	23/01/1943	23 ^o de Ligne
Panda Farnana	Paul	6/07/1888	Zemba (Congo)		1/01/1930	CVC
Soumbou	Pierre	16/06/1895	Matumba (Congo)			1* regiment carabiniers
Yoka	Antoine	16/03/1892	Equateurville (Congo)			2** regiment carabiniers

CVC : Corps des Volontaires Congolais KGL : Kriegs Gefangenen Lager (Cap de Prisonniers de Guerre, en Allemagne)

camp de prisonniers où il côtoya les tirailleurs sénégalais. Il rédigeait volontiers le courrier de ses compagnons de captivité.

Jalons biographiques / Militant

1919 : Libéré, Panda regagne la Belgique et obtient à sa demande une mise en disponibilité pour convenance personnelle. Il y restera pendant dix ans.

On peut se poser la question de savoir de quels revenus il a vécu durant ces dix années et qui a financé ses nombreux déplacements. Poser cette question, c'est y répondre : PPF n'a peut-être pas grand-chose (une aumône de l'état comme ancien combattant et prisonnier de guerre, peut-être parfois une rentrée occasionnelle pour un article ou une conférence...) mais les Derscheid sont une famille aisée et Louise Derscheid est une artiste connue, dont les cachets sont substantiels. C'est de plus une famille engagée, chez laquelle le mécénat pour des causes ou des personnes en lesquels on croit, est tout naturel. Il faut d'ailleurs remarquer que les années militantes de PPF en Belgique se situent entièrement avant mai 1929, donc durant la période de forte croissance économique des « années folles ».

Ce qu'il a vécu comme soldat, prisonnier et comme ancien combattant réoriente totalement sa vie. Ses expériences malheureuses dans l'agronomie coloniale lui avaient été pénibles. Mais son chagrin ou sa rancœur étaient des sentiments personnels, propres à la seule personne de Paul Panda Farnana, même quand il lui semblait qu'on méconnaissait son désir de servir le développement du Congo.

Désormais il va être un porte-parole, une « Voix des Sans voix », au service d'abord des anciens combattants, puis des Congolais, d'abord ceux de ce qui ne s'appelait pas encore la « diaspora », ensuite ceux d'Afrique et, pour finir, de tous les Noirs et de tous les colonisés. La Grande Guerre l'a fait passer du mécontentement individuel à la militance panafricaine.

Il faut dire qu'il y avait de quoi, car ils furent attaqués avec un racisme qui n'était même pas discret et ne faisait aucun effort pour paraître de bon goût.

Le « *Journal des combattants* » écrivit à son propos et celui de ses deux compagnons d'arme : « *Qu'on les rapatrie et qu'on les expédie à l'ombre de leurs bananiers où ils seront certainement plus à leur place. Ils y apprendront les danses nègres, ils pourront aller y raconter leurs exploits guerriers à leur famille, assise en rond sur des peaux de chimpanzé* ».

Était-ce pour cela qu'ils s'étaient battus et avaient souffert ? Ils ne pouvaient pas laisser passer une chose pareille. Il y eut une réponse : « *Dans les tranchées, on ne cessait de nous répéter que nous étions tous frères et nous étions mis sur le même pied d'égalité que les blancs. Toutefois, maintenant que la guerre est finie et qu'on a plus besoin de nos services, on serait enchanté de nous voir disparaître. En ce qui concerne ce dernier point, nous sommes parfaitement d'accord, à la seule condition cependant que si vous insistez si sévèrement sur le rapatriement des Noirs, nous pourrions demander que tous les Blancs se trouvant en Afrique soient rapatriés également.* »

Cette réplique allait provoquer le début d'une série de charges sans merci de la part de la presse coloniale belge. Quel culot ! Personne au Congo n'osait adopter un ton aussi assuré. Le texte était écrit dans un français plus éloquent que l'article qui avait suscité la réaction des congolais. Une nouvelle voix avait commencé à s'exprimer.

En février, il participe aux assises du Premier Congrès Panafricain à Paris⁹, organisé à l'initiative conjointe de Blaise Diagne, membre du gouvernement français, et de W.E.B. Du Bois, sociologue afro-américain et leader de la N.A.A.C.P.

⁹ En fait, on n'a pas de preuve formelle de la présence de Paul Panda à cet événement. Mais on sait qu'il y avait une délégation congolaise et que l'*Union congolaise* en était. Il est logique de supposer qu'elle était représentée par son Président, d'autant plus que, parlant anglais, Panda était tout désigné pour participer à un colloque international, sans même prendre en considération ses autres titres. (cfr Ndaywel, *Histoire générale...*, page 440).

En novembre, il fonde avec ses compatriotes (parmi lesquels Joseph Adipanga et Albert Kudjabo) l'*Union Congolaise*, une "société de secours et de développement moral et intellectuel de la race congolaise"; elle est placée sous la haute protection de Louis Franck, Ministre libéral des Colonies et d'Émile Vandervelde, leader socialiste et ministre de la Justice.

1920 : Panda intervient à la tribune du premier Congrès colonial national (du 18 au 20 septembre 1920) dont les assises se tiennent au Sénat. Sa contribution fut d'autant plus remarquée qu'il fut le seul Congolais convié à prendre la parole face aux personnalités coloniales, ecclésiastiques et civiles. C'est à l'occasion de ce congrès que Panda rencontre l'Abbé Stefano Kaoze, alors secrétaire de Mgr Roelens, vicaire apostolique du Haut-Congo. Les deux hommes, qui prennent le temps de se connaître, s'estiment et Panda fait part de leur consensus sur la participation souhaitée des Congolais aux instances de décision.

1921 : Le Deuxième Congrès Panafricain se tient alternativement à Londres, à Bruxelles et à Paris. Panda siège au bureau du Congrès aux côtés de Blaise Diagne, de W.E.B. Du Bois, de Paul Otlet, et de Miss Jessie Fauset.

Le 11 septembre, Paul Panda donne une conférence sur "*L'historique de la civilisation nègre sur les rives du fleuve Congo*". Par ailleurs, il exprima le vœu que des diplomates noirs soient présents au sein des commissions internationales ayant la charge d'administrer les mandats exercés sur les anciennes possessions allemandes en Afrique.

A la demande des membres de l'*Union Congolaise*, Paul Panda entreprend des démarches auprès du Ministère des Colonies en vue d'organiser des cours à l'usage de ses compatriotes. C'est ainsi que des cours pour Congolais subsidiés par les autorités belges sont ouverts à Bruxelles, à Charleroi et à Marchienne. Panda assure lui-même quelques cours à côté d'enseignants dûment mandatés par les autorités.



Accusé de sédition, le catéchiste Simon Kimbangu (photo) est condamné à mort. Sa peine est commuée en détention à perpétuité; il se voit infliger la déportation dans le Katanga, où il sera emprisonné jusqu'à sa mort en 1951. Par le biais notamment du ministre Louis Franck, Panda s'emploie à convaincre les autorités coloniales de ne pas appliquer la peine capitale au condamné. Kimbangu est d'autant plus décrié par certains coloniaux qu'ils le tiennent pour un disciple de Marcus Garvey. Une violente polémique oppose Paul Panda à l'équipe rédactionnelle de l'*Avenir Colonial Belge*, porte-parole des coloniaux les plus conservateurs

1925 : "*La Renaissance de l'Occident*" consacre une livraison spéciale aux arts et à l'artisanat congolais. Panda est mis à contribution et s'exprime sur les questions d'art ainsi que sur l'avenir de l'artisanat dans son pays. Il dénonce les pillages qui ont permis à l'Europe de garnir ses musées et juge que la colonisation constitue ni plus ni moins que du vandalisme "rationalisé".



Influences

Les Derscheid

Il faut dire que par rapport aux autres enfants dont il a été question, ceux de l'*Œuvre de l'éducation des jeunes Congolais de Belgique*, en entrant dans la famille Derscheid, chez qui tout racisme est absent, Paul Panda Farnana est tombé dans l'assiette au beurre, tant financièrement que culturellement : Les Derscheid sont des gens de leur temps et un produit de la grande bourgeoisie d'orientation laïque. Bien sûr ! Mais ce n'est pas n'importe quel produit: Les Derscheid relèvent du très haut de gamme !

Louise est une artiste, pianiste virtuose, ancienne élève de Louis Bassin, amie de Tchaïkovski et du peintre Aivazovsky, fortement influencée par les écrits et la pensée de Tolstoï, et surtout, persuadée, comme son maître à penser, de l'égalité entre les hommes. « Tante Lise » comme l'appellera jusqu'au bout le jeune Paul adoptera le petit garçon venu du Congo, lui fera suivre des études et lui conseillera de mettre ses compétences au service de son pays d'origine, croyant ainsi, de bonne foi, œuvrer au développement de la colonie.

Sa jeune sœur Marie, après avoir été diplômée de l'École Normale de Mons, fait des études de médecine à l'ULB après avoir défendu au préalable un doctorat en biologie et est la première femme médecin de Belgique, passionnée également d'aquarelle et de musique ; on a déjà évoqué ses frères Eugène, Jules et Victor pionniers de l'État Indépendant du Congo ; son autre frère Gustave diplômé également en médecine de l'ULB est l'élève de Lucius Selenger et devient un grand spécialiste de la tuberculose qui fonde en 1902 les sanatoriums de La Hulpe et de Waterloo ; l'épouse de Gustave, la Gantoise Gabrielle Braun, tient salon où on rencontre à l'occasion Francis Jammes, Claudel, André Gide ou Mark Elskamp, mais aussi des médecins célèbres comme le professeur Bordet. On ne vit évidemment pas dans une telle famille sans en garder, en soi, une certaine empreinte.

Les principaux biographes de Paul Panda semblent pourtant tenir pour accessoires les principes qu'il a reçus, inconsciemment, de sa famille d'accueil. Pourtant, dans certaines de ses attitudes, quand par exemple, il répond à un article de presse basement injurieux par un trait d'esprit, il a le ton et les « belles manières » d'un « gentleman » européen, capable de clouer le bec d'un grossier merle sans pour autant s'abaisser à son niveau.

Bien sûr, les auteurs qui écrivent aujourd'hui sur Panda Farnana sont soit des panafricanistes, soit des patriotes congolais et leurs œuvres, parce qu'écrites dans un esprit « militant », s'attachent avant tout à montrer en lui le Noir et le Congolais. Ses principaux biographes poussent fréquemment leur enthousiasme jusqu'au point où il leur occulte ce qui manque à celui qui en est l'objet. Il manque à Paul Panda un paramètre essentiel dans son raisonnement : la dimension du Congo qu'il connaît finalement très peu – il n'y a vécu adulte que cinq ans-, sa diversité extrême notamment en ce qui regarde les coutumes et la nécessité morale pour le colonisateur de le développer partout, dans tous les domaines, avec la même égalité.

Ses propos et ses idées, de ce fait, sont souvent pertinents, mais pas toujours réalisables. Est-ce là vraiment une carence ou un défaut ? Ou bien cela signifie-t-il que Paul Panda était de ces êtres toujours décriés, mais toujours indispensables au progrès, que sont les utopistes ?

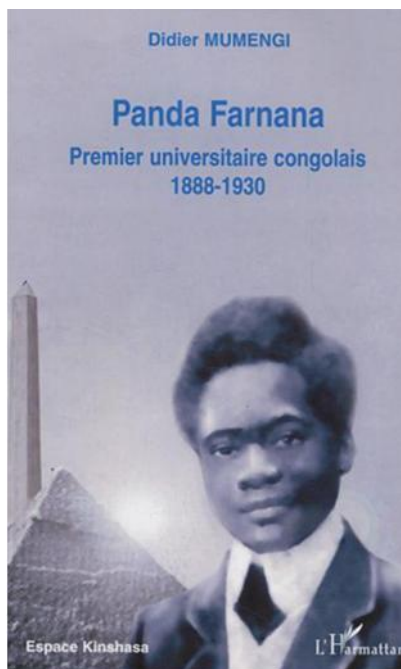
Sans eux, sans guetteurs de possibles qui ne sont encore que cela seulement, sans rêveurs d'impossibles rêves, sans la recherche, dans un monde finissant, des prémices de celui qui va naître, à quoi reviendraient la plupart des révolutions ? A jeter l'Humanité, du haut d'une roche dans le chaos, en espérant qu'elle trouvera le moyen de voler avant d'atteindre le fond du précipice.

Ce sont les créatures évincées de leurs milieux qui ont toujours été obligées d'évoluer. L'avenir, c'est toujours nulle part. Un être d'avenir est toujours seul. Aucun changement ne pourrait survenir, s'il n'existait pas un être intimement convaincu de ne pouvoir participer à ce qui existe déjà.

Cette fonction d'utopiste touche à la fois à la Poésie et à la Révolution. Et elle peut avoir été l'unité profonde de la personnalité de Paul Panda Farnana, qui par la chair est un Africain « réveilleur » de conscience et accepte d'assumer sa différence, mais par son éducation touche aussi au monde de l'art, qui n'est pas simple délectation esthétique, mais est aussi le lieu par excellence où se manifeste la Vérité.

Otlet et Lafontaine

Paul Otlet et Henri Lafontaine, les fondateurs du *Mundaneum*, exercèrent une influence décisive sur le Congolais¹⁰. À leur exemple, le fondateur et dirigeant de l'*Union Congolaise* avait une conscience aiguë des enjeux réels de la politique internationale qui débouchèrent notamment sur la Grande Boucherie de 1914-1918. Néanmoins, il se réclamait en toute circonstance du pacifisme, cheval de bataille de ses maîtres, et plus particulièrement de Henri Lafontaine lequel fut un des précurseurs de la Société Des Nations et récompensé par le Prix Nobel de la Paix en 1913.



Panda s'en prenait aux clichés de la prétendue pacification opérée au Congo par la Belgique pour le plus grand bien des populations congolaises qu'on se plaisait à décrire comme "une poussière de tribus". La nation congolaise était considérée par le colonisateur comme une pure fiction. Pour sa part, fort de son expérience coloniale, le Congolais plaidera pour l'implication de ses compatriotes dans les instances de décision de la colonie.

Tout aussi étonnant, du moins d'après certains de ses commentateurs, serait le positionnement de Paul Panda dans le domaine des arts; il postule en effet, avec une vingtaine d'années d'avance sur Cheikh Anta Diop, l'origine africaine de la civilisation égyptienne. Un ouvrage qui lui est consacré¹¹ a pour image de couverture un montage qui reprend un portrait de Panda Farnana en col et cravate de l'époque, à l'âge où il devrait être étudiant: il sourit, confiant. A l'arrière-plan se trouvent un obélisque et une pyramide égyptiennes, et le motif

¹⁰ P. OTLET et H. LA FONTAINE, tous deux passionnés de bibliographie et soucieux d'œuvrer à la paix dans le monde ont étroitement collaboré pour la mise sur pied du Répertoire Universel de Documentation. Leurs efforts tendaient à rassembler au Mundaneum "une documentation globale" (Cfr. Jean-François FUËG, *Aperçu des collections du Mundaneum*, Mons, édité par le Mundaneum asbl, 1999, 13), avec pour finalité de coordonner les matériaux d'une "Encyclopédie universelle et perpétuelle". Ils s'intéressaient également aux images et rêvaient de donner à chacun la possibilité "de visiter toutes les galeries et tous les musées du monde". Cet "internet de papier" qu'ils s'efforceront de mettre en place a pour moteur de recherche la C.D.U. (Classification Décimale Universelle).

¹¹ Mumengi, Didier. – *Panda Farnana. Premier universitaire congolais (1888-1930)* », Paris, l'Harmattan, 2007. « L'un des mérites du livre de Didier Mumengi est de montrer que de tels événements ne doivent pas être isolés d'autres de la même époque, comme ce premier Congrès colonial national qui a lieu à Bruxelles, ou comme les « semaines de missiologie » de Louvain, ou encore le synode régional à Léopoldville. On sait depuis longtemps que l'immédiat après-guerre constitue un tournant, mais nous n'en avons sans doute pas encore pris toute la mesure, sans doute en raison de perspectives séparant de manière hélas trop coloniale ce qui se passe chez les intellectuels « nègres » et ce qui se discute dans les diverses sphères missionnaires et coloniales. » Pierre Halen, recension de l'ouvrage de Mumengi, in *Cahiers d'études africaines*, 186 | 2007.

du soleil rayonnant. « *On peut ne pas approuver le procédé du montage, on peut aussi estimer que le Congo n'a nul besoin de l'Egypte pour affirmer sa dignité. Mais on comprend le message* »¹²

En réalité, le savant sénégalais a, certes, attaché son nom à la fameuse thèse des « pharaons noirs » pour l'avoir formulée de façon cohérente comme une thèse historique et archéologique. Mais le renom de Cheik Anta Diop a fait prendre ses publications pour un point de départ absolu, qu'elles ne sont pas. Il a rejeté ses précurseurs dans l'ombre de l'anonymat. Dès les origines du panafricanisme, on ne s'est pas fait faute de rappeler que l'Egypte est en Afrique, pas ailleurs !

Un petit mystère historique

La Belgique et le Congo ont été comme séparés comme par une muraille de Chine. Jusqu'en 1945, la Belgique resta fermée aux Congolais, et le Congo aux Belges, à l'exception de quelques personnes triées sur le volet. Toutefois, à l'époque de Léopold II, ce mur était encore un peu poreux. C'est en 1930, après la mort de Paul Panda, qu'il deviendra vraiment hermétique. En 1900, il arrivait encore que des Blancs rentrant du Congo se fassent accompagner de leur « fidèle serviteur »...

L'histoire de Paul Panda et de ses relations belges, notamment Otlet avec son projet d'encadrement du Congo par des Noirs américains et des Congolais formés en Belgique, donne à penser qu'il y a eu au moins un projet alternatif pour la colonie et que, lorsque Derscheid ramena le petit Paul, celui-ci était destiné à être le premier arrivé d'un considérable contingent d'écoliers congolais. Ce qui a tendance à rendre très perplexes les chercheurs, tant Belges que Congolais, c'est que si un tel projet a existé, il aurait été progressiste, mais aussi léopoldien, deux adjectifs que l'on n'est pas habitué à rencontrer ensemble !

Lors de la reprise du Congo par la Belgique, on a énormément insisté sur les aspects « absolus » et « despotiques » de l'Etat Indépendant. C'est que l'on ne voulait pas attirer l'attention sur le fait que Léopold II a été coupable beaucoup moins en tant que Roi qu'en tant que Patron, c'est-à-dire comme actionnaire principal, voire unique, des compagnies caoutchoutières impliquées dans l'affaire du « caoutchouc rouge ». On a préféré lui faire porter une inquiétante auréole de réactionnaire d'Ancien Régime, plutôt que d'insister sur le fait que, comme les autres grands hommes d'affaires de son temps, il était assez indifférent aux scrupules humanitaires, mais très féru de progrès scientifique et technique.

De plus, dès qu'une chose se passe en Afrique et dans un contexte colonial, on met presque spontanément tout ce qui apparaît négatif sur le compte du racisme. Parfois, les Noirs se sentent visés en tant que Noirs, alors qu'ils sont simplement englobés d'un mépris général pour les couches laborieuses. (Rappelons sur quoi se basait la prospérité économique belge à l'époque de Léopold II : douze à quinze heures de travail par jour, les femmes et les jeunes enfants descendant dans les mines, l'absence de toute assurance sociale ou autre, et des salaires qui n'étaient que le quart de ceux des pays voisins). Il n'y a aucune raison de supposer que les idées et l'attitude de Léopold II aient été en quoi que ce soit différentes de celles de la bourgeoisie qui l'entourait : le peuple, toutes couleurs confondues, est une tourbe vile et méprisable, pressurable, taillable et corvéable à merci ; mais les meilleurs éléments qui peuvent y pousser peuvent, et doivent même, faire l'objet d'une récupération. Ils doivent être assimilés, notamment par les études, souvent aussi par le mariage, ensuite, et être, pour ainsi dire, « cooptés » par la bourgeoisie¹³. dont ils deviennent membres.

12 Alphonse Mbuyamba Kankolongu: « *Panda Farnana (1888-1930) revisité* » compte rendu de Mumengi, dans *Le Potentiel* du 12.05.07

¹³ Ce fut d'ailleurs le cas de Jules Renkin, le Ministre des Colonies de Léopold II. D'humble origine, il fit des

A la création de l'EIC, le nouvel état se vit doter d'une législation très complète et très « moderne ». Et, sous les titres traitant du « *status personae* », on prévoyait dès l'origine la possibilité que des indigènes soient inscrits aux registres de la « *population civilisée* ». Sans aucun doute, lorsqu'on écrivit ce texte de loi, ce fut avec l'idée bien arrêtée que cela ne se produirait pas avant longtemps et que les problèmes pratiques étaient laissés à charge des générations futures. Toutefois le fait que Paul Panda put non seulement être considéré comme « civilisé », mais être engagé comme fonctionnaire de la colonie montre qu'en 1909, la chose était possible.

Elle était possible, mais il est heureux que Paul Panda, écolier appliqué et doué, ne fût pas de ceux qui redoublent leurs classes. Car la possibilité offerte par la législation léopoldienne disparut avec la reprise¹⁴ du Congo par la Belgique.

Il n'y a aucune trace (mais les archives de l'EIC ont été détruites par Léopold II lui-même) qui puisse donner à penser que Léopold II ait trempé d'une manière ou d'une autre dans ce projet pédagogique, ni même qui nous permette de savoir s'il a été le moins du monde au courant. Tout ce que l'on peut dire, c'est que la législation de l'EIC contenait le bout de phrase cité et que l'on en a fait usage.

D'autre part, l'arrivée en Belgique de Paul Panda se rattache, par Derscheid, à l'expédition Bia / Francqui / Cornet, qui découvrit les mines du Katanga et, par-là, à la fois au milieu scientifique et aux écoles de l'état.

Après la mort de Derscheid, il sera élevé par sa sœur Louise, une pianiste, ce qui le rattache aussi aux milieux de l'art. Ce fait contribuera aussi à conférer au petit Paul une trajectoire résolument atypique car à cette époque il était très rare qu'une femme célibataire, artiste de surcroît, jouât ce rôle de « mère adoptive ».

Otlet, de son côté, ancien élève des Jésuites, a fait son droit à l'ULB, été stagiaire de Picard, parlementaire socialiste ayant connu le Congo. Au tournant du XX^e siècle, où il régnait entre milieux chrétien et laïc une atmosphère d'où la tolérance était strictement absente, ce peut difficilement être l'effet du hasard. Ajoutons encore qu'en Belgique, le terrain par excellence des affrontements entre les « suppôts de l'obscurantisme » et les « tenants des Lumières » a toujours été, plus qu'ailleurs, l'enseignement !

De plus, la fondation de l'*Union Congolaise, société de secours et de développement moral et intellectuel de la race congolaise*"; est placée sous les patronages de Louis Franck, Ministre libéral des Colonies et d'Émile Vandervelde, leader socialiste et ministre de la Justice, c'est-à-dire de représentants éminents des deux sensibilités politiques entre lesquelles se divise alors la famille laïque.

études d'avocat, fit une carrière politique et acheva sa vie dans la Haute Banque.

¹⁴ Celle-ci est toujours citée comme « la reprise du Congo en 1908 ». Il est exact que les textes de loi, dont la « Charte coloniale », qui régenterait la colonie jusqu'en 1960, furent votés en 1908. Ces votes furent acquis à l'été de cette année-là pour la Chambre et à l'automne pour le Sénat. La promulgation ne put avoir lieu qu'au mois de novembre. Ensuite, il faut tenir compte des grandes lenteurs de communication imposées par des moyens fort primitifs de locomotion. Il fallut certainement plus d'un an encore pour que les changements soient effectifs. Donc, arrivant au Congo en juin 1909, il a dû arriver avant même que, dans les parties les plus reculées du pays, on sache qu'un changement s'était produit !



Louise Dercheid et Paul Panda

Cela se passait au moment où Jules Renkin, Catholique, passait pour la première fois la main à un représentant de la laïcité. C'était le premier épisode d'« alternance » après les 10 ans de Renkin, mais c'était la guerre qui expliquait, tout ensemble, et la longévité de Renkin à son poste, et le ministère d'Union nationale et de reconstruction qui la suivit, et l'initiative de Panda Farnana, visant au reclassement de ses compatriotes anciens combattants. Il n'est donc pas nécessaire de postuler l'existence d'un plan laïque concerté pour les expliquer.

S'il y a quelque chose qui y ressemble, c'est plus tôt, au tournant du siècle, époque à laquelle Paul Panda fut amené en Belgique. Comme on peut s'y attendre dans un contexte de lutte entre idéologies, toute initiative prise par un des camps provoquait aussitôt un mouvement dans le camp adverse, visant à le contrer. Or, un article de 1893 dans la *Revue Coloniale*, faisait état d'une cinquantaine de jeunes filles congolaises amenées en Belgique et réparties dans différents couvents avec pour but d'en faire des religieuses. Elever, à l'athénée et dans des institutions neutres de l'Etat, un futur fonctionnaire congolais, pouvait fort bien passer pour une excellente « réponse du berger à la bergère ».

Aussitôt après la reprise, on se trouvait en Belgique dans un système où les Catholiques avaient la majorité absolue et gouvernaient seuls. C'est après la Grande Guerre qu'avec le Suffrage Universel commença l'ère des gouvernements de coalition. Le Gouvernement étant unicolore catholique, l'opposition avait pour ciment l'anticléricalisme. Et cette situation n'a guère changé : si l'on veut faire l'union sincère des socialistes et des libéraux, le mieux est encore toujours de crier « A bas la calotte ! ». En matière coloniale, ce slogan se traduit par « A bas les Missions ».

Et, en toute objectivité, les partisans de la laïcité avaient quelques raisons de prétendre que lors de la reprise du Congo, on leur avait, comme le dit le bon peuple « fait un enfant dans le dos ». La Belgique en effet reprenait l'Etat Indépendant et les obligations de celui-ci. Elle était donc tenue, par exemple, de respecter l'Acte de Berlin de 1885... mais aussi la Convention

de 1906 entre l'EIC et le Saint-Siège, qui accordait aux Missions catholiques des privilèges considérables. Et notamment un privilège qui faisait très mal : le monopole de l'enseignement.

La symbiose entre l'EIC et les Missions datait des années 1890, lorsque la Providence avait voulu que Léopold II et les Missionnaires se trouvassent avantagés par la même nécessité de lutter contre l'esclavage. Léopold en profita pour tourner l'Acte de Berlin, les Missions trouvèrent la sécurité qui favorisait leur travail et furent débarrassées de la concurrence musulmane. A cette occasion, fut aussi scellée tacitement une « complicité du silence » à propos des atrocités et brutalités commises sur les indigènes. L'Eglise catholique récolta le fruit de celle-ci sous forme de grands avantages concédés par la convention de 1906.

Dès lors que s'imposait la tâche de reconstruire l'État colonial et d'affirmer son autorité sur tout le territoire, les anciens privilèges, fussent-ils ceux des sociétés concessionnaires ou de l'Église, apparurent comme autant d'obstacles à abattre. Il faut se rappeler que la « victoire » (si l'on peut dire, car la seule victoire réelle aurait consisté à pouvoir refuser la reprise, et elle était hors d'atteinte !) avait été remportée sur ce que l'on appelait « l'absolutisme » de Léopold II. Etaient donc dans le collimateur tous ceux qui avaient reçu des privilèges exorbitants, relevant du « bon plaisir » et du « fait du Prince ».

Il y avait parmi eux les compagnies à charte, mais aussi les Missions. La Convention semblait annoncer le retour en force de la conception d'Ancien Régime qui avait présidé à l'envoi des premières missions belges au Congo. Une menace qui devait accentuer la visibilité de l'Église dans le système congolais, son imbrication dans la politique contestée de l'État, mais qui alimenta aussi une contre-offensive laïque.

Dans ces conditions, le Congo fit figure de terrain de choix pour un *Kulturkampf* tel que l'expérimentèrent à l'époque de nombreux pays de tradition catholique. À cette importante réserve près que, dans le cas du Congo, la lutte fut menée non par l'État lui-même (le parti catholique était au pouvoir en Belgique), mais par des agents de l'administration et de la Justice agissant à l'ombre de leurs positions au sein de l'appareil d'État (« complot » qui fut bientôt adorné, chez d'aucuns, de l'inévitable adjectif « maçonnique »), s'adonnant souvent à des tracasseries assez mesquines, et obligés à la prudence par la présence au sommet de J. Renkin, ministre catholique,

Il faut d'ailleurs ajouter aussi que le cléricalisme traditionaliste ne fit pas, lui non plus, l'unanimité dans le monde catholique, loin s'en faut. On craindrait même plutôt, désormais, de ne pas dénoncer assez ! A preuve cette réflexion caractéristique d'un missionnaire scheutiste de la Mongala en 1909: « *nous craignons en ne signalant pas dès maintenant les abus qui semblent exister que les ennemis de la religion catholique en Europe pourraient un jour en prendre occasion pour répéter avec quelque apparence de raison le reproche qu'ils nous firent si perfidement lors des difficultés surgies après le passage de la Commission d'Enquête d'être par notre silence des complices des situations intolérables des indigènes dans certaines régions de l'Etat Indépendant du Congo* »¹⁵ Il est assez remarquable que ce qui est perçu comme « dangereux » dans le fait de ne pas dénoncer des pratiques criminelles, ce n'est pas l'impunité de ceux qui ont mal agi, ou la non-assistance aux indigènes en danger, mais le fait qu'on en profiterait pour lancer contre des Missions des attaques qualifiées de « perfides ».

Les trois ordres les plus menacés (Pères Blancs, Scheutistes et Jésuites) se sentirent suffisamment en danger pour allumer un contre-feu et menèrent une vigoureuse campagne d'agitation en Belgique, dont l'objectif fut de dénoncer les influences maçonniques dans l'administration du Congo, sources de tout le mal. (On ne peut reprocher aux Bons Pères d'avoir

¹⁵ Archives CICM (Rome), 0-U-c (1/12/4)

péché là par excès d'originalité !) Pour ce faire, les trois ordres obtinrent l'appui de personnalités influentes qui animèrent bientôt des groupes de pression. Ainsi, en octobre 1912, quelques représentants de la droite catholique formèrent une *Ligue pour la protection et l'évangélisation des Noirs*, chargée d'organiser la défense des missionnaires. Ils reçurent l'appui des principaux journaux catholiques et du cardinal Mercier lui-même. À la droite de la droite gouvernementale, on note aussi l'agitation souvent encombrante de la *Ligue antimaçonnique* de V. Brifaut.

Vus avec le recul du temps, il apparaît que ces affrontements ne bénéficièrent pas de l'appui sans réserve du clergé ou du monde politique catholique, et ils font plutôt figure de combats d'arrière-garde. L'avenir appartenait plutôt à ceux qui, dans l'Église et le milieu catholique, cherchaient l'apaisement au Congo, une mise en route des réformes, la professionnalisation de l'administration et généralement la «moralisation» de la société coloniale: « *s'il y avait [au Congo] un peu moins de pionniers de la civilisation, la civilisation n'en souffrirait pas* », constatait en 1910 une note établie sur le sujet par un missionnaire scheutiste qui reprenait ainsi à son compte l'observation d'un colonial : « *si l'on savait en Europe comment on vit au Congo, je rougirais de ce que j'y ai été* »¹⁶

Il est probable que l'on ne percera jamais le mystère de la décision qui amena Paul Panda en Belgique. Ce fut en tous cas une exception. Brillante, mais une exception.

Un intellectuel engagé

Avec une ironie mordante, Paul Panda Farnana, s'adressant à un de ses nombreux détracteurs, lui concéda qu'il était bel et bien né "*aux environs de Moanda*"; néanmoins, s'empressa-t-il d'ajouter, il résidait "*aux environs du Bois de la Cambre*", à Bruxelles¹⁷. Issu d'une lignée de chefs de l'ethnie kongo, l'ingénieur agronome congolais ne faisait pas mystère de sa glorieuse ascendance¹⁸. Il naquit en 1888 à Zemba-lez-Moanda. Emmené en Belgique par le lieutenant Derscheid, un vétéran du Congo, Paul Panda Farnana débarque à l'âge de douze ans à Bruxelles. Le sculpteur Charlier immortalisa les traits du jeune congolais, sous la forme d'un buste, actuellement au Musée de l'Hôtel Charlier, à Saint-Josse-Ten-Noode¹⁹.



Dans un texte intitulé "*Les médecins allemands ne sont pas de vieilles ganaches*", le combattant congolais s'adonne à une évocation des fameux tirailleurs sénégalais dont il trace un portrait quelque peu impertinent mais véridique. La vision qu'il donne des célèbres tirailleurs mérite d'autant plus d'être mentionnée qu'elle émane d'un Africain et dès lors n'appartient pas à l'abondante littérature européenne de l'entre-deux-guerres (sans parler du cinéma et de la publicité – le Nègre Banania) qui débite volontiers des clichés sur la

¹⁶ Note du P.J. Timmerman, Archives archevêché Malines, fonds Mercier (XII-6) La pique dirigée contre les « pionniers » vise sans doute le P. Cambier qui cultivait avec soin son image de « vieux broussard dur à cuire » et de « pionnier des heures héroïques ».

¹⁷ Lettre au Révérend Père Cruyen à Anvers.

¹⁸ Ses lettres, ses articles ainsi que ses droits de réponse portent en guise de signature : Mfumu Paul PANDA FARNANA. Le mot mfumu signifie en kikongo "chef". Le père de PANDA, qui portait le nom portugais africanisé LUIZI FERNANDO était le chef médaillé de NZEMBA. FARNANA, le postnom de PANDA, est l'africanisation de « Fernando ». La mère de PANDA se nommait NSENGO.

¹⁹ D'après François Bontick, une copie de ce buste se trouve dans le village natal de P. Panda.

participation des "indigènes" à la Grande guerre. Au surplus, notre collection d'archives livrant des témoignages congolais de première main sur la Première guerre mondiale est des plus minces.

Le texte inédit de Paul Panda vaut incontestablement un détour. En voici un large extrait : *"De l'ail ! de l'ail, du ricin et des fruits !, il en faut pour tout le monde, vociférait à son adjoint, le médecin-major allemand qui porte un nom à consonance germanique, vraiment. (...) Je les connais, moi, les Exotiques, j'ai vécu chez eux ! Les hommes de couleur sont, disait ce savant, aussi bien, si pas mieux constitués que les Européens; en tous cas, ils sont moins névrosés. Tâchons de maintenir toujours libres les voies digestives de nos milliers de prisonniers de guerre originaires des pays chauds. Ils n'ignorent pas les propriétés du ricin, car ils le cultivent dans leur pays.*

– Vous n'aurez pas de pain ! m'entendez-vous, pas de pain ! si vous ne vous efforcez pas d'aller au n° 100, chaque jour, et, si possible, dès le matin!

Après chaque visite médicale, les commentaires des Africains allaient bon train.

- Si les Français avaient donné aux généraux Gallieni, Gouraud et Mangin, quelques millions (sic) de Sénégalais ayant du kola pour ration, ils seraient vainqueurs depuis longtemps ! ... pérorait l'un des braves tirailleurs.

Le misérable avait prononcé "cola", le mot qui ressusciterait quasi les morts sénégalais et soudanais ! Car, le cola est un talisman, aux yeux de maints africains.

- Cola ! y a bon ! Reprit-on en chœur.

- Moi, dit l'un, y a battu Allemands avec Kola, plusieurs jours, sans mâgé ni sans boire!

... "20



La participation des soldats africains à la Grande guerre sur le champ de bataille européen fut à la fois un choc révélateur de "la barbarie des Blancs" autant qu'un élément déclencheur de la prise de conscience de "la dette de sang" contractée par l'Europe à l'égard de ses colonies, comme l'explique Antoine Tshitungu : *« Les soldats issus des empires coloniaux prirent la mesure de leur contribution économique et militaire aux efforts de guerre de leurs métropoles respectives. Dans les pays, alors colonisés, la Grand Guerre ouvrit la voie des revendications politiques sous l'égide du principe sacré de l'égalité des droits, politiques, et sociaux économiques. Nos ancêtres firent chorus avec leurs frères d'armes pour exiger des méthodes plus humaines ainsi que l'éviction des signes du racisme, et davantage de respect à l'égard des noirs. Cette guerre fut l'occasion pour les hommes noirs de l'Afrique comme de la diaspora de soupeser les enjeux d'un monde qui se plaisait à jeter sur eux de l'opprobre et qui les confinait ainsi au nom du racisme négrophobe, dans les limbes du primitivisme. Afro-Américains et Africains fraternisèrent et jetèrent les bases du panafricanisme, dont le premier congrès fut convoqué à Paris, en 1919, sous l'égide de Blaise Diagne et de W.E.B. Du Bois. Concomitamment à cette prise de conscience qui taraude les colonisés, à qui la Grande Boucherie a ouvert les yeux, l'on voit éclore des mouvements politico-religieux, des partis politiques, qui donneront maille à partir au colonisateur. La Grande Guerre, « etumba ya bolondo », selon l'expression de Paul Lomami Tchibamba, fut une étape cruciale dans les pays*

africains, et au Congo, de même au sein de la diaspora noire des Amériques »²¹.

Au lendemain de ce conflit très meurtrier au cours duquel les troupes noires firent trop souvent office de chair à canon, l'on assista à la naissance d'associations, sociétés de secours et autres amicales qui canalisèrent la volonté des Africains colonisés de participer à la gestion des affaires, aux côtés du colonisateur, appelé désormais à opérer des réformes substantielles. Les leaders de l'époque, à l'exemple d'André Matsoua²² et de Paul Panda, insistent sur la nécessité pour les colonisés d'acquérir l'éducation et le savoir afin de mieux défendre leurs intérêts.

Après son élargissement en 1918, quelques événements majeurs vont scander la vie de l'ingénieur agronome et orienter définitivement ses choix idéologiques, sa pensée autant que son action, à savoir: la tenue du Premier Congrès Panafricain à Paris, en 1919, sous la direction conjointe de W.E.B. Du Bois et Blaise Diagne²³, la création de l'Union Congolaise la même année, les assises du Deuxième Congrès Colonial national, en 1920, à Bruxelles, sous l'égide du Sénat.

Dès 1920, Panda assume les fonctions de Président d'Honneur de l'*Union Congolaise*²⁴, amicale qu'il a fondée avec ses compatriotes, anciens vétérans de guerre pour la plupart. On retrouvait une influence particulière dans l'intitulé même de l'association ; en effet, le concept de « *développement moral et intellectuel* » était un essai de traduction de l'expression *Advancement*, utilisée pour qualifier le but de la NAACP, « *National Association for the Advancement of coloured People* ». Car, d'après Bontinck²⁵, un contact avait dû s'établir avec

²¹ Discours du 11 novembre 2008.

²² André Grenard Matswa (ou Matsoua; 17 janvier 1899 – 13 janvier 1942) est un homme politique du Congo-Brazzaville avant l'indépendance en 1960. Né en 1899 dans l'ethnie Lari, dans la région du Pool, André Matswa reçoit une formation catholique et devient cathéchiste comme Simon Kimbangu avec lequel il possède quelques points communs. Employé des douanes, il se rend en France métropolitaine pour, peu de temps après, s'engager dans les Tirailleurs sénégalais. Il sert pendant la Guerre du Rif et la termine comme sous-officier. Comptable à l'hôpital Laennec, il suit des cours du soir. Il fonde à Paris, en juillet 1926, l'Amicale des originaires de l'Afrique-Équatoriale française, destinée à « secourir les Noirs libérés du service militaire en France », société d'entraide très classique qui met en avant des objectifs éducatifs et surtout se défend de toute prise de position politique. Matswa, qui assiste à plusieurs manifestations organisées par le Parti communiste français, participe au développement de syndicats africains et en vient peu à peu à dénoncer les abus de la situation coloniale. De retour en Afrique, il est à de multiples reprises emprisonné par l'administration coloniale. Arrêté en 1929, il est condamné à la déportation au Tchad, à la prison à Mayama, où il meurt en 1942. Les circonstances de la mort et de la mise en sépulture d'André Matswa n'ont jamais été élucidées, ce qui a pu contribuer à mettre en cause l'administration coloniale, et, plus fondamentalement, à répandre la croyance qu'il était toujours en vie: Kambo tata matsoua ba mu hondélé, / kua lu widi é ko kua kena é (On vous a dit que Matswa a été tué, / Vous avez entendu, il est toujours vivant). La personnalité de Matswa, qui n'a eu d'action que civile, est transformée en martyr, son nom étant alors associé au culte organisé autour de Simon Kimbangu. L'Amicale, dont les membres considèrent bientôt Matswa comme leur messie, se transforme rapidement en un mouvement politique et religieux, le matswanisme, qui prend une part importante dans la lutte anti-coloniale. Après l'indépendance, des hommes politiques congolais de diverses tendances ont tenté de tirer profit de la popularité de la figure de Matswa : ce sera le cas des présidents Fulbert Youlou, Alphonse Massamba-Débat, et Denis Sassou-Nguesso, aussi bien que de l'insurgé Bernard Kolélas. Il serait l'auteur de l'adage : "S'il t'était demandé de choisir entre ta Mère et ta Patrie, sauve d'abord ta Patrie. Car si ta mère mourait, tu aurais besoin de terre pour l'ensevelir. Tandis que si tu sauves la Patrie, elle sera ta terre et celle de tes descendants".

²³ Blaise DIAGNE fut le premier député noir du Sénégal à l'Assemblée nationale française; il fut commissaire chargé du recrutement des tirailleurs en 1914.

²⁴ « *L'histoire de l'Union Congolaise est longue, merveilleuse, empreinte de la volonté de nos ancêtres de tirer de la guerre toutes les leçons qui s'imposaient. Ces leçons dont les historiens font fi dans un silence assourdissant, auquel heureusement nous sommes en train de porter des coups, méritent d'être rappelées ce jour.* » AntoineThsitungu ; *ibidem*

²⁵ Il est suivi sur ce point par Ndaywel è Nziem, « *Histoire...* » p.440. Comme nous l'avons déjà dit, c'est très vraisemblable, mais il n'est pas nécessaire non plus de postuler une rencontre personnelle pour que Du Bois influençât le jeune congolais, étant donné qu'il est alors une des figures de proue du mouvement noir et que Panda,

Du Bois, à l'occasion, quelques mois plus tôt, du premier Congrès panafricain à Paris (février 1919).

Cependant, cette présidence de l'*Union congolaise* fut loin d'être une sinécure car, en raison de son ascendant intellectuel, l'agronome et vétéran de guerre était à la fois la tête pensante et la plume de l'Union Congolaise, l'illettrisme étant le lot commun de ses membres. L'Union congolaise devint *volens, nolens* le porte-voix, la bouche, le tam-tam de tous les Congolais vivant pour la plupart d'entre eux dans la précarité, la marginalisation voire la clochardisation. (En effet, si nous avons souligné à juste titre que Paul Panda était une exception, il ne l'est que parce qu'il est *intellectuel, formé dans les écoles européennes et cadre colonial*. La situation des autres Congolais en Belgique était de loin moins brillante !)

Cette population constituée d'anciens soldats, de boys emmenés par leurs maîtres et souvent abandonnés à leur sort, se trouve en mal d'intégration. Par ailleurs, la situation matérielle des vétérans congolais de la Grande Guerre était loin d'être satisfaisante. Comme si cela ne suffisait pas, ils étaient victimes de l'exclusion, handicapés par leur manque de formation et leur peau noire n'arrangeait rien. Ils se heurtaient à l'hostilité des Belges peu enclins à les accueillir et à leur faire une place, cela en dépit du fait que le Congo était l'unique colonie de la Belgique, constituant à lui seul son « empire africain ».

La création de l'*Union Congolaise* en décembre 1919 n'est pas le fruit du hasard. C'est un jalon de la prise de conscience des enjeux mondiaux par les Congolais colonisés. Malgré leur dévouement à la mère patrie, ils n'ont pas été reconnus à leur juste valeur. Ndaywel à Nziem commente ainsi la création de l'Union : « *Apparemment, Panda avait à présent atteint le degré de conscience auquel le colonisé n'accède, à en croire Franz Fanon, qu'après avoir franchi deux étapes préliminaires. Dans un premier temps, en effet, l'intellectuel colonisé aspire à assimiler la culture du dehors et il en est fier. Par la suite, il se met à « se souvenir » de son passé et il est gêné de son état. Puis, il atteint l'étape dite « de combat » où il se pose en « réveilleur » de conscience et accepte d'assumer sa différence (Fanon F. 1968. 2 éd. : 153 et S.)* »²⁶

Le cas des volontaires congolais, qui se jetèrent dans la mêlée par idéalisme, par loyauté à la Belgique, avec le sentiment de servir une cause juste²⁷ mérite reconnaissance et admiration. Il faut en effet souligner qu'il s'agit de volontaires, qui allèrent au combat de leur plein gré et non, comme dans le cas des tirailleurs sénégalais ou des soldats de la Force Publique du Congo belge (qui, eux, ne se battirent qu'en Afrique) d'hommes enrôlés arbitrairement. Ces hommes jeunes, ostracisés en raison de leur couleur noire et de leur culture jugée barbare, auraient dû recevoir un tribut d'hommages à l'aune de leurs sacrifices. Ils ont démontré leur sens de l'équité, considérant les soldats d'Afrique comme leurs égaux, revendiquant des droits similaires, la reconnaissance et le respect pour tous, la fin du racisme colonial avec sa panoplie de catégorisations discriminatoires, sa *colour bar*, son apartheid et son mépris foncier pour les Noirs.

L'ingénieur agronome se mua en porte-parole passionné et désintéressé, idéaliste et acharné des vétérans congolais de la Grande Guerre. Il réclame en leur nom une pension

connaissant l'anglais, pouvait lire ses publications.

²⁶ Ndaywel : *Histoire...* p. 441

²⁷ Un nombre d'étrangers considérable (si l'on prend en compte la taille de la Belgique) s'engagèrent volontairement sous son drapeau. Il ne faut pas oublier que jusqu'en 1914 la Belgique vivait sous un statut de « neutralité perpétuelle et garantie », ses garants étant la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne. L'Allemagne attaquait donc un petit pays qu'elle aurait dû protéger, au mépris de la parole donnée. Cela valut à la Belgique quelques dévouements chevaleresques.

confortable que le gouvernement belge leur refusait; il plaide pour l'érection d'un monument au soldat inconnu congolais comme symbole de la reconnaissance de la Belgique à l'égard des combattants congolais de Tabora, du Cameroun ainsi que de l'Yser. Son association insistait pour marquer la dette de la Belgique à l'égard des soldats congolais qui s'étaient battus sous son drapeau en Afrique et en métropole. Ainsi, chaque année, rapporte un témoin, le 1 juillet, à la cérémonie commémorative de la prise de Tabora par la Force publique (16 septembre 1916)²⁸, Paul Panda s'avancé fièrement sur la Grand Place de Bruxelles, à la tête des membres de l'Union. Et le témoin d'ajouter: « *Il ne perdait aucune occasion de fulminer contre l'occupation européenne au Congo* »²⁹. C'est sur ses instances qu'un « monument du souvenir congolais » fut inauguré à Léopoldville le 11 juillet 1927 en hommage aux soldats congolais morts pendant la guerre³⁰.

Il se soucie avec la même ferveur de la formation scolaire et professionnelle insignifiante des membres de l'Union Congolaise. Il obtient du Ministère des Colonies des subsides pour l'organisation de cours spécifiques pour les Congolais. Une école sera créée et des antennes implantées dans plusieurs villes, à Marchienne et à Bruxelles, afin de s'attaquer au boulet de l'illettrisme et d'ouvrir à ces Congolais les portes du monde du travail après les avoir nanti d'une formation professionnelle appropriée.

Bien plus, il critique la politique belge en matière éducative, mettant le doigt sur l'insuffisance tant quantitative que qualitative des écoles congolaises³¹. D'une manière plus générale, le sort du Congo belge lui inspire des évaluations en demi-teintes. En sus, il dénonça avec courage les brimades, les spoliations, les iniquités dont les Congolais faisaient les frais. Il fustigea la ségrégation coloniale et s'enflamma pour d'innombrables causes. Tant et si bien qu'au fil du temps, il se fit le porte-parole de l'Afrique souffrante. Il s'adressa à la SDN pour dénoncer le travail forcé imposé aux femmes africaines dans l'enclave de Cabinda³² par les autorités portugaises. Il jugeait dégradant et inhumain l'usage de la chicote³³. Il s'en prit à toutes les formes de violence et au racisme tant en Belgique qu'à la colonie. Avec la même obstination, il plaida pour le retour des Noirs de la diaspora, notamment de Cuba sur le sol de leurs aïeux, en l'occurrence le Congo. Il posa ainsi les premiers jalons du nationalisme congolais, bien avant que la II^e guerre mondiale ouvre une brèche dans le système colonial.

"L'Afrique des Africains" d'Otlet³⁴ : l'impulsion décisive

Paul Panda fit partie d'un groupe d'enfants congolais dont la Belgique entendait se

²⁸ Le 1^{er} juillet, anniversaire de l'accession de Léopold II au titre de « Souverain de l'EIC » servait de « Fête Nationale » au Congo belge, d'où cette bizarrerie d'une victoire du 16 septembre fêtée le 1^{er} juillet.

²⁹ Dellicour, M.F. « *Une vieille question* », *Bulletin IRCB* I, 22, 1921, 99.8-26 : la citation est tirée de la page 8, voir aussi *Idem* : « *Les Propos d'un colonial belge* » (Etudes et portraits), Bruxelles, 1956, pp.12, 183.

³⁰ Ndaywel, op. cit. p. 441.

³¹ Sujet dangereux et éminemment polémique. Car il n'y a au Congo QUE des écoles missionnaires. Critiquer l'enseignement de la colonie, c'est donc attaquer – même si l'on a la prudence de parler arithmétique et gymnastique – les Missions, l'Eglise et, tant qu'à faire, Dieu lui-même.

³² L'enclave de Cabinda se trouve à deux pas du Mayombe et de Moanda, région d'origine de Panda. C'est d'ailleurs le Mayombe qui sépare cette enclave du reste de l'Angola.

³³ Sujet qui était d'autant plus d'actualité que, dans ces années-là, il y eut des pressions, de la part des employeurs coloniaux, pour ACCROITRE le champ d'application des peines corporelles, ce à quoi s'opposa notamment Joseph-Marie Jadot, procureur à Coquilhatville. Cfr son étude « *Sous les signes de la courbache* », dans « *Blancs et Noirs au Congo* ».

³⁴ OTLET Paul (1864-1944) Après des études à l'ancien collège Saint-Michel (devenu Saint Jean-Berckmans en 1905) et à l'Université Catholique de Louvain, il fréquenta l'Université Libre de Bruxelles. Il compléta sa formation par une spécialisation à Paris. Proclamé Docteur en Droit en 1890, il fait son stage auprès d'Edmond PICARD (1836-1924), juriste renommé, sénateur socialiste, auteur d'un journal de voyage au Congo en 1896 (*En Congolie*, Bruxelles, Larcier). Passionné de bibliographie, il consacre son temps et son énergie au *Mundaneum* ainsi qu'aux nombreuses œuvres articulées sur ce projet utopique d'érection d'une cité mondiale, à Bruxelles. Pacifiste dans

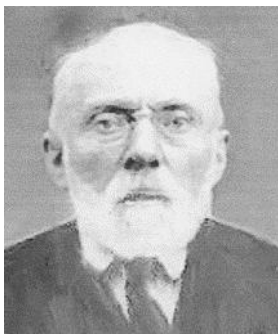
servir, après les avoir nantis d'une formation idoine, pour enraciner la civilisation européenne en terre congolaise.

Cette implication d'une élite autochtone formée dans la métropole dans le processus d'émergence d'une Afrique "régénérée" dont l'Europe se voulait le mentor éclairé conformément aux conceptions de l'époque, met à mal toute une série de clichés à propos de la politique coloniale en matière éducative. Ce choix, il est vrai paternaliste, mérite l'attention ne serait-ce que par son caractère audacieux au vu des préjugés qui entachaient l'image du Noir. L'on ne peut que s'interroger à juste titre sur les tenants et les aboutissants de cette démarche mise en œuvre dans le dernier quart du XIX^e s., en amont du processus de colonisation du Congo³⁵, et qui, par ailleurs, s'inscrit à rebours de celle qui fut pratiquée par les autorités coloniales aux stades ultérieurs, marquées par l'emprise d'un enseignement de type pyramidal, conception, qui devait conduire à la passation chaotique des rênes du pouvoir à l'heure de l'émancipation politique du Congo belge³⁶.

Cette période de l'histoire du Congo belge aura certainement contribué à occulter le projet éducatif, malheureusement abandonné, qui fut mis en œuvre à l'époque de l'E.I.C.

L'on se plaît à rêver des bénéfices que le Congo eût pu tirer d'une élite issue d'écoles et d'universités implantées en Belgique ainsi que des progrès qu'eut accompli ce pays si l'on avait gardé le cap de la formation en Métropole de jeunes Congolais. Leur implication dans les rouages administratifs et leur présence dans les instances de la colonie auraient-elles permis la mise en place d'une tutelle beaucoup moins marquée par l'arrogance raciste ?

Si la réponse à cette question n'est pas évidente, néanmoins elle mérite d'être posée. Hélas, l'expérience fut de courte durée !



À cet égard, l'opuscule que publie l'avocat Paul Otlet (photo) sous le titre *L'Afrique aux Noirs* (1888)³⁷ – tout un programme – s'avère significatif tant par son intitulé que par son contenu.

Paul Panda donne un précieux éclairage sur les motivations de P. Otlet : "*Dans un opuscule en 1888 (chez Ferdinand Larcier), intitulé "L'Afrique aux Noirs", le savant belge, M. Paul Otlet, actuellement secrétaire général des Associations Internationales, signalait à l'intention du Roi Léopold II, et de tous les Belges l'enthousiasme provoqué par un certain Moïse noir répondant au nom de "Gilles Moss" qui prêchait le retour en Afrique*"³⁸.

l'âme, il s'attelle à un projet de Société des Nations qui garantirait la concorde par l'arbitrage des conflits. Dès 1914, il publie son *Traité de paix générale*, Charte mondiale déclarant les droits de l'humanité et organisant la Confédération des États. De surcroît, il est l'un de ceux qui œuvrent à la concrétisation de la SDN, l'ancêtre de l'O.N.U. Durant l'entre-deux-guerres, il poursuit sans relâche et malgré de nombreuses difficultés son projet de construction d'une Cité mondiale. Son *Traité de documentation*, publié en 1934, constitue un véritable testament philosophique. Il mourut le 10 décembre 1944.

³⁵ En 1901, il faut peut-être le rappeler, Léopold II lance le projet de faire de Tervueren « son petit Versailles » avec un musée africain, un pavillon chinois et japonais, une école mondiale, un centre de congrès, des jardins à la française et encore plus : tout ceci dans le parc de Tervuren relié au centre de Bruxelles par la majestueuse double avenue de Tervueren.

³⁶ Sans doute le manque de cadres universitaires en nombre suffisant fut-il un des facteurs – et pas nécessairement le plus déterminant – de l'échec du processus d'indépendance. Car, de manière plus qu'abrupte, les instances décisionnelles comme les rouages complexes de l'administration et de l'économie furent placés entre les mains immatures de Congolais peu préparés à la tâche qui les attendait. Et pour cause.

³⁷ Bruxelles, Ferdinand Larcier, éditeur, 1888, 17 pages.

³⁸ Lettre ouverte à Monsieur le Directeur BRENEZ, propriétaire du journal "*L'avenir colonial belge*", 11 septembre 1921, pp. 1 et 3. Qui est ce « Moss » ? Pourrait-il s'agir de Garvey, dont l'un des prénoms est « Mosiah » ?

En effet, le modèle que postule P. Otlet requiert trois pôles interdépendants assortis cependant de rôles bien différenciés.

"Aux gens du Nord", le juriste belge concède "un droit de haute tutelle", "une direction générale" du "développement matériel et moral des Noirs". Il pose par ailleurs comme fondamentale la nécessité d'établir "d'utiles relations commerciales".

Qu'en est-il, dès lors, des Noirs ? Il estime qu'il revient aux Noirs américains ainsi qu'aux autochtones d'organiser conjointement "tout ce qui touche à leur vie politique et sociale". Une telle autonomie, nécessaire, sinon vitale "à l'œuvre de régénération" devrait cependant trouver son contrepoids dans l'autorité des Européens. Et de conclure : "Notre principe donc en la matière doit être : 'L'Afrique aux Noirs'"³⁹. Mais s'agit-il d'altruisme?

L'avocat belge assigne aux Noirs américains un rôle précis au sein de la colonie. Il voit en eux les protagonistes d'une colonisation soucieuse d'efficacité tout au long des processus évolutifs nécessairement complexes. Car la transmission de valeurs de la civilisation occidentale à des peuples tiers est un processus délicat qui s'inscrit forcément dans la longue durée. (C'est au fond, *mutatis mutandis*, la position de Blyden à propos de la colonisation du Libéria par des Noirs américains). Dans la foulée, Otlet tire un bilan foncièrement négatif de la colonisation européenne mise en œuvre sur le continent noir. Il croit devoir en attribuer l'échec au fait que les conquérants européens se montrent globalement peu favorables aux métissages pourtant indispensables à ses yeux pour cimenter les acquis à long terme.

Cet "idéal de fusion", entre colonisateurs européens d'une part et peuples africains d'autre part, requiert la médiation d'un élément "de civilisation moyenne" à savoir les Noirs d'Amérique, d'ores et déjà acquis aux valeurs de l'Occident et dès lors seuls capables de les transmettre à leurs congénères africains de manière efficace et durable.

L'intitulé dont se coiffe le mince volume de P. Otlet ne doit rien au hasard ; il fait résonner toute la charge mythique du slogan entamé outre-atlantique par les Nègres d'Amérique fraîchement affranchis du joug de l'esclavage : "L'Afrique aux Noirs !". C'est avec pertinence que P. Otlet affirme que les anciens esclaves "libres par le fait d'autrui, d'eux-mêmes (...) aspirent maintenant à se fixer dans un territoire qui soit à eux et ils redemandent leur ancienne patrie. À nous de favoriser ces légitimes aspirations. Que le vaste État Indépendant du Congo ouvre ses portes à ces citoyens américains qui sont ses enfants (...) "¹¹.

Paru en 1888, le livre d'Otlet donne la mesure des illusions d'un certain nombre de beaux esprits philanthropes au moment où fut fondé l'EIC de Léopold II. Il y eut même des Noirs parmi eux, puisque nous savons que le voyage au Congo de Washington Williams fut inspiré par cette même idée de « rapatriement » des Noirs américains au Congo. Ces braves gens perdirent progressivement leurs illusions entre 1890 et 1892 quand le Roi mit en place sa « Nouvelle Politique Economique », basée sur le « caoutchouc rouge » et le travail forcé. Paul Panda Farnana aura ainsi côtoyé deux des utopies de la colonisation belge à ses débuts : la colonisation « philanthropique et humanitaire » annoncée par Léopold II, et le projet d'éducation d'élites congolaises en Belgique, qui fut oublié au profit du monopole de l'enseignement accordé aux Missions et du maintien des Congolais dans la colonie.

Mais, tel qu'il est, ce propos donne à lire et à voir les grands axes du mythe de retour vers la terre-mère qui se cristallisera dans le slogan "Come back to Africa" dont Marcus Garvey, entre autres, se fera le héraut.

Le Congo incarne, pour Otlet, un exutoire pour l'Amérique caractérisée par un racisme endémique en dépit de l'abolition de l'esclavage des Noirs que leurs frères africains ont le devoir

³⁹ P. OTLET, op. cit., pp. 12-13.

d'accueillir à bras ouverts dans un élan altruiste.

C'est une colonisation à trois – Europe, Amérique, Afrique – qui est préconisée. Quant aux résultats escomptés, ils prennent volontiers les contours d'un tableau idyllique: *"une fois transplantés dans un climat qui leur convient, sur un sol qui est le leur, avec pour les aider, des populations⁴⁰ issues du même sang, ces nègres auront vite fait de couvrir de plantations les riches vallées du Congo et du Kasai, de relier par des voies ferrées les principales sources de production, de créer des ports nouveaux. (...) Et se basant sur le rapide essor qu'ont pris les États-Unis depuis cent ans, il n'y a guère d'exagération à affirmer qu'avant un siècle Boma, Léopoldville et Banana puissent devenir les New-York, Chicago et Washington du continent africain."*⁴¹

Le projet ainsi formulé réserve une place de choix aux jeunes Congolais éduqués en Europe à même de jouer un rôle comparable à celui des Noirs d'Amérique. Otlet prend appui sur l'avis autorisé d'un voyageur expérimenté. Ce dernier préconise en effet l'envoi en Europe d'un *" certain nombre de jeunes congolais "*, susceptibles d'y recevoir *"une éducation complète et spéciale"*, laquelle aurait pour but de leur inculquer le *"goût du travail"* ainsi que *« le vif sentiment de sa nécessité "*

*"Du doigt, souligne Otlet, pour ainsi dire, ils devraient toucher les bienfaits de notre civilisation, de façon à en conserver des traces indélébiles. On les renverrait ensuite là-bas, et à leur tour ils deviendraient les initiateurs de leurs compatriotes."*⁴²

Ce projet éducatif impliquant l'immersion de jeunes congolais dans le terreau de valeurs occidentales était sous-tendu par leur retour escompté au Congo pour y servir leur peuple de manière plus efficace que ne le feraient des Européens. L'idée ainsi formulée n'échappe pas tout à fait aux schémas paternalistes. Elle a cependant le mérite de postuler un moyen terme entre l'Europe et l'Afrique aux fins de limiter autant que faire se peut leur choc frontal.

Cette esquisse des thèses défendues par Paul Otlet constitue sans nul doute une clé nécessaire pour comprendre la trajectoire de Paul Panda ainsi que de ses engagements en tant qu'intellectuel œuvrant pour la défense de ses compatriotes tant de Belgique que du Congo. Bien plus, il se positionne comme le porte-voix du continent noir et de sa diaspora des Amériques et notamment des Cubains noirs. Il plaide pour leur retour au Congo belge, dans une vision dont il doit les postulats historiques et idéologiques à son ami et maître, Paul Otlet.

Cependant les influences qui traversent la vie ainsi que les écrits de Paul Panda trouvent leur figure de proue en la personne de W.E.B. Du Bois

⁴⁰ Le baron van Eetvelde, bras droit de Léopold II, estimait lui aussi que le caoutchouc n'aurait qu'un temps et qu'il fallait prévoir la reconversion de l'EIC vers une « économie de plantations ». (Cfr. De Boeck G., *Les Héritiers de Léopold II*, Tome I, « Le Temps du Roi », Bruxelles, Dialogue des Peuples, 2009. La découverte des énormes gisements miniers du Katanga orienta au contraire la colonie vers un développement industriel.

⁴¹ P. OTLET, op. cit., pp. 14-15.

⁴² P. OTLET, op. cit., p. 16.

L'empreinte Panafricaine



La dédicace de cette photo dit : *En Communauté de pensée et en souvenir affectueux du Congrès Pan-Africain de Bruxelles, 27 Août, 1 et 2 Sept. 1921.*

Pour Panda Farnana, les Congrès panafricains ont dû être une occasion de s'exprimer mais aussi d'apprendre, au contact avec des Noirs d'autres régions du monde. Le panafricanisme a été la sève nourricière du nationalisme africain, lequel lui doit la plupart de ses mythes de références, l'essentiel de ses contenus idéologiques ainsi que son répertoire de slogans et formules chocs – e.a. "*L'Afrique des Africains*". Bien qu'il n'y ait aucune indication précise qui le confirme, on pense qu'il prit part au Congrès de Paris en 1919 et en revanche, on est sûr qu'il fut absent au troisième Congrès à Londres (1923) et au quatrième qui se tint à New York (1927). A l'époque, il n'occupait plus la présidence de l'Union congolaise.

Au deuxième Congrès, on suppose qu'il fut présent dès la première session au Central Hall à Londres, puisqu'il affirma plus tard avoir visité l'« Albert Hall Museum ». Cela ne pouvait être qu'à cette occasion⁴³. Quant à sa participation à la session de Bruxelles, elle n'offre aucun doute puisqu'il fit partie du bureau⁴⁴.

⁴³ Bontinck F., 1980, page 604

⁴⁴ Au bureau du Congrès où siégea PPF, Baise Diagne assurait la présidence, et siégeaient également Du Bois, le belge P. Otlet et Miss Jessie Fauset. Il est question d'Otlet dans ce chapitre. Jessie Fauset (1882-1961) est une



Deuxième Congrès Panafricain, au Palais Mondial, à Bruxelles en septembre 1921

Congrès des “Trois Capitales”, 1921

Financé comme le premier par les Noirs américains, le deuxième «Congrès panafricain» eut la singularité de se tenir successivement dans trois capitales impériales différentes, Londres, Bruxelles et Paris, où les Noirs des diasporas américaines retrouvèrent un nombre d’Africains plus grand qu’en 1919. Or, W. E. B. Du Bois (photo), qui en fut la figure dominante, déclara, dans son *History of the Pan-African Congress* (1963), que « *le mouvement panafricain perdait du terrain depuis 1921* ». C’est que ce congrès, travaillé par de profondes divergences, fut marqué par une série de ruptures qui empêchèrent le mouvement de se doter, comme beaucoup le souhaitaient, de structures organisationnelles permanentes.



A la session de Londres (27-29 août) participèrent presque uniquement des « anglophones », dont des délégués de la Gold Coast, du Nigeria et de la Sierra Leone, ainsi que l’Indien Saklatvala Shapurji, futur député du Parti Travailleuse à la Chambre des Communes du Royaume Uni. Les approches et le ton de la session se distinguèrent tant par leur radicalisme dans l’analyse de la situation des Noirs dans le monde (la ségrégation et le racisme, l’impérialisme et les expropriations foncières en Afrique) que dans les propositions

Afro-américaine, écrivaine, enseignante et poétesse qui, dans le mouvement de la « Renaissance de Harlem » fit figure de guide et conseillère des jeunes écrivains. On la surnommait leur « *old sister* ». Elle est éditorialiste et réalisatrice de la revue « *The Crisis* » de la N.A.A.C.P.

pour s'en sortir, certains allant jusqu'à suggérer l'action directe. Ce radicalisme se lit clairement dans Le Manifeste de Londres adopté par les congressistes au terme de leurs travaux, qui, selon certains observateurs de l'époque, exerça une influence directe sur les organisations politiques d'Afrique, telles que le *National Congress of British West Africa*, le *South African Native National Congress* et l'*Union Congolaise* (Congo belge).

Le Manifeste de Londres

Les Etats-Unis d'Amérique, après avoir brutalement réduit en esclavage des millions de noirs, les ont soudainement libérés, et ont entrepris leur éducation, mais ils ont agi sans planifier ni réfléchir, jetant ces hommes désormais libres dans le monde, sans le sou, sans terre, les éduquant sans soin et sans méthode, les exposant ainsi au lynchage, à l'illégalité, à la discrimination, aux insultes et aux calomnies, de telle sorte que ces hommes l'ont rarement supporté et y ont rarement survécu. Pour sauver leur propre gouvernement, ils ont affranchi le Nègre, puis, une fois le danger passé, ont privé de façon anarchique des centaines de milliers de noirs éduqués et civilisés du droit de vote et les ont soumis à un système de caste, dans le même temps, en 1776, 1812, 1861, 1897, et 1917 ils ont demandé et permis à des milliers d'hommes noirs de sacrifier leurs vies au nom d'un pays qui les méprisait.

La France est la seule parmi les grandes puissances coloniales qui ait cherché à mettre ses citoyens noirs cultivés sur un plan d'égalité juridique et sociale absolue avec les blancs, et où ils sont représentés au sein des institutions législatives les plus importantes. Dans ses colonies elle possède un système d'éducation publique bien répandu mais encore imparfait.

Ce merveilleux début doit être complété en élargissant les bases politiques des gouvernements indigènes, en restituant aux habitants autochtones la propriété du sol, en protégeant le travail indigène contre les agressions du capital établi, et en ne contraignant personne, ni blanc, ni noir, à être soldat, à moins que le pays ne lui offre une voix dans son propre gouvernement.

L'indépendance de l'Abyssinie, du Liberia, de Haïti et de Saint-Domingue est absolument nécessaire à toute croyance prolongée du peuple noir en la sincérité et l'honnêteté du blanc.

Ces nations ont conquis le droit d'être libre, elles méritent la reconnaissance du monde entier. En dépit de toutes leurs erreurs et leurs fautes et du fait qu'elles sont, sur bien des plans, en retard par rapport aux civilisations aujourd'hui les plus avancées, elles soutiennent néanmoins la comparaison avec l'histoire passée et même récente de la plupart des nations européennes, et que le Traité de Londres ait pratiquement invité l'Italie à agresser l'Abyssinie, et que l'Amérique libre se soit injustement et cruellement emparé de Haïti, assassinant ses citoyens et réduisant pour un temps ses travailleurs en esclavage, renversant ses institutions démocratiques par la force et qu'elle n'ait pas jusqu'à présent daigné lui apporter en retour la moindre petite aide, la moindre assistance ou sympathie, tout ceci fait honte à la civilisation.

Quelles sont, alors, ces revendications qui voient les démons de la différenciation des races et de la discrimination raciale, et qui croient au droit divin des Peuples Primitifs et Opprimés d'apprendre, d'espérer et d'être libres ?

Les Races Opprimées par la voix de leurs têtes pensantes revendiquent :

1. La reconnaissance des hommes civilisés comme étant civilisés indépendamment de leur couleur et de leur race,
2. Un gouvernement local autonome pour les communautés primitives dont l'expérience et le savoir croissant mèneront spontanément à leur autonomie dans les limites d'un gouvernement mondial autonome.
3. L'éducation dans le respect de soi, de la vérité scientifique et de la technique industrielle, indissociés de l'art de la beauté.
4. La liberté de respecter leur propre religion et coutumes, ayant le droit d'être nonconformistes et différents.
5. La coopération avec le reste du monde dans le gouvernement, l'industrie et les arts, basée sur

la Justice, la Liberté et la Paix.

6. La restitution de l'ancienne propriété commune de la Terre et de ses richesses et défenses naturelles contre l'avidité sans limites des investissements capitalistes.

Le monde doit envisager deux possibilités ; ou bien, l'assimilation totale de l'Afrique à deux ou trois des grands états du monde, avec des privilèges et pouvoirs politiques, civils et sociaux absolument égaux pour ses citoyens blancs et noirs, ou bien, l'émergence d'un grand état noir africain, fondé sur la Paix et la Bonne Volonté, basé sur l'éducation du peuple, les arts et les industries naturels et sur la liberté de commerce, autonome et souverain dans la conduite de sa politique intérieure, tout en étant intégré, dès sa fondation, à une large communauté des peuples au sein de laquelle il aura sa place, au même titre que les autres, en tant que co-dirigeant du monde.

Par ces quelques paroles et pensées, nous cherchons à exprimer notre volonté, notre idéal, et la fin de notre effort incessant. Nous appelons à l'aide tous les hommes de la terre aimant la Justice et la Miséricorde. Du fin fonds de notre âme, nous lançons notre cri, aux maîtres sourds-muets du monde- du fin fonds de notre âme nous lançons un cri à nos propres âmes endormies. La réponse est écrite dans les étoiles.

L'égalité physique, politique et sociale absolue entre les races est la première pierre de la Paix Mondiale et du progrès humain. Personne ne nie l'existence de grandes différences de dons, de capacités et de talents entre les individus de toutes races, mais les voix de la Science, de la Religion et des Politiques nient unanimement la création divine de races supérieures ou de races naturellement, inévitablement et éternellement inférieures.

Qu'au long des âges, un groupe puisse, dans sa technique industrielle, son organisation sociale ou ses conceptions spirituelles, avoir quelques centaines d'années de retard sur un autre, qu'il progresse irrégulièrement, ou qu'il diffère nettement quant à sa pensée, ses actes et ses idéaux, est bien plus une preuve de la richesse et de la variété fondamentales de la nature humaine, que celle de la coexistence de demi-dieux et de singes chez l'homme. La doctrine de l'égalité raciale ne remet pas en cause la liberté individuelle- elle en serait plutôt l'aboutissement.

Et parmi les différents critères qui ont servi à juger et classer la foule des hommes dans le passé, celui de la couleur de peau et de la texture des cheveux est sans doute le plus bête et le plus tiré par les cheveux.

Le monde a le devoir de soutenir par tous les moyens le progrès des Groupes Primitifs et Opprimés de l'humanité. L'éveil de tous les hommes, n'est une menace pour personne et c'est l'idéal humain le plus élevé- il ne s'agit pas de bienveillance envers autrui, mais de la seule voie vers le salut du monde.

Pour que ces peuples aient accès à l'intelligence, à l'instruction, à l'autonomie, leurs propres intelligentsias doivent être reconnues, comme les leaders naturels de leurs communautés.

Cette propagande insidieuse et déshonorante qui, à des fins égoïstes, ne fait que dénaturer et nier les faits de manière à présenter le progrès et le développement de certaines races comme impossible et indésirable devrait être confrontée à la propagation universelle de la vérité ; l'expérience de la libre citoyenneté des anciens esclaves noirs aux Etats-Unis n'est pas un échec ; les tentatives de gouvernement autonome à Haïti et au Libéria ne prouvent pas l'impossibilité de l'autonomie chez les hommes noirs ; l'expérience de l'Amérique Hispanique ne prouve pas qu'on ne peut éventuellement parvenir là, à la démocratie mulâtre ; se moquer des capacités des races de couleur n'aidera pas à la réalisation des aspirations de l'Egypte et de l'Inde.

Nous, qui nous indignons face aux tentatives de traiter les hommes civilisés en hommes non civilisés, qui portons dans nos cœurs la rancœur contre ceux qui lynchent injustement, qui retirent le droit de vote à l'intelligence, nient l'autonomie aux hommes cultivés, et insultent les faibles,- nous réclamons, - non simplement ou de façon primaire pour nous-mêmes – mais bien davantage pour les millions de nos semblables, chair de notre chair, sang de notre sang, qui ne possèdent même pas ce que nous avons ; le pouvoir de nous insurger contre le mal monstrueux, le pouvoir de voir et de connaître la source de notre oppression.

On ignore dans quelle mesure le progrès futur de l'humanité dépendra du contact social et du métissage physique entre les différentes races de sang humain. Mais la revendication de l'interpénétration des pays et du mélange des sangs à l'époque moderne est venue de la seule race blanche et a été avant tout imposée par la force et la supercherie aux peuples bruns et noirs ; et ceux qui sont nés de ce mélange de races ont dû, par-dessus le marché, endurer les diffamations, les persécutions et les insultes ; les pays envahis ayant été réduits à un semi esclavage.

S'il est prouvé que la ségrégation absolue du monde par communauté, par couleur ou affinité historique est ce qu'il y a de mieux pour le futur, que la race blanche laisse alors le monde noir et les races noires laisseront volontiers le monde blanc. Mais la proposition est absurde. Nous sommes dans un monde d'hommes, - d'hommes dont les ressemblances l'emportent de loin sur leurs différences ; qui ont besoin mutuellement les uns des autres dans leur travail, leur pensée, et leurs rêves, mais qui ne peuvent réussir à être les uns avec les autres que sur une base d'égalité, de justice et de respect mutuel. Ils sont les seuls et véritables pacificateurs qui travaillent sincèrement et pacifiquement en ce sens.

La Sagesse dans le contact interracial commence par l'établissement d'institutions politiques parmi les Peuples opprimés. La tradition démocratique doit faire le tour du monde. Malgré les tentatives visant à prouver que son exercice est le secret et le Don divin d'une Minorité d'élus, il n'est pas de tradition plus naturelle et plus largement répandue chez les peuples primitifs ou plus susceptible de se développer au sein de larges pans de la population.

L'autonomie locale avec un minimum d'aide et de surveillance peut être établie dès demain en Asie, en Afrique, en Amérique et dans les Îles. Un contrôle global et des conseils seront dans de nombreux cas nécessaires mais cela n'échouera que là où ces conseils rechercheront sciemment ou non la satisfaction de leurs propres intérêts égoïstes et non la liberté et le bien des peuples.

On peut certainement trouver dans le monde civilisé, au vingtième siècle, siècle du Prince de la paix, dans le millénaire de Bouddha et Mahomet, et à l'âge de maturité de la Raison Humaine, suffisamment d'altruisme, d'instruction et de bienveillance pour développer des institutions indigènes pour le bien des indigènes plutôt que de continuer à autoriser que la majorité du genre humain soit brutalisée et réduite en esclavage par les agents égoïstes et ignorants des institutions commerciales dont le seul but est le profit et le pouvoir au service d'une minorité.

Ceci nous amène au point crucial du problème; il est honteux pour le monde que les relations actuelles entre les principaux groupes de l'espèce humaine et leur respect et estime mutuels soient avant tout déterminés par le degré possible d'assujettissement des uns au service des autres, - en rendant les travailleurs esclaves, en rendant l'ignorance bligatoire, en extirpant impitoyablement religion et coutume et en détruisant les gouvernements de telle sorte qu'une minorité de privilégiés puisse jouir du dur labeur d'une majorité torturée. La Science, la Religion et la Philanthropie sont ainsi devenues les esclaves du commerce mondial et de l'industrie, et la valeur des corps, esprits et âmes de Fiji et du Congo sont presque uniquement évaluées à l'aune de leur cotation en bourse.

L'heure d'une telle organisation mondiale a sonné et quel que soit le prétexte qui ait pu la justifier en d'autres temps, le vingtième siècle doit enfin considérer les hommes comme des hommes et non comme une simple marchandise et main-d'œuvre.

Ce grand problème industriel qui, jusqu'ici, a été considéré comme un problème domestique des pays cultivés doit être vu plus largement si l'on veut un jour voir renaître un accord juste.

Travail et Capital en Angleterre ne pourront jamais régler leurs problèmes tant qu'un problème similaire et de bien plus grande ampleur, de pauvreté et d'injustice, marquera les relations entre les peuples blancs et noirs.

Il est honteux, contraire à la religion, à la science et à la démocratie que près de la moitié des peuples de la terre dépende principalement de sa capacité à extorquer de l'argent à l'autre moitié.

Si nous admettons que le grand problème de la modernité est de corriger le déséquilibre de la répartition des richesses, il convient de rappeler que le déséquilibre de base réside dans la répartition scandaleusement injuste du revenu mondial entre les peuples dominants et dominés, - dans le viol de la terre et des matières premières, le monopole de la technique et de la culture.

Et le travailleur blanc, est, dans ce crime, particeps criminis avec le capital blanc.

Consciemment et inconsciemment, sans le vouloir ou délibérément, le grand pouvoir du vote du travailleur blanc dans les démocraties modernes a été amadoué et séduit par des schémas impérialistes afin de rendre esclave, de corrompre la main-d'œuvre noire, brune et jaune, et, par un fatal retour de bâton, ils sont eux-mêmes aujourd'hui, limités, bâillonnés et rendus impuissants par le monopole consécutif sur les matières premières du monde, aux mains d'une minorité dominatrice, cruelle et irresponsable.

De plus, curieusement, les hommes éduqués et cultivés du monde, - les bien nés et bien élevés, et même ceux à la profonde piété et philanthropie, reçoivent leur éducation, leur confort et leur luxe, les soins de beauté délicate et de sensibilité, à la condition de ne s'enquérir ni des véritables sources de leur revenu, ni des méthodes de sa distribution, ni de questionner la législation qui repose sur un pitoyable fondement humain de corps blancs, jaunes, bruns et noirs, exténués⁴⁵.

Nous ne prétendons pas ni être nous-mêmes parfaits ni chercher à échapper au blâme qui, de droit, s'abat sur les Primitifs, pour avoir échoué à avancer, mais noblesse oblige, nous blâmons la civilisation et encore davantage les puissances coloniales pour la violation délibérée de nos justes revendications et de leur propre conscience.

L'Angleterre, qui avec toute sa Pax Britannica, ses cours de justice, a établi un commerce et une certaine reconnaissance apparente des lois et coutumes indigènes, a néanmoins systématiquement favorisé l'ignorance parmi ceux-là, les a réduits en esclavage, ce qui est encore vrai pour une partie d'entre eux, et a la plupart du temps refusé ne serait-ce que d'essayer d'initier les hommes bruns et noirs à une véritable autonomie, de reconnaître le peuple noir civilisé comme étant civilisé, ou d'accorder aux colonies noires les droits à l'autonomie qu'elle a librement reconnus aux hommes blancs.

Ce n'est que récemment que la nation belge a assumé ses responsabilités envers ses colonies et a entrepris de les soulager des pires abus d'un régime autocratique ; mais elle n'a encore mis en place aucun système d'éducation publique approprié, elle n'a pas garanti au peuple la possession de ses terres et de sa main-d'œuvre, et ne semble aucunement disposée à donner aux indigènes voix au chapitre dans leur propre gouvernement ou à assurer leur stabilité politique future. Sa politique coloniale est encore largement dominée par les banques et les grandes corporations bien décidées à exploiter le Congo plutôt qu'à le civiliser.

Le Portugal et l'Espagne n'ont jamais tracé une ligne de séparation entre les castes au détriment des personnes cultivées qui se trouvaient être d'origine noire. Le Portugal possède un code législatif humain pour les indigènes et a entrepris leur éducation dans certaines régions. Malheureusement cependant, les concessions industrielles de l'Afrique portugaise sont presque intégralement détenues par des étrangers que le Portugal ne pourra ou ne voudra pas contrôler et qui sont en train d'exploiter la Terre et les Travailleurs et de rétablir le commerce d'esclaves en Afrique.



La session de Bruxelles (30 août-2 septembre) fut désastreuse. La présence de Noirs des colonies françaises, d'Angola et du Congo belge élargit pourtant la représentativité de cette session. Il faut noter qu'il y eut aussi, parmi les participants, des représentants des administrations coloniales et des missionnaires qui contribuèrent à modérer les débats et les résolutions. Surtout, Blaise Diagne rejeta le Manifeste de Londres, accusé d'être « d'essence communiste » et s'opposa vivement à W. E. B. Du Bois, à qui il se mit à reprocher de ne pas représenter tous les Noirs des Etats-Unis.

Panda prit part également à la session de Paris, mais après la rupture de Bruxelles, la session de Paris (4-5 septembre) ne réussit pas à rapprocher les points de vue. A la session

⁴⁵ Nous faisons ici allusion à l'exploitation des travailleurs par les classes privilégiées, quelle que soit leur couleur. (note d'origine).

d'ouverture, Panda prit la parole pour dénoncer les accusations parues dans la presse allemande contre les troupes noires qui faisaient partie des contingents d'occupation de l'Allemagne. Lors de la séance du 11 septembre. Panda fit un exposé sur « *l'historique de la civilisation nègre sur les rives du Congo* » où il s'appuya sur l'existence, dans le passé, de relations égalitaires pour proposer l'admission de chefs noirs au sein des conseils de gouvernement au Congo belge, il exprima le souhait, sur un plan plus général, que des diplomates nègres soient présents au sein des commissions internationales, comme celles de Genève, afin de surveiller l'administration des mandats⁴⁶.

Il est vrai que les ténors, du côté « francophone » - Blaise Diagne et le député de la Guadeloupe Gratien Candace - se lancèrent dans une apologie sans réserve de la politique coloniale de la France, tandis que W. E. B. Du Bois, sans parler nommément d'indépendance, plaida pour l'accès des Africains au pouvoir politique, seul moyen de faire reconnaître le peuple africain comme l'égal des autres peuples: « *aucun Noir dans n'importe quelle partie du monde ne peut être en sécurité tant qu'un homme pourra être exploité en Afrique, privé de ses droits civiques aux Antilles ou lynché aux Etats-Unis parce que c'est un homme de couleur* ».

A ses yeux, la politique française d'« assimilation » ne visait qu'à incorporer dans la bourgeoisie française une infime proportion de Noirs des colonies pour renforcer l'exploitation des masses africaines et antillaises.



En fait, les ténors noirs français firent, avant la lettre, du « lobbying » en faveur de la colonisation française. Tous deux étaient parmi les privilégiés, encore très rares à cette époque, qui jouissaient de la nationalité française, Diagne comme originaire des « Quatre Communes » du Sénégal et Candace parce qu'il venait d'un département d'outremer.



Quoi qu'il en soit, on ne parvint à sauvegarder une unité de façade qu'en adoptant des « Résolutions de Paris » qui, tout en reprenant des éléments du texte de Londres, s'en tenaient à de telles généralités et évitaient si bien tout langage agressivement progressiste et toute mise en cause précise des puissances coloniales, qu'il s'agit moins d'amendements ou d'adaptation, que d'une mutilation ou d'une castration !

Evidemment, il nous est facile, près d'un siècle plus tard, de savoir que c'était Du Bois qui avait raison et que la collaboration entre la France et une infime minorité bourgeoise africaine allait même plus tard être baptisée « Françafrique ». Cela n'implique pas pour autant que Candace et Diagne aient été des « Oncle Tom ». Ils pouvaient parfaitement se tromper en toute bonne foi, parce que la France, dans la première moitié du XX^e siècle, a fait un virage à 180° en matière de politique coloniale.

Avant 1914, alors que l'on attend le jour de la Revanche sur la défaite de 1870, la France était ravie d'avoir tant de sujets coloniaux. Contemplant son Empire, elle s'envisageait comme « *la France de 100 millions d'habitants* », tous bons français, bons patriotes et vaillants soldats, que le Général Mangin appelait « *la Force Noire* » et qui allaient, en quelques semaines de guerre fraîche et joyeuse, reconquérir l'Alsace et la Lorraine et planter le drapeau de la

⁴⁶ JL Vellut, faisant allusion à l'exposé de Panda, souligne que le « *bon mukongo* » ne put s'empêcher de parler de son terroir. Cette interprétation est sans doute excessive à l'endroit de ce nationaliste qui vivait en dehors du cadre étroit de l'ethnicité congolaise.

République à Berlin. Même si la rapidité, la joie et la fraîcheur n'avaient pas été au rendez-vous, la France avait gagné la guerre et, en 1921 et durant les années suivantes, on a pu croire qu'elle allait payer « la dette du sang », au moins sous la forme d'une assez large reconnaissance de la citoyenneté française. Même le sévère texte de Londres reconnaît que « *La France est la seule parmi les grandes puissances coloniales qui ait cherché à mettre ses citoyens noirs cultivés sur un plan d'égalité juridique et sociale absolue avec les blancs, et où ils sont représentés au sein des institutions législatives les plus importantes* » et que « *Dans ses colonies elle possède un système d'éducation publique bien répandu...* »

Mais, une guerre et une bonne trentaine d'années plus tard, après 1945, le nombre des Noirs, si réjouissant en 1914, commençait à faire peur. « *Veut-on que la France devienne une colonie de ses anciennes colonies ?* » s'exclamait Édouard Herriot à l'Assemblée constituante en 1946, devant le projet d'extension de la citoyenneté française à tous les ressortissants de ce qui allait devenir l'Union française. Outrance de langage ? Nullement: la vision apocalyptique de l'ancien président du Conseil n'était pas autre chose que ce qui serait advenu si la doctrine de l'assimilation des peuples colonisés avait été appliquée jusqu'à son terme logique. Autant dire qu'elle manquait de réalisme.

Dans une certaine mesure, c'est quand même selon cette ligne que furent accomplis les premiers pas sinon de la décolonisation, du moins de l'accession des Africains à des responsabilités politiques. En effet, alors qu'ils ne jouissaient, dans leurs territoires respectifs, que de droits civiques restreints, des députés noirs légifèrent à Paris, à partir de 1945, avec les mêmes pouvoirs que leurs collègues métropolitains ou des départements d'outre-mer. S'ils intervenaient surtout dans les débats qui portaient sur les colonies, leurs votes furent souvent décisifs en politique intérieure, dans un Parlement où les majorités se faisaient et se défaisaient à quelques voix près: ils renversèrent l'éphémère gouvernement de Robert Schuman en 1948⁴⁷; ils empêchèrent Christian Pineau⁴⁸ d'être investi président du Conseil en 1955. Neuf d'entre eux furent membres du gouvernement (Lamine Guèye, Joseph Conombo, Fily Dabo Sissoko, Léopold Sédar Senghor, Félix Houphouët-Boigny, Hamadou Dicko, Modibo Keita, Hubert Maga et Hamani Diori) et trois se succédèrent à la vice-présidence de l'Assemblée nationale (Mamadou Konaté, Modibo Keita et Hamani Diori).

Une plaisanterie courante sur la France consiste à constater que les Français sont fiers d'être les compatriotes de Descartes, mais n'en adoptent pas moins, surtout du point de vue politique, très rarement des positions logiques. Cela ne s'applique pas à leur politique coloniale, qui fut parfaitement cartésienne... ce qui les amena à reculer devant les conséquences de leur propre logique.

Conséquents avec les « immortels principes » de 1789 et avec le mot « Egalité » figurant dans leur devise, ils admirent qu'on ne pouvait posséder un empire colonial⁴⁹ et se vanter d'une « France de 100 millions d'âmes » et ne pas donner aux ressortissants de l'Empire une certaine représentation politique ce qui, la France étant un pays très centralisé,

⁴⁷ En 1947, le 19 novembre, le gouvernement Paul Ramadier tombe. Le 24 novembre, c'est le début du gouvernement Robert Schuman. C'est un gouvernement de «Troisième Force» regroupant la SFIO, le MRP et les radicaux. En novembre et décembre, il y a des grèves insurrectionnelles dans toute la France. Le 25 janvier 1948, le gouvernement doit recourir à la dévaluation du franc français et au blocage des billets. En avril, a lieu une nouvelle vague de grèves. Et le 19 juillet, c'est la chute du gouvernement Robert Schuman

⁴⁸ Christian Pineau, député socialiste de la Sarthe de 1945 à 1958, après avoir été plusieurs fois ministre et afin de résoudre la crise gouvernementale succédant à la chute du gouvernement Mendès France, fut désigné Président du Conseil et forma en février 1955 un gouvernement qui ne fut pas investi par l'Assemblée nationale, ne recueillant que 268 voix contre 312.

⁴⁹ Grosso modo on peut considérer qu'après la Première Guerre Mondiale, sur l'ensemble des territoires du monde ayant le statut de colonies, la Grande-Bretagne en possédait la moitié, la France, le quart, le quart restant étant réparti entre les « petits » colonisateurs : Portugal, Espagne, Belgique, Pays-Bas.

voulait dire : un certain nombre de sièges au Palais Bourbon, à Paris. Mais cette position impeccablement logique avait une conséquence redoutable : même en freinant l'accès au droit de vote des ressortissants des colonies, en exigeant, par exemple, des Noirs un niveau d'études que l'on n'exigeait pas des Européens, à terme un jour viendrait inéluctablement où le « Parlement de l'Empire » compterait plus de Noirs que de Blancs.

Grâce à une loi votée à l'instigation du député socialiste sénégalais Lamine Gueye le 7 mai 1946, les Africains, devenus citoyens français à part entière, se virent attribuer les droits associés à cette citoyenneté. La distinction entre citoyens et sujets était donc théoriquement abolie. Le droit de vote fut d'abord réservé aux « nationaux » (Français « de souche »), et aux « *plus évolués des indigènes* », qui reçurent ainsi le droit d'élire des représentants au Parlement français : « *les choses se passent comme si la Métropole avait assimilé à sa propre substance un part de la substance coloniale composée de ses nationaux et de certains indigènes* »⁵⁰.

Cette extension progressive du corps électoral dans les territoires d'outre-mer français posait deux problèmes cruciaux. D'un côté « *la difficulté de bien classer les indigènes et la source d'irritation incessante que devient tout classement* ». Mais également « *quand la proportion des indigènes-citoyens augmente: si l'on n'augmente pas leur représentation, il y a disparité de traitement du corps électoral, ce qui blesse l'équité politique; si l'on augmente leur représentation à due concurrence, des citoyens de fraîche date peuvent devenir l'arbitre entre les partis dans la Métropole, déplacer la majorité et bientôt peut-être la constituer à eux seuls. A la limite, le code civil des Français est voté par une majorité de polygames et, pour noircir le tableau, le code pénal, par des fils d'anthropophages. Avant que cette limite soit atteinte, il faut trouver autre chose.* »⁵¹ Il est certain que s'exprime là un sentiment réel au niveau du vécu... Il reste que les députés au teint sombre auraient très bien pu répondre que certains de leurs collègues français de France étaient sûrement petit-fils de marchands d'esclaves...

Il y a là une curieuse inconséquence : on a préparé une « *France de 100 millions d'habitants* », certaines dispositions administratives ou législatives ont même été prises dans ce but, et l'on paraît tardivement s'apercevoir qu'avoir 100 millions de Français suppose que le physique breton ou auvergnat ne soit plus nettement dominant parmi tous ces Français !

Il faut être juste : tout cela était difficilement prévisible en 1921 et l'on ne saurait donc reprocher à Diagne et à Candace de ne pas l'avoir prévu ! Les louanges, même nuancées de critiques, adressées à la France pendant la partie londonienne du Congrès, montrent à tous les moins que, se trompant, ils étaient en bonne compagnie !

Résolutions de la session de Paris

[Nous demandons] au monde. L'égalité absolue des races, au plan physique, politique et social est la pierre angulaire du monde et du progrès humains. Personne ne nie les grandes différences liées au don, à la capacité et à la réussite, entre les individus de toutes les races, mais la Science, la Religion et la Politique pratique nient unanimement l'existence par la volonté de Dieu de super – races, ou de races naturellement, inévitablement et éternellement inférieures.

Que de tout temps, un groupe ait pu, par sa technique industrielle, ou sa vision spirituelle demeurer plusieurs centaines d'années derrière un autre, ou se hisser devant un autre, ou se hisser au-devant, ou être amené à différer nettement par la pensée, l'action et l'idéal, est la preuve de l'essentielle richesse et variété de la nature humaine, plutôt que la preuve de la coexistence de demi – dieux et de

⁵⁰ CULMANN 1950, p.16

⁵¹ CULMANN 1950, p. 17; cette inquiétude est mentionnée dans plusieurs ouvrages traitant de cette période, notamment Henri GRIMAL, *La décolonisation de 1919 à nos jours*, Bruxelles, Editions Complexe, 1996 p. 284, qui souligne que "bien peu étaient prêts à admettre à l'Assemblée nationale 300 députés noirs et arabo-berbères"...

singes a forme humaine. La doctrine de l'inégalité raciale n'interfère pas avec la liberté individuelle : au contraire elle l'accomplit. Et de tous les critères variés dont par lesquels des masses d'hommes ont par le passé subi les préjugés et été classifiées, celui de la couleur de la peau et de la texture des cheveux est certainement le plus aventureux et le plus idiot.

Le début de la sagesse dans les rapports inter – raciaux est l'établissement d'institutions politiques parmi les peuples nés. L'habitude de la démocratie doit être promue pour faire le tour de la terre. Malgré les tentatives pour prouver que sa pratique est le secret et le don divin d'une minorité, aucune habitude n'est moins naturelle ou aussi répandue parmi les peuples primitifs, ou moins aisément susceptible de se développer parmi les masses. Le gouvernement local autonome, avec un minimum d'aide et de surveillance peut être établi demain en Asie, en Afrique, en Amérique, et dans les îles de la mer. Dans bien des cas cela nécessitera un contrôle général et l'orientation, mais l'échec ne surviendra que lorsque cette orientation visera par ignorance ou consciemment ses propres fins égoïstes et non la liberté et le bien du peuple.

Certainement, au vingtième siècle du Prince de la Paix, dans le millénaire de Mohamed, et à l'ère où la raison humaine triomphe, l'on peut trouver dans le monde civilisé assez d'altruisme, d'aspiration et de bonne volonté pour développer des institutions indigènes dont le but n'est pas le profit et le pouvoir de la minorité.

Qu'exigent donc ceux qui voient ces démons de la ligne de couleur et de la discrimination raciale, et qui croient fermement que le droit divin des peuples nés et arriérés d'apprendre et aspirent à être libres ? La race nègre, à travers son intelligence pensante exige :

La reconnaissance du statut de civilisé par les hommes civilisés, malgré leur race et leur couleur.

Le gouvernement autonome local pour les groupes arriérés, se levant délibérément tandis que l'expérience et la connaissance croissent, pour réaliser le gouvernement autonome dans les limites d'un monde auto – gouverne.

L'Education pour se connaître soi – même, pour connaître la vérité scientifique, et la technique industrielle, non dissociés de l'art de la beauté.

La liberté de leur propre religion, et des coutumes sociales, et le droit d'être différents et non conformistes.

La coopération avec le reste du monde en matière de gouvernement d'industrie, et de l'art sur la base de la Justice, de la Liberté et de la Paix.

Le retour des Nègres sur leur terre et ses fruits naturels, et la défense contre la voracité sans retenue du capital investi.

L'établissement sous l'égide de la Société des Nations d'une institution internationale pour l'étude des problèmes des Nègres.

L'établissement d'une section internationale du Bureau du travail de la Société des Nations, chargée de la protection du travail indigène.

A travers de tels mots et pensées, nous voulons exprimer notre volonté et notre idéal, et la finalité de notre effort inlassable. Pour nous aider, nous en appelons à tous les hommes de la terre épris de justice et de pitié. Des abîmes nous crions aux maîtres de ce monde, sourds et muets. Des abîmes nous crions pour nos propres âmes endormies. La réponse est écrite dans les étoiles

La Dette du Sang

Paul Panda, qui fut l'ami et le disciple de W.E.B. Du Bois, se situe au confluent d'influences afro-américaines et de courants nationalistes africains, qui allaient se radicaliser au lendemain de la seconde guerre mondiale. Par contre, il ne semble pas avoir eu d'accointance avec les courants messianiques, kimbanguisme ou du kitawalisme, quoi qu'aient pu en penser certains historiens.

L'adhésion de l'intellectuel congolais aux thèses du panafricanisme se profile en toile de fond de ses écrits, et de ses discours, de même qu'elle oriente son action. Les deux derniers congrès panafricains furent ainsi presque exclusivement l'affaire de W. E. B. Du Bois.

L'émergence du "monde noir" dont parle Du Bois est loin d'être une fiction: entre les Afro-Américains et leurs cousins africains se tisse un pont de fraternité qui favorise le dialogue tout en cimentant une solidarité qui se joue des frontières imposées par les contingences historiques. De part et d'autre de l'Atlantique, ils revendiquent un héritage historique et culturel commun avec pour référence symbolique majeure la traite négrière et ses affres.

Au surplus, leur participation massive à ce que Panda appelle avec un humour corrosif "*La Grande Guerre pour la civilisation !*" est essentiellement motivée par l'espoir de voir poindre l'aube de la reconnaissance des droits des peuples noirs opprimés.

Les Noirs de la diaspora; ainsi que ceux du "continent-mère", convergent quant à l'interprétation du rôle qu'ils ont joué au cours de la guerre. En effet, les uns et les autres estimaient que leur engagement aux côtés des Alliés (c'est-à-dire aux côtés de la France et de l'Angleterre contre l'Empire germanique) détermina favorablement le sort des armes.

Du Bois comme Panda tiennent, ni plus ni moins, les Européens pour leurs débiteurs. Dès lors, à leurs yeux, "la dette de sang" à l'égard des soldats afro-américains, des tirailleurs sénégalais, des troupes congolaises en Afrique de l'Est, et des engagés volontaires congolais sur le sol belge se devait d'être soldée par la reconnaissance plénière des droits civiques longtemps bafoués, aux États-Unis notamment, ainsi que par l'amélioration du sort des peuples africains colonisés.

Jaugeant les enjeux mondiaux, tout en inscrivant l'Afrique au cœur de ceux-ci, W.E.B. Du Bois ira jusqu'à soutenir que la guerre 1914-1918 fut avant tout le fruit des rivalités coloniales sur le continent africain, et accessoirement une conflagration causée par le jeu pernicieux des alliances dans un contexte chauffé à blanc par les impérialismes en lice. Le panafricanisme fait donc pleinement sienne la célèbre formule de Jaurès : « *L'impérialisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage* ».

C'est principalement le "**avant tout**", c'est à dire la thèse suivant laquelle les causes coloniales de la guerre **l'auraient emporté sur les autres**, et la **victoire des Alliés serait due avant tout aux troupes de couleur**, qui rend la thèse de Du Bois discutable.

On sait⁵² que la cause déterminante de l'explosion de 1914 fut l'esprit « revanchard » des Français qui voulaient venger leur défaite de 1870, joint à l'existence en France, en Allemagne et en Russie d'important « lobbys » bellicistes inspirés ici par les industriels de l'armement et là par le désir d'une guerre comme exutoire aux difficultés intérieures.

Quant au rôle plus ou moins décisif des uns et des autres, comment s'y retrouver dans

⁵² Cfr Guillemin, H: « *Nationalistes et « nationaux » (1870 – 1940)* », Paris, Gallimard, 1974

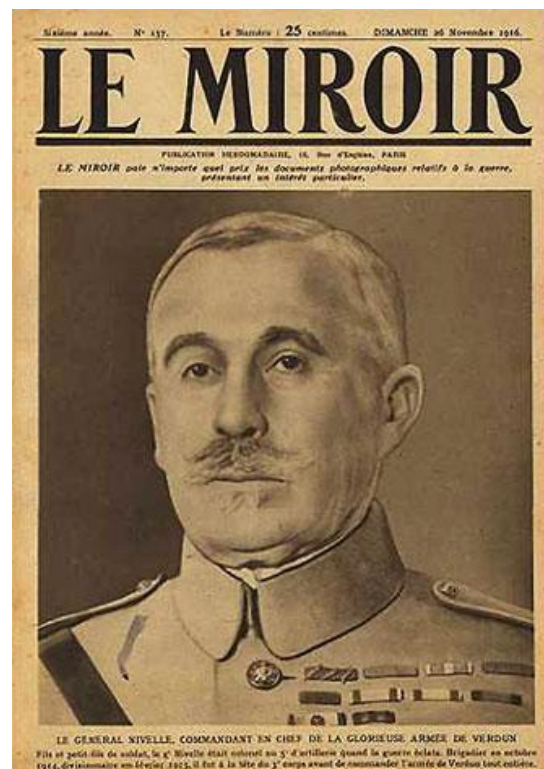
une guerre qui, d'abord, a déjoué toutes les prévisions. Tous les états-majors avaient prévu une courte promenade militaire fraîche et joyeuse et l'on avait eu quatre années d'enlissement où l'on avait sinistrement pataugé dans la boue sanglante des tranchées. Pour sortir de cet horrible marécage, on avait tout essayé. On avait « raclé les fonds de tiroir » jusqu'à y engager 60 millions d'hommes dont 9 millions moururent et 8 millions demeurèrent invalides. On avait recouru à toutes les trouvailles de la science : engins mécaniques, avions et chars de combat, sans oublier les gaz. Trouver, dans cet enfer, un facteur unique qui aurait été plus déterminant que les autres relève de la gageure.

Néanmoins, il faut se souvenir que Bismarck en convoquant la Conférence de Berlin,



qui traça les frontières de l'Afrique, désirait précisément « policer » la compétition jusqu'à « sauvage » entre les puissances coloniales, de peur qu'une étincelle jaillie de quelque heurt aux colonies ne mît le feu à la poudrière européenne. Il faut se rappeler aussi qu'avant l'explosion de 1914, il y eut plusieurs « chaudes alertes », dont des incidents franco-allemands à propos du Maroc. Enfin, dans cette armée française dont la tâche presque officielle était de préparer « la Revanche » figurait notamment le Général Charles Mangin, auteur d'un livre intitulé « *La force noire*⁵³ ». Dans ce livre, Mangin préconise l'utilisation rapide et massive des troupes coloniales, dites « Force noire », en cas de guerre en Europe.

Cela prouve en tous cas qu'à tout le moins l'état-major français avait fait intervenir dans ses calculs stratégiques le réservoir d'hommes que constituaient ses colonies. Mangin tel qu'il était, adoré ou détesté, a incarné le type de l'officier colonial, infatigable, tempétueux, dominant les hommes et forçant les événements. Mais, s'il a prôné très tôt l'utilisation en métropole des troupes coloniales, il n'avait rien d'un « boucher » et se montrait avare du sang de ses soldats. Mangin se montra résolument adversaire de « l'offensive à tout prix » prônée par certains de ses collègues. S'il a sa part de responsabilité dans la présence des Africains, noirs ou arabes, sur les champs de bataille européens, les massacres où l'on « fit



⁵³ *La force noire*, Hachette, Paris, 1910

passer les nègres devant » en les exposant à des pertes aussi énormes qu'inutiles, ne furent pas de son fait. L'hécatombe du Chemin-des-Dames, par exemple, est imputable au Général Nivelles.

La Première Guerre Mondiale a été avant tout une guerre d'usure. Les victoires, comme Verdun ou Gallipoli, consistèrent d'abord à ne pas perdre, à supporter l'atroce boucherie un peu plus longtemps que l'armée d'en face. Il n'y a pas eu de bataille décisive où le sort de la guerre pouvait basculer, comme Waterloo ou Stalingrad. Mission impossible, par conséquent, que de désigner tel ou tel groupe de soldats comme « les acteurs décisifs » de cette guerre. Et la question fondamentale n'était d'ailleurs pas là.

Elle se trouve bien plutôt dans l'échange polémique que nous avons pu lire, entre une gazette belge qui veut « renvoyer les Congolais s'asseoir sur des peaux de singe à l'ombre des bananiers » et Panda Farnana qui répond « « Dans les tranchées, on ne cessait de nous répéter que nous étions tous frères et nous étions mis sur le même pied d'égalité que les blancs ». Il fallait à présent que les Blancs mettent leurs actes à la hauteur de leurs paroles et accordent aux Noirs la simple considération due à des êtres humains.



AUX ÉPARGES, UNE TRANCHÉE CREUSÉE DANS DES DÉBRIS HUMAINS.

Le Monument du Souvenir Congolais

La Grand Guerre secoua l'opinion mondiale par un certain nombre de chiffres à la fois atroce et prodigieux : elle a mis en jeu plus de soldats, provoqué plus de décès et causé plus de destructions matérielles que toute guerre antérieure. Plus de 60 millions de soldats y ont pris part. Pendant cette guerre, environ 9 millions de personnes sont décédées et environ 8 millions sont devenues invalides.

Cette guerre qui paraissait avoir été prodigieuse et dont, bien entendu, d'innombrables orateurs jurèrent que ce serait la dernière, est la principale guerre célébrée par de nouveaux types de constructions commémoratives : les « tombeaux du soldat inconnu », imités d'un archétype italien datant de 1911, et surtout les « monuments aux morts ».

Bien entendu, ce ne fut pas alors que l'on inventa de marquer les grands événements guerriers par des réalisations artistiques monumentales. Celles-ci existent depuis la plus haute antiquité. Mais, jusque-là, elles étaient avant tout dédiées à la victoire et aux vainqueurs, comme l'indique fort bien le nom, « arc de triomphe », de bien de ces constructions. Ce qui apparaît après 1918, c'est le désir d'honorer particulièrement les soldats tombés au champ d'honneur.

Inspirés de stéréotypes architecturaux, les premiers monuments aux morts réemployaient les mêmes dispositifs. Néanmoins chaque pays et chaque culture offre des variantes. En France, l'une des formes privilégiées est l'obélisque. Elle concerne essentiellement les monuments communaux, placés au centre de l'espace public (sur la place principale) ou dans des lieux symboliques : près de la mairie ou encore près de l'école, près de l'église ou du cimetière. En France et en Belgique, une statue représentant un soldat, souvent accompagné de personnages secondaires « fragiles » (femmes, enfants) à qui il « fait un rempart de son corps », est une forme également très fréquente et plusieurs modèles sont produits en série. La statue la plus courante, érigée à plus de 900 exemplaires, est *Le Poilu victorieux* d'Eugène Bénéat. La production en série s'explique par le fait que pratiquement toutes les municipalités passeront commande d'un de ces objets.

Obélisque ou groupe de statues sont perchés sur un socle bien surélevé, ce qui, non seulement rend le monument bien visible, mais laisse de larges surfaces planes qui peuvent recevoir des inscriptions. Car la particularité des « monuments aux morts » est de donner la liste nominatives des « morts pour la patrie » originaires de la localité (ou ayant appartenu de leur vivant à un secteur socio-professionnel, au personnel d'une entreprise, etc...). Lorsque cette liste est absente, les inscriptions donnent diverses informations sur les opérations militaires ainsi commémorées ou énoncent quelques aphorisme patriotiques bien sentis.

La « tombe du soldat inconnu », quant à elle, sert réellement de sépulture aux restes d'un mort, choisi au hasard parmi ceux que l'on n'a pu identifier. Elle s'orne en général d'une flamme que l'on peut raviver lors des cérémonies.

Ces monuments sont subventionnés par l'État, en partie financés par les municipalités, mais le plus souvent une souscription publique représente une partie importante de la somme nécessaire à l'élévation du monument.

L'engouement général pour ce type de monument permet de ne pas s'attarder inutilement sur la question du « Pourquoi ? » à propos de PPF et des anciens combattants congolais. Au moment où les hameaux les plus obscurs ont voulu avoir « leur » monument pour rappeler « leurs » morts, les Congolais ont suivi le mouvement.

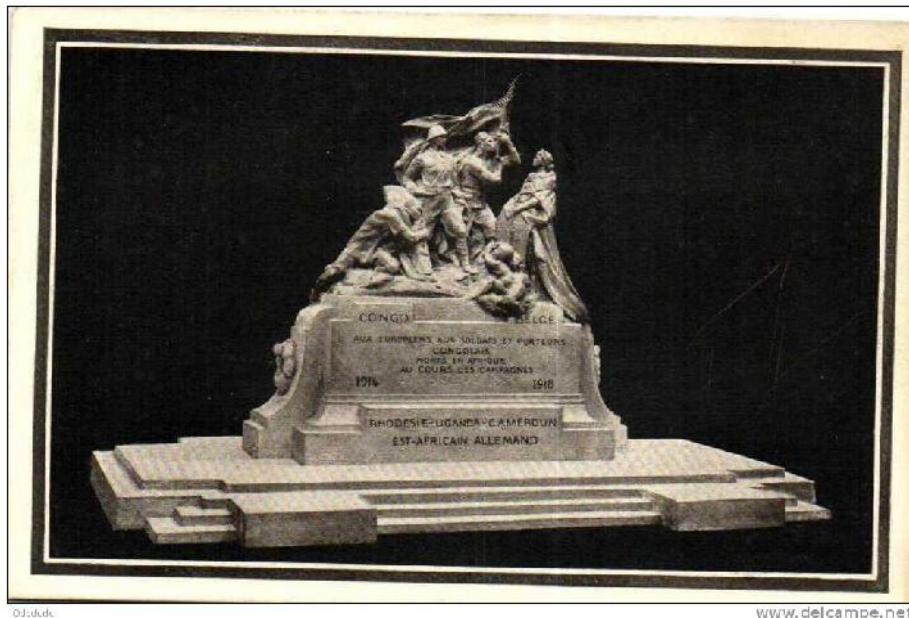
Paul Panda a parlé parfois d'un « monument aux morts congolais », et parfois d'un « soldat congolais inconnu », le plus souvent d'un « monument du souvenir congolais ». Manifestement, ce qui l'intéresse n'est pas que l'on érige tel ou tel type de monument, mais que, dans la frénésie d'érection, jusque dans d'obscurs villages, d'un « mémorial de la guerre »,

il y en ait pour rappeler les Congolais... et la dette que l'on a envers eux. Après la guerre, il adressa aux autorités militaires belges une requête dont nous avons déjà parlé pour que le soldat inconnu congolais soit glorifié lors de la commémoration de la victoire de Tabora, le 11 novembre (Armistice), mais par ailleurs, Panda exigeait aussi que soit constitué un capital au profit des invalides, veuves et orphelins congolais des fronts de Tabora et du Cameroun.

L'érection, le 1^{er} juillet 1927, à Léopoldville d'un monument du souvenir congolais concrétise une des revendications de Paul Panda.

En fait, si PPF participa, avec sa demande, à la frénésie générale qui parsema tout le pays de monuments aux morts, il tombait assez bien en 1923, car c'est cette année-là que Léopoldville devint officiellement la capitale de la colonie, et que l'on ne demandait pas mieux que de l'ornier de divers monuments.

Commande fut passée au sculpteur Jacques Marin pour réaliser ce mémorial, qui fut implanté Avenue Lippens et se trouve aujourd'hui Avenue de la Terrasse, dans le Parc présidentiel du Mont Ngaliema, en compagnie de quelques autres œuvres monumentales de la période coloniale « déboulonnées » sous Mobutu.



La maquette de Marin, comme on peut s'en rendre compte ci-dessus, était une variation sur le thème le plus classique des monuments aux morts, avec un groupe en bronze fixé au sommet d'un véritable mur, lui-même juché sur un degré surélevé de trois marches.



Comme on peut s'en rendre compte sur la photo ci-dessus, l'érection du monument fut achevée alors que l'avenue Lippens (à droite) était encore en cours d'asphaltage. On peut le voir à la présence du rouleau compresseur à vapeur au milieu de la chaussée.



Le « Monument du Souvenir congolais » fut inauguré en 1927 par le général Tombeur de Tabora, qui commandait les troupes congolaises à la bataille du même nom et venait d'être anobli. Jusqu'à la fin de la période coloniale, il remplit les mêmes fonctions que les autres monuments aux morts partout dans le monde, c'est-à-dire qu'y déposer des fleurs, avec drapeaux, trompettes et honneurs militaires fit partie du programme d'à peu près toutes les visites protocolaires dans la colonie.



En 1971, le régime Mobutu procéda à un ultime nettoyage des traces de la colonisation, supprimant les derniers noms étrangers de localités et même quelques noms nationaux comme « Katanga » et déboulonnant quelques dernières statues qui avaient pendant un certain temps échappé au massacre.

Ce fut le cas du « Monument du Souvenir congolais », qui avait été jusque-là respecté. Le groupe fut jeté à bas de son piédestal et remplacé quelques temps après par une émouvante statue en bronze représentant une Congolaise en pleurs.

“La Pleureuse”, de Wuma Mbambila Ndombasi, ancien élève de l'Académie des Beaux-Arts, en laquelle on peut fort bien voir l'effigie d'une veuve de guerre, serait un « Monument

du Souvenir » tout aussi valable et son esthétique sobre et retenue est certainement supérieure à celle de l'œuvre héroïco-colonialiste de Marin.

Malheureusement, ce changement demanderait quelques explications et on ne nous les fournit pas. En effet, si le groupe en bronze, œuvre de Marin, a été retiré en bloc, le socle et ses inscriptions ont tout à fait disparu.

Il reste une statue de femme, qui pleure, au bout d'un socle en béton trop grand pour elle et sur lequel elle semble un peu perdue.

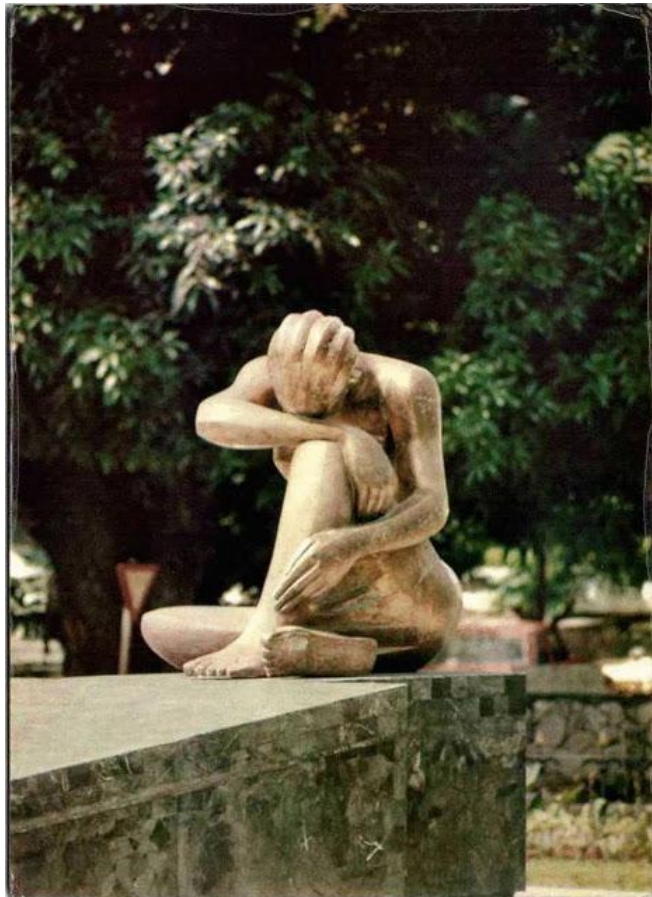
Cela finit par ressembler tout à fait à une très mauvaise blague. En 1923, Paul Panda avait réclaté un monument pour les soldats morts et des indemnités pour les veuves de guerre. Et, au bout du processus, on obtenait une statue des veuves et des indemnités pour personne !

Dès 1972, on sut pourquoi la « veuve de guerre » pleurait. Un accord fut alors conclu, la Belgique s'engageant

à verser «une somme forfaitaire et unique» de 150,5 millions de FB (3.730.795,29 euros) payée en 4 tranches (39,5 millions de FB en 1973 et 37 millions de FB les trois autres années) «*en faveur des anciens combattants de 1914-18 et invalides de la guerre de 1940-45*». Les intéressés n'en verront jamais le moindre franc...

Le Zaïre est alors à genoux. Sa dette colossale, l'inflation galopante, la misère immense. Et le «Guide» n'est plus à un détournement près: «Pour la seule période de 1977 à 1979, Mobutu détourna, d'après certaines estimations prudentes, plus de 200 millions de dollars à son profit et au profit de sa famille», rappelle David Van Reybrouck, dans *Congo, une histoire*.

Il y avait décidément quelque chose qui clochait !





Quant au groupe en bronze de Marin, une fois détaché de son socle, il a été conservé, comme ces photos en font foi.

Par la suite, comme d'ailleurs la plupart des statues « colonialistes » déboulonnées, y compris la statue équestre de Léopold II, il a été monté sur un socle nettement plus petit qu'à l'origine, et placé dans la partie « Musée » du Parc présidentiel, au Mont Ngaliema.



Il est toujours permis d'espérer qu'un jour on se décidera à placer quelque part, dans les environs du monument, quelques explications sur sa signification et qu'elles rappelleront aux passants le rôle que Paul Panda Farnana a joué dans son érection.



Le nationaliste

L'ingénieur agronome congolais assumait, à titre intérimaire, les fonctions de chef de district dans le Bas-Congo. Ce poste privilégié au sein de la territoriale lui permit d'acquérir une bonne connaissance des rouages administratifs de l'État colonial. Au lendemain de la Grande Guerre, Paul Panda s'employa à dresser le bilan de la colonisation belge tout en résistant à la tentation des discours manichéens. Les témoignages les plus vivants de son action sont ceux relatifs à sa contribution aux grands débats concernant l'avenir de l'Afrique. On conserve aussi certains pamphlets qu'il adressa à la presse en réponse aux attaques dont il était l'objet.

En 1920, à l'occasion du II^e Congrès colonial qui se tint au Sénat, il fut l'unique invité congolais⁵⁴, et à ce titre, assumait le rôle délicat de porte-parole de ses compatriotes. Il plaïda avec éloquence pour des réformes en profondeur susceptibles, à ses yeux, d'améliorer les rapports entre les administrateurs coloniaux et les populations autochtones. Paul Panda prit personnellement part au premier Congrès colonial national (18-20 décembre 1920) et au deuxième Congrès panafricain, du moins aux deux premières sessions (28 août-5 septembre 1921).

Le premier Congrès colonial avait un ordre du jour précis, où devaient être évoquées, de manière successive, des questions d'ordre humanitaire et civilisateur (première journée), des questions économiques (deuxième journée) et des questions administratives (troisième journée). Le président de l'Union avait des points de vue à faire prévaloir dans chacun de ces domaines. Il faut noter que c'est à ce Congrès que Panda fit la connaissance de l'abbé Stefano Kaoze, alors secrétaire du vicaire apostolique du Haut-Congo. Les deux hommes purent apparemment se rencontrer et sympathiser.

Voilà quelques-unes des positions qu'il a défendues.

A propos de l'éducation, il n'hésita pas à dire⁵⁵:

« Dans chaque province, on devrait avoir une école centrale normale, une dans chaque district et plus tard, une dans chaque grande chefferie... Notre budget de l'instruction devrait être plus élevé; il était environ d'un million de 1919. Si l'autochtone était convaincu que l'impôt serait destiné à l'instruction de ses enfants, il paierait certainement un ou deux francs de plus par tête et par an. Il faut que les Congolais comptent sur eux-mêmes pour répandre d'une façon rationnelle l'instruction partout ».

En ce qui concerne le travail forcé, il rappela ceci:

« Nous avons protesté parce qu'il fallait assurer au Noir la sécurité... Pour y arriver, la Belgique devra veiller à ce que l'exécution des décrets et des ordonnances soit mieux garantie ».

Quant à la politique indigène, elle eut droit à des considérations précises et judicieuses

« Les indigènes ne peuvent... être dépouillés de leurs biens. Ils sont véritablement maîtres de leurs terres et leurs chefs conservent leur pouvoir (...). Dans une protestation que j'ai adressée à la Commission permanente de colonisation et au Conseil colonial, j'ai exprimé le vœu de voir mes compatriotes participer à la politique et à l'administration de la colonie et préconisé la création d'un Conseil chargé des affaires indigènes. En effet, au Congo, l'aborigène n'est représenté nulle part au sein des divers conseils de la colonie... »

Comme le dit Ndaywel è Nziem, *« on a peine à croire que de pareilles déclarations aient pu être faites en 1920, en face de la fine fleur du régime colonial belge »*⁵⁶. Il n'y a cependant aucun doute, ces citations étant extraites de pièces officielles !

⁵⁴ Précisons le sens de ces mots. PPF ne fut bien sûr pas le seul Noir présent. Mais il était le seul que les organisateurs avaient invité officiellement à prendre la parole, comme orateur inscrit au programme.

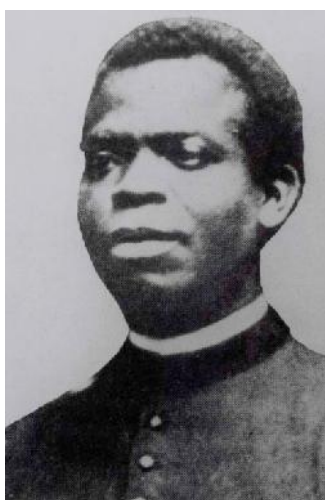
⁵⁵ Pour les citations qui suivent, voir *Congrès colonial, Bruxelles, 18-19-20 décembre 1920*. Compte rendu des séances, Bruxelles, 1921, pp. 138 et 212,

⁵⁶ Op.cit. p.442

C'est ainsi qu'il se fit un point d'honneur d'appeler les autorités métropolitaines à envisager une intégration des chefs locaux dans les instances de décision. Et, en l'occurrence, au sein du Conseil colonial, chargé d'arrêter les grands axes de la politique vis-à-vis des indigènes.

Son intervention au cours de ces travaux transcende, à tous égards, la rhétorique de circonstance : *"Dans une protestation que j'ai adressée à la Commission permanente de colonisation et au Conseil colonial, j'ai exprimé le vœu de voir nos compatriotes participer à la politique et à l'administration de la colonie et préconisé la création d'un conseil chargé des affaires indigènes. En effet, au Congo, l'aborigène n'est représenté nulle part au sein des divers conseils de la colonie ... La collaboration réelle du chef indigène est d'autant plus nécessaire chez nous que le Congo est une colonie d'exploitation: que l'influence favorable de chaque Européen ne s'y fait sentir que momentanément, puisque celui-ci est appelé à se déplacer ... La colonisation, pour être civilisatrice, doit utiliser ce cadre formé du chef et de son entourage. Les chefs naturels ne sont pas préparés pour remplir leur rôle, mon compatriote l'Abbé Kaoze partage entièrement cet avis. Il faut donc éduquer les chefs et les notables et surtout leurs successeurs ... Outre une bonne instruction générale, les fils des chefs et notables étudieront spécialement les questions administratives au point de vue indigène et général, la politique indigène, l'économie politique, l'histoire du Congo, l'hygiène, le génie rural, l'agriculture générale, le commerce, la géographie, ..."*⁵⁷

La concordance entre Panda et Kaoze, qui avaient échangé leurs points de vue sur les problèmes du Congo, cela en marge des travaux du Congrès, mérite d'être commentée. Cela d'autant plus qu'elle découle de la rencontre de deux hommes que leurs formations respectives



situaient, en principe, aux antipodes l'un de l'autre. Cela ne les empêcha d'ailleurs pas de devenir amis et de rester en correspondance. Afin de mieux cerner la signification historique de leur rencontre autant que leur consensus sur la nécessité des réformes au Congo, il convient en effet, de ne pas minimiser les différences qui séparent nos deux Congolais.

Issu de l'enseignement laïc tel qu'il était organisé en Belgique à l'époque, au surplus proche de personnalités d'envergure, tant en Belgique, en France qu'aux Amériques, Panda n'est-il pas l'antithèse de son compatriote ?

Kaoze (photo) est un pur produit de l'enseignement missionnaire dans la colonie belge, avec ses ombres et ses lumières, tandis que Panda échappe totalement à de tels repères.

L'Abbé Stéfano Kaoze, le premier prêtre congolais, ordonné en 1917 mais aussi auteur en 1910, à l'âge de 20 ans, d'un traité sur la psychologie bantoue, séjournait à Bruxelles, où il accompagnait, au titre de secrétaire, Monseigneur Roelens, qui prit la parole au cours du Congrès au nom des missionnaires du Congo belge.

Les écrits et la pensée du premier prêtre du Congo témoignent de la "marque" de ses formateurs et maîtres, les Pères Blancs. (Ce qui, soit dit en passant ne justifie absolument pas qu'il soit traité en quantité négligeable par nombre d'intellectuels congolais). S'agissant par exemple de la traite négrière, Kaoze s'inscrit dans la droite ligne des Pères Blancs qui attribuent la responsabilité de ce fléau aux "esclavagistes arabes", quitte à tresser des lauriers à la

⁵⁷ Congrès colonial National (compte-rendus), p. 346.

Belgique, libératrice de la race noire, ainsi qu'aux missionnaires.

Nanti d'un bagage historique plus conséquent, grâce notamment à ses contacts avec les Afro-américains, Panda tient un tout autre discours sur ce thème. Dans une lettre adressée au Sénateur Lafontaine, dans laquelle il plaide pour le retour des Noirs de Cuba – il parle des "*Congolais de Cuba*" – en terre africaine, il affirme : "*Ces Africains quittèrent le continent des ancêtres par suite de la contrainte criminelle des négriers européens. Mais les Flamands compatriotes de Charles Quint, sont seuls responsables du fait que la destruction des sociétés africaines devient officielle dès 1517*".⁵⁸

Une telle stigmatisation du plus important monarque européen de son époque donne matière à réflexion. La thèse de la responsabilité exclusive de Charles Quint⁵⁹ ainsi que des Flamands, dans le déclenchement de la traite négrière paraît discutable au plan historique, bien qu'une part notable du produit, tant du pillage des trésors incas ou aztèques que de la traite des Noirs servît à rembourser les dettes de la couronne espagnole auprès des banquiers non seulement flamands, mais aussi hollandais et allemands. Il serait plus juste de mettre en cause la monarchie espagnole entière, à partir de Ferdinand et Isabelle qui autorisèrent les projets d'esclavage de Christophe Colomb, comme d'autres monarques et leurs sujets respectifs qui contribuèrent à la traite négrière. Ils sont donc coupables d'avoir vidé l'Afrique noire de ses forces vives et d'avoir mis en branle la destruction de ses racines culturelles.

A ce sujet, Antoine Tshitungu écrit: « *L'allusion à Charles Quint prend du coup une valeur symbolique certaine. À travers l'Empereur, c'est l'Occident dans son ensemble qui fait l'objet d'une condamnation morale. Toutefois, le Congolais se montre fort discret sur le rôle des chefs africains dans le commerce du bois d'ébène et ne fait aucunement mention des Arabes, qui furent pourtant partie prenante. Sans doute a-t-il trop à cœur de mettre en pièces les clichés d'une Europe encline à se gratifier de lauriers pour avoir libéré les Noirs de "l'esclavagisme arabe"* ⁶⁰ ».

Il me semble qu'en l'occurrence, l'historien congolais ne tient pas suffisamment compte des vécus et des enracinements respectifs de Panda Farnana, pas plus d'ailleurs que de Kaoze.

Ce dernier était pratiquement le « fils adoptif » de Mgr Roelens (photo), ayant été recueilli tout petit enfant par les missionnaires alors qu'il était l'unique survivant d'un village massacré et détruit par les traitants Ngwana. Le mot « esclavage » appelle en lui cette vision d'horreur. Ensuite, dès l'âge le plus tendre, il fut élevé non pas dans son ethnie d'origine (les Tabwa), mais par les missionnaires et en particulier par Roelens. Il n'a donc d'autre connaissance des faits que la version belge et missionnaire et, si même il a entendu parler de l'esclavage par ses compatriotes des rives du Tanganyika, c'est évidemment de la traite Ngawana, dite « arabe » qu'il se sera agi. Panda Farnana, au contraire, est un Kongo de la rive atlantique et se sent beaucoup plus concerné par la traite européenne, qui désola ce littoral pendant plus de 300 ans.

Certes, les discours des deux Congolais correspondent à leurs formations: l'insistance



⁵⁸ Lettre du 22/01/1929 (Archives).

⁵⁹ Charles Quint, né à Gand en 1500 et mort en 1556, fut roi d'Espagne et de Sicile, empereur d'Allemagne. Les Pays-Bas (qui alors comprenaient la Belgique) étaient possession de la couronne d'Espagne.

⁶⁰ Tshitungu, op.cit. partie 2, page 3

panafricaine sur l'esclavage européen pour Paul Panda, l'accent mis sur l'esclavagisme "arabe", évoqué d'autant plus volontiers chez les Pères Blancs que Lavigerie, leur fondateur, avait prêché la croisade contre ce fléau, du côté de Kaoze. Mais le fait est que les deux Congolais venaient de deux extrémités opposées du pays, l'un de la rive atlantique, l'autre du Tanganyika, et que ce qu'ils pouvaient avoir glané de souvenirs populaires ne pouvait que présenter les mêmes orientations !

D'autre part, les « Congolais de Cuba » dont parle Panda sont une affabulation plus qu'une réalité. Le peuplement noir de Cuba a surtout été Yoruba (les Espagnols croyaient les gens de ce peuple bons chercheurs d'or alors qu'ils ne faisaient que commercialiser l'or des Ashanti) et il y a sans doute plus de Noirs de souche Kongo à Haïti et au Brésil qu'à Cuba⁶¹.

Dans son article intitulé "*Des Représentants noirs au Congo*"⁶², Panda énonce ce qui suit : "*La présence des chefs et notables congolais au sein du Conseil général du gouvernement à Léopoldville serait l'aube d'une ère de réelle confiance des aborigènes, en ce qui concerne les buts civilisateurs des Belges. Ce 'Conseil Congolais' paraîtra encore, à beaucoup de personnes, une utopie, comme j'en ai parlé lors du Congrès colonial national de 1920. Et, cependant, il existe dans de nombreuses colonies africaines, et notamment au Sénégal, depuis 1921.*"

Cette référence au Sénégal n'est pas gratuite; en effet, les habitants originaires des "quatre communes"⁶³ ont accès à la nationalité française et jouissent du droit de vote. Allusion est faite implicitement aux conseils représentatifs en vigueur dans les colonies britanniques où, au contraire du Sénégal, la politique assimilationniste n'est pas d'application.

Ce qui importe pour Panda, ce n'est pas tant le modèle français ou britannique comme tel, mais le fait qu'il y a été érigé des instances de décision ouvertes aux autochtones. De telles réformes, cependant, ne peuvent être entreprises sans offrir concomitamment aux Colonisés la possibilité de s'instruire, pour être à même de participer à bon escient à l'amélioration de leurs conditions de vie. Réformes politiques et développement du système éducatif vont de pair. Sans être assimilationniste, à l'exemple de "l'aristocratie noire"⁶⁴ du Sénégal, jalouse de ses privilèges, le Congolais se veut davantage réformiste et rêve d'une collaboration étroite entre Belges et Congolais. Par ailleurs, il juge nécessaire de prendre en compte les chefs traditionnels.

Tout en déplorant l'insuffisance des écoles au Congo belge, il n'en considère pas moins qu'il existe une élite congolaise : "*... des éléments qui suffisamment éduqués et instruits existent ... des éléments qui ménageraient les susceptibilités. Car, outre les chefs médaillés et les prêtres autochtones, il y a encore les interprètes et les clercs qui sont parfaitement désignés pour exposer avec compétence les revendications de leurs frères de race.*"

Il n'appartient plus aux Belges de se faire les interprètes des Congolais. Cela d'autant plus que certaines autorités coloniales semblent "*méconnaître le goût que les peuples africains ont pour l'instruction*". Cette insistance sur la nécessité d'ériger des écoles révèle la vision que Panda s'est forgée quant aux étapes de l'émancipation de son peuple. Que des Congolais représentatifs puissent relayer les revendications de leurs congénères revient, ni plus ni moins, à affirmer leurs droits politiques. Atteindre les buts civilisateurs que s'est assignés la Belgique

⁶¹ Dans les litanies adressées aux divinités vaudou de Haïti, on les appelle « tous les dieux Congo » et, au Brésil, la technique de combat « capoeira » est appelée encore « capoeira de Angola ». Ce ne sont là que deux indices parmi d'autres !

⁶² Dans La Gazette du 9 décembre 1922, le texte de PANDA est introduit par le commentaire suivant : "*Une curieuse lettre que nous adresse un Noir*".

⁶³ Le député Blaise DIAGNE fut élu à Gorée, l'une des quatre communes dont les habitants jouissaient de la nationalité française, et partant du droit de vote

⁶⁴ L'expression est de W.E.B. Du Bois.

suppose une collaboration loyale entre Belges et Congolais. La condition en est la mise sur pied d'instances à caractère politique à même d'en faciliter la mise en œuvre effective.

Panda Farnana, le Panafricanisme et l'affaire Simon Kimbangu

Les rapports de Panda avec la presse coloniale et les fonctionnaires coloniaux en général ne furent jamais bons. Le journal *L'Avenir colonial belge* s'illustra par des propos injurieux envers lui, du fait de ses interventions au Congrès colonial et à d'autres tribunes. Habitué à des comportements paternalistes, ces coloniaux prétendaient savoir mieux que Panda ce qu'était une bonne colonisation. Ils poussèrent l'audace jusqu'à lui faire la leçon : « *Quand, comme vous, on est intellectuel noir ; quand, comme vous, on a un diplôme de Nogent-sur-Marne et un autre de Vilvorde ; quand, comme vous, on aime ses frères de race et que l'on désire se vouer à son émancipation ; quand, comme vous, on aime le Congo — votre pays d'origine — et que l'on désire sincèrement travailler à sa grandeur et à son développement, on n'habite pas Bruxelles..* »⁶⁵ »

Cette « charge » de la feuille colonialiste de droite se situe au début de 1921, année où se déroulèrent, presque simultanément, le II^e Congrès Panafricain, dont une session se tenait à Bruxelles, et l'affaire Simon Kimbangu. Et il est nécessaire, à ce sujet, de tenir compte de trois éléments. Il faut bien sûr connaître les principaux faits qui concernent « l'Illuminé de Nkamba ». Il faut tenir compte également du déclenchement, dans les milieux coloniaux, d'une véritable psychose autour d'une « théorie du complot » et du thème de la « Grande Révolte ». Mais il faut aussi admettre que l'importance des interventions de Paul Panda dans l'affaire Kimbangu n'est pas clairement définie. Il est possible qu'il ne se soit pas limité au simple conseil (Était-ce de l'ironie?) qu'il donna à la Belgique coloniale de *ne pas répondre au prophète par la violence mais plutôt en le convainquant des buts humanitaires de la colonisation*⁶⁶.

Rappelons d'abord ce que recouvrent les mots « Affaire Simon Kimbangu ».

Simon Kimbangu (1887 – 1951) fit ses études primaires à la mission protestante de Ngombe-Lutete où il devint catéchiste quelques années plus tard. Il se marie à Marie Muilu Kiawanga qui lui donne trois enfants : Kisolokele Lukelo Charless (né en 1914), Dialungana Kiangani Salomon (né en 1916) et Diangienda Kuntima Joseph (né en 1918).

Simon Kimbangu s'est converti au baptême en 1915. Il reçut d'abord une formation primaire de quatre ans chez les missionnaires baptistes, à Ngombe-Lutete, station missionnaire située à une distance de vingt kilomètres de son village natal (N'Kamba). Après avoir bénéficié de cette formation et compte tenu de sa conduite très appréciée, il fut nommé catéchiste par les missionnaires de Ngombe-Lutete. A l'époque, celui qu'on nommait catéchiste jouait en même temps le rôle d'enseignant, de maître d'école du village. C'est à partir de 1910 qu'il reçut l'appel de l'Esprit de Dieu qui lui demande de "paître son troupeau". L'appel divin lui enjoint de démarrer un ministère d'évangélisation et de guérison par la prière et l'imposition des mains. A plusieurs reprises, il refuse d'obéir à cet appel en expliquant qu'il n'est pas à la hauteur d'une si haute et si importante mission.

Il se réfugie même à Léopoldville pour échapper à la "Voix", et trouve du travail aux Huileries de Kinshasa. Il y travaille sans être rémunéré et, déçu, revient à Nkamba où son parcours prophétique commence le 18 mars 1921 lorsqu'il perd connaissance lors d'une

⁶⁵ *L'Avenir Colonial Belge* du 30 janvier 1921

⁶⁶ Cité par Vellut, J.L. 1987 : 56

cérémonie funéraire. A son réveil, il affirme qu'il a été visité par l'esprit de N'Zambi à Mpungu, le Dieu Tout Puissant qui lui recommande de propager la parole du Seigneur. Peu après, le 6 avril 1921, au hameau de Ngombe Kinsuka, il guérit Nkiantondo, une jeune femme qui était dans le coma depuis plusieurs jours. (Pour ses disciples: l'Esprit de Dieu lui intime l'ordre de ressusciter cette petite fille, qui venait tout juste de mourir). Quoi qu'il en soit, son intervention provoque une guérison inexplicable et prodigieuse. Il acquiert ensuite la réputation de ressusciter les morts, et attire à ses prêches des milliers d'auditeurs. On le surnomme alors « Ngunza », traduction en kikongo de « prophète » dans la version baptiste de la Bible.

Ce premier miracle de Kimbangu va amorcer ce que les historiens ont appelé le "semestre effervescent" (du 6 avril au 12 septembre 1921), une intense période de prédication et de miracles qui va secouer le Congo Belge, l'Angola et même le Congo Français. Kimbangu prêchait et guérissait à peine depuis 36 jours lorsque, le 11 mai 1921, le commissaire de district envoie Léon Morel, administrateur du Territoire des Cataractes, enquêter sur "le cas de l'Illuminé de Nkamba".

L'administration soupçonnait Simon Kimbangu de fomenter quelque chose en vue de renverser le pouvoir colonial. Bien que la prédication de Kimbangu n'ait pas eu de contenu politique affirmé, il prédisait néanmoins l'indépendance du Congo et la reconstitution du royaume Kongo, prophétisait la « *dipanda dianzole* » (deuxième indépendance en kikongo⁶⁷). Les autorités belges, alertées par les missionnaires catholiques et protestants, le feront arrêter, ainsi que ses plus proches fidèles, en septembre 1921.

Il est condamné à mort par un jugement du Conseil de Guerre de Thysville, à l'audience publique du 3 octobre 1921.

Dans le dispositif dudit jugement, il faut souligner la subjectivité de formulations comme « *manifestement hostile à l'état* »... adjectif qui dispense opportunément d'apporter des preuves, comme les « *faux bruits de guérisons* », que contredisent, quelques lignes plus loin, « *il se peut que quelques cas de maladie nerveuse aient été guéris* » (le juge aurait-il parlé de la même manière des guérisons de Lourdes et, de toute manière, est-ce une infraction à une loi quelconque que de guérir des malades, fût-ce « par suggestion » ?). Délicieuse, enfin, cette formulation qui consiste à reconnaître que la « révolte » s'est « *manifestée jusqu'à présent par des chants séditieux, injures, outrages et quelques rébellions isolées* » (autrement dit que les actes EFFECTIVEMENT COMMIS, et donc seuls susceptibles d'être poursuivis, étaient des peccadilles), « *il est pourtant vrai que la marche des événements pourrait fatalement conduire à la grande révolte* ». On croit lire un de ces jugements du XIX^e siècle condamnant des « émeutiers » (lisez : grévistes) pour avoir eu le « regard menaçant ».

Monsieur le juge de Rossi a toutefois montré la raison de la sévérité des Blancs dans un petit mot de deux lettres, quand il parle de « la » grande révolte (et non pas « d'une » grande révolte). Une agitation de masse chez les indigènes venait leur rappeler de manière inquiétante combien ils étaient minoritaires, îlot minuscule dans un océan de Noirs. Leur psychose, ce n'était pas quelque petite émeute de mécontents, ce n'était pas « une révolte », c'était LA grande révolte, celle de toute la population asservie, qui pouvait les engloutir. La raison pour laquelle il fallait pendre Kimbangu, c'était la peur !

Après la proclamation du verdict condamnant Kimbangu, le procureur Dupuis suscita cependant la surprise en cherchant l'aval du procureur général à Borna, avant d'autoriser

⁶⁷ Puisque les Noirs ont déjà été indépendants dans le Royaume Kongo, l'Indépendance « après les Belges » sera donc la deuxième. A posteriori, il s'est établi une autre tradition, beaucoup plus spéculative, où Kimbangu aurait annoncé une première indépendance, suivie d'une ère de malheur, correspondant à 1960 et à la suite que l'on sait et, en termes voilés, une deuxième, voire une troisième indépendance, qui seraient enfin heureuses.

l'exécution du prophète. La réponse du haut magistrat fut d'ordonner de surseoir à l'exécution et de se faire remettre les pièces du dossier. Celui-ci fut transmis à Bruxelles. Cela suscita une grande inquiétude parmi les Blancs du Congo qui redoutaient qu'une mesure de clémence ne vienne sauver la vie de Kimbangu. Les craintes des milieux colonialistes venaient de ce que la Belgique métropolitaine avait, en pratique, aboli la peine de mort⁶⁸, qui n'était maintenue, au Congo, que pour les seuls indigènes. L'opinion publique, en Belgique, risquait donc d'incliner spontanément vers la grâce.

Les Eglises établies, fidèles à une attitude toute de charité et de compréhension, n'avaient pas manqué de demander la tête de Kimbangu. Les Pasteurs Jennings, Hilliard, Frederikson, Vikterlof⁶⁹, et les Très Révérends Pères Van Cleemput et Jodogne⁷⁰ avaient personnellement écrit au Roi des Belges, Albert 1er, pour que la peine de mort prononcée à l'encontre de Kimbangu soit MAINTENUE !!! Ils ne demandèrent cependant pas qu'elle soit exécutée par le feu du bûcher. On n'arrête pas le progrès !

Ces pressions échouèrent. Kimbangu, gracié, est alors acheminé, sous bonne escorte, à Elisabethville (Lubumbashi) où Il passera 30 ans en prison⁷¹. Durant une bonne partie de sa détention, il exercera à l'intérieur de la prison le métier de cuisinier, ce qui explique le grand tablier qu'il porte sur la photo, sans doute unique, que l'on a de lui.

La Grande Révolte est avant tout un fantasme de colons, angoissés par la conscience de leur petit nombre par rapport à l'immense masse africaine. En métropole, on insista plutôt sur une autre menace, devenue un thème récurrent dans la presse réactionnaire depuis 1917 : le péril « rouge » ou la menace communiste.

De la Révolution d'Octobre à la fin de la Guerre froide, ce fut dans toute l'Europe une ligne de fracture entre la gauche et la droite en matière d'information. La Droite voyait systématiquement partout l'Œil, la Main et l'Or de Moscou. La Gauche dans son ensemble admettait que l'occupation, l'exploitation et les brutalités consubstantielles à la colonisation pouvaient, à elles seules, pousser les colonisés à s'organiser pour résister et se révolter. C'est à dénier à tout mouvement d'émancipation une capacité d'auto-institution que ses détracteurs s'appliquèrent. Cette capacité— dont Kimbangu fit incontestablement preuve — lui fut fondamentalement refusée par ses contempteurs.

La répression du kimbanguisme fut largement alimentée par le soupçon d'un complot contre la sûreté de l'Etat, un complot dont Kimbangu n'aurait été que l'instrument. Et une crise sociale en cours dans la colonie vint alimenter l'obsession du complot.

Plus précisément, Kimbangu et son mouvement auraient surtout été instrumentalisés par ceux-là qui, en effet, l'ont quelquefois défendu : les garveyistes, les communistes et les protestants anglais.

Il n'est certainement pas indifférent que Simon Kimbangu ait, en 1920 et 1921, avant son ministère, résidé à Léopoldville à une époque où la capitale se trouvait dans un climat de crise.

⁶⁸ Elle était prononcée, mais suivie automatiquement d'une grâce royale, demandée par le Procureur du Roi.

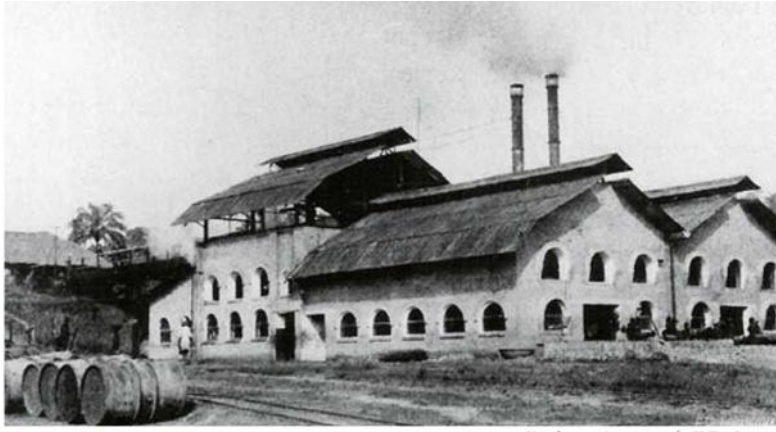
⁶⁹ D'autres kimbanguistes, toutefois, chargent surtout les missionnaires catholiques, et créditent les protestants de démarques pour qu'on n'exécute pas Kimbangu. Il n'est bien sûr pas impossible que les deux affirmations soient vraies et que les protestants, divisés, aient effectué des démarques dans les deux sens.

⁷⁰ La tradition kimbanguiste accuse ces mêmes missionnaires de deux confessions d'avoir tenté (mais en vain) d'assassiner le Prophète à Lutendele, non loin de Kinshasa, en le noyant dans les eaux du fleuve Kongo !!!

⁷¹ Les conditions de sa détention furent tout à fait normales... compte tenu de ce qu'était le Congo, c'est à dire que l'on considérait comme « des conditions de vie décentes » d'être dans une minuscule cellule de 80cm sur 1,20m, sans aération et sans conditions hygiéniques appropriées et d'avoir, comme lit, un bloc de ciment. On y a rajouté diverses imaginations telles que « *Chaque matin, Kimbangu était plongé dans un profond puits contenant de l'eau froide et salée afin d'accélérer sa mort* »

On peut se référer aux travaux de Pierre Bourdieu sur les conditions de crise sociale nécessaires au surgissement des prophètes : « *En fait de même que le prêtre a partie liée avec l'ordre ordinaire, de même le prophète est l'homme des situations de crise, où l'ordre établi bascule et où l'avenir est tout entier suspendu.* »⁷² Il n'est peut-être pas indifférent non plus que Kimbangu ait travaillé dans la firme britannique des Huileries du Congo belge⁷³, qui était un foyer de circulation des idées garveyistes. Mais, dans l'imaginaire des coloniaux, alimentée par de tels faits, l'idée de complot va tourner à l'obsession.

Les années 1919-1920 voient l'éclosion à Kinshasa, d'une part, de mouvements syndicaux et de grèves chez les fonctionnaires et les agents coloniaux⁷⁴ et, d'autre part, de mouvements d'inspiration garveyiste, considérés comme prérévolutionnaires, dont les leaders supposés sont André Yengo, fondateur du *Congomen*⁷⁵ et le Noir américain Wilson⁷⁶, travailleur des Huileries du Congo belge, tous deux baptistes, comme l'était Kimbangu ; Paul Panda Farnana⁷⁷, actif en Belgique,



Une des premières usines des HCB à Lusanga

et son correspondant à Kinshasa, Emmanuel John qui recevait son courrier dans une mission baptiste du quartier des Huileries du Congo belge.

C'est *l'Avenir colonial belge* qui intercepta et publia, en mars 1921, une lettre d'Emmanuel John à Panda Farnana dans laquelle il écrivait que « *the Congo needed black deputys, commissioners of police and missionaries, likewise black* »⁷⁸.

Que nous apprend cette fameuse lettre ? Que Paul Panda avait un correspondant local dans un secteur social que l'on pouvait considérer à l'époque comme « chaud ». Il essayait donc d'avoir des nouvelles « de première main ». C'est plutôt à son honneur. A part cela, Emmanuel John exprime, en anglais, des vues sur une nécessaire « africanisation des cadres » que PPF

⁷² Pierre Bourdieu, « *Genèse et structure du champ religieux* », in *Revue française de sociologie*, t. XII, 1971, pp. 295-334, page 331.

⁷³ Les HCB, malgré leur référence explicite au Congo belge, sont en fait une filiale de la multinationale Lever.

⁷⁴ Dans les différentes provinces du Congo, les fonctionnaires et les agents coloniaux, mécontents de leurs salaires inadaptés au coût de la vie, fondent un syndicat, en 1919, et se mettent en grève en 1920.

⁷⁵ Les revendications d'André Yengo — l'un des rares Congolais, à l'époque, à posséder une compagnie commerciale — portaient sur le départ des Belges et sur la liberté des Congolais. Cf. Damaso Feci, « *Vie cachée et vie publique de Simon Kimbangu selon la littérature coloniale et missionnaire belge* », in *Cahiers du CEDAF*, n° 9-10, série 4, 1972, p. 23.

⁷⁶ D'après Feci, Wilson aurait été à la tête d'une association, d'inspiration garveyiste, de Noirs américains qui travaillaient aux Huileries du Congo belge. Andersson confirme que Wilson fut présumé être « *the mediator of pan-African ideas to Kinshasa* ». Wilson fut expulsé du Congo belge en 1921, expulsion qu'Andersson relie à la sentence de Kimbangu. Cf. Damaso Feci, Id., pp. 24 et 28 ; et Efraim Andersson, *Messianic Popular Movements in the Lower Congo*, Uppsala, Studia Ethnographica Upsaliensia, 1958, p. 251.

⁷⁷ La participation de Panda Farnana à plusieurs congrès panafricains (1919, 1921, etc.) fait dire à Feci qu'il était « *imprégné de garveyisme* », et à Andersson qu'il était l'« *avocat d'idées panafricaines* » (Efraim Andersson, op. cit., p. 258).

⁷⁸ *Avenir colonial belge*, no 17, dans Efraim Andersson, op. cit., p. 256

avait déjà développées, mieux et en français, à la tribune de la Conférence coloniale, un an auparavant. Ce n'était pas la peine de lui voler son courrier pour apprendre cela !

Quant à l'information de fond, elle nous apprend que ces deux Noirs auraient préféré que dans le domaine de l'administration, de la représentation, de l'enseignement, etc...il y ait des Noirs à des postes significatifs, même dans les colonies. Ils devaient être à l'époque quelques millions à le penser !

L'Avenir colonial belge avance, dans son édition du 17 juillet 1921, qu'« [...] il ne faudrait pas s'étonner qu'il y ait entente entre Marcus Garvey, Kibango [Kimbangu], John et Panda Farnana⁷⁹ ».

De San, le vice-gouverneur général, dans un rapport du 14 août 1921, s'interroge : « Y a-t-il des promoteurs étrangers ? Ceux-ci sont-ils Panda Farnana à Bruxelles, des missionnaires étrangers dans la colonie, ou la ligue pan-nègre de Marcus Garvey, ou les uns et les autres associés ? »⁸⁰

En 1936, l'écrivaine Jeanne Maquet-Tombu prétend que, lors de son procès, Kimbangu aurait avoué « avoir été en rapport, à Léopoldville, avec un Noir d'Amérique » ; et elle s'interroge en ces termes : « Le kimbanguisme se rattacherait donc au vaste mouvement pan-nègre dont d'autres colonies africaines ont eu à souffrir ? »⁸¹

Andersson avance qu'il est permis de penser qu'une influence panafricaine fut exercée sur Kimbangu et estime qu'en tout cas, en 1921, le Congo était l'objet d'une considérable « infiltration panafricaine »⁸².

Feci, en 1972, juge « très vraisemblable que les attaches de Kimbangu avec le garveyisme aient été réelles. Dans sa prophétie, les implications du garveyisme sont si évidentes qu'il nous semble plus difficile de les nier que de les admettre »⁸³.

Il est vrai qu'au thème du renversement du pouvoir des Blancs, thème nodal et récurrent dans le kimbanguisme et dont l'expression était strictement prophétique, furent associées, entre autres figures, celles des Américains ou des Afro-Américains. A cet égard, dans un rapport de l'Administration coloniale du 13 juin 1921, le commis-auxiliaire Paul Zuzi atteste tenir de deux Congolais que « Kimbangu aurait déclaré publiquement que 'depuis tant d'années les Belges sont nos chefs et n'ont rien fait pour nous jusqu'à ce jour, mais sous peu des Américains arriveront ici pour faire la guerre avec les Belges et devenir nos chefs' »⁸⁴.

Un passage du journal de Kimbangu, daté du 10 février 1929, relate un songe au cours duquel il vit un bateau : « [...] Un m[onsieur] venant de Léo[poldville]-ouest se trouvait dans le bateau, puis il y avait plusieurs soldats ; alors un Honorable sorti [...] lui, le grand Noir, a frappé une gifle au Blanc ; vraiment les soldats lorsqu'ils ont vu cela que leur chef a été frappé, certes ils se sont préparés avec leurs fusils, pour nous tuer ; Mais lui le grand a dit que nous restons tranquilles, dès qu'il a frappé la main par terre vraiment les Blancs ont été disparu sur place (en présence) les Noirs (deviennus) [sont devenus] blancs. »⁸⁵

La thématique du navire était associée, dès les années 1920, au retour de Kimbangu ou/et des Américains. A certains, dans la colonie, elle paraissait évoquer la *Black Star Line*, le projet — avorté — de Garvey qu'une ligne maritime relie les Amériques, l'Europe et l'Afrique.

⁷⁹ « L'Affaire de Gombe-Lutete. L'état-major de Kibango arrêté », in *L'Avenir colonial belge*, 17-7-1921, p. 3 (Archives privées d'E. Libert).

⁸⁰ Rapport de De San, vice-gouverneur général, 14-8-1921 (Archives Africaines, A.I. 1405 bis).

⁸¹ Jeanne Maquet-Tombu, *Le siècle marche... Récit historique*, Bruxelles, Office de publicité, 1936,., p. 199.

⁸² Efraim Andersson, op. cit., p. 251.

⁸³ Damaso Feci, op. cit., pp. 28-29.

⁸⁴ Lettre de l'administrateur L. Cartiaux et du commis-auxiliaire Paul Zuzi au Commissaire de district du Bas-Congo à Boma, Luozi, 13 juin 1921 (Archives Africaines, Bruxelles, AI 1405 bis).

⁸⁵ Journal de Simon Kimbangu, 10 février 1929. On a conservé la graphie et l'orthographe originales.

De son côté, Mac Gaffey la rapporte à la cosmologie kongo : pour cette dernière « *les navires, comme les canoës, les camions et les trains, étaient considérés comme des moyens de transport entre les Mondes* ». Comprenons : entre le monde des vivants et le monde des morts. Il ajoute qu'étant donné qu'en 1960 « *les kimbanguistes pensaient encore l'Amérique comme le monde de la mort* », « *il est très improbable qu'en 1921 le "retour des Américains" ait réellement comporté une dimension internationale* »⁸⁶.

Le communisme, anticolonialiste par définition, est actif dès la fin des années 1910 par le biais de relais européens (les marins notamment) et de relais congolais. Des numéros du *Drapeau Rouge* circulent sous le manteau. En 1925 le *Drapeau Rouge* qualifiera Kimbangu de « *martyr de la cause nègre* »⁸⁷. Mais, n'en déplaise à Anne Mélice qui trouve que ce fait « *n'est pas insignifiant* »⁸⁸, le *DR* s'est en l'occurrence borné à donner à Kimbangu un titre qu'il méritait amplement ! Le fait qu'un journaliste communiste ait constaté une évidence dans les colonnes où il écrivait, ne transforme pas *ipso facto* cette évidence en point essentiel du marxisme-léninisme ! Il n'est par contre pas insignifiant de constater qu'en décembre 1927 un texte de la Ligue contre l'Impérialisme propose « *Le kimbanguisme comme moyen principal de propagande* »⁸⁹. Du reste, garveyisme et communisme étaient volontiers confondus par certains. Ainsi le journaliste Eaton écrit-il, en 1924, que Garvey « *reçoit ses instructions de Moscou* »⁹⁰.

Tout aussi obstinément, de nombreux catholiques sont convaincus que les missionnaires protestants, anglais et suédois, sont impliqués dans le mouvement. Ainsi le père Louis Philippart, de la mission rédemptoriste de Thysville, écrit-il, le 15 mai 1921 : « *Les protestants se sont emparés de ce mouvement pour exciter les foules et les détacher du catholicisme [...]* »⁹¹ Le 16 mai 1921, dans le rapport relatif à sa visite à Nkamba, l'Administrateur territorial, Léon Morel, témoigne avec inquiétude que « *Kimbangu possède un pouvoir moral presque illimité sur la foule qui l'entoure et il est certain qu'il pourrait orienter l'esprit des natifs vers l'hostilité envers la race blanche. [...]* ». Mais quant à l'influence éventuelle que les protestants exerceraient sur lui, il conclut fermement par la négative⁹². Il faut savoir que les missionnaires protestants avaient, sur la répression du kimbanguisme, un avis plus modéré, moins tranché et plus prudent que les catholiques. Ainsi, le 16 mai 2001, les révérends R.L. Jennings et A.W. Hillard de la mission de Wathen écrivent à Morel en ces termes : « *May we be permitted to point out that we fear precipitate action in arresting the man as you have contemplated [...], we fear his arrest might be construed as a certain form of religious persecution, and, consequently, tend to breed a fanatical spirit in the community which may not be easy to allay.* »⁹³ De même, à l'issue d'une réunion, le 1^{er} juin 1921, entre Léon Morel, le révérend

⁸⁶ Wyatt Mac Gaffey, *Religion and Society in Central Africa. The Bakongo of Lower Zaïre*, Chicago and London, The University of Chicago Press, 1986p. 7.

⁸⁷ Isidore Ndaywel è Nziem, *Histoire générale du Congo*, Bruxelles, De Boeck, 1998, p. 433.

⁸⁸ Mélice Anne, « *La désobéissance civile des kimbanguistes et la violence coloniale au Congo belge (1921-1959)* », *Les Temps Modernes* 2/2010 (n° 658-659), p. 218-250

⁸⁹ SEPES, Société d'Etudes politiques, économiques et sociales, Note du 5.2.1929 : « *Le communisme, le Congo et les transports vers la Colonie* » (Archives Africaines, Bruxelles, A.I. 1405).

⁹⁰ Extrait du livre du journaliste R. Eaton, cité dans « *Le communisme en Afrique* », Congo, t. II, 1924, p. 752 (Archives Africaines, Bruxelles, A.I. 1405).

⁹¹ Notes du père Louis Philippart, 15-5-1921 (Archives privées de la mission rédemptoriste de Mbanza-Ngungu - ex-Thysville, Bas-Congo).

⁹² Rapport de l'administrateur territorial Léon Morel, 16-5-1921 (Archives Africaines, Bruxelles, A. I. 1405 bis).

⁹³ "Qu'il nous soit permis de dire que nous craignons une action précipitée comme d'arrêter cet homme ainsi que vous l'avez envisagé... Nous craignons que cette arrestation puisse être perçue comme une certaine forme de persécution religieuse et, en conséquence, tende à faire éclore dans la communauté une mentalité fanatique qu'il ne sera pas facile d'étouffer » Lettre des rév. R.L. Jennings et A.W. Hillard à L. Morel, Administrateur territorial

Jennings et le père Van Cleemput, Morel rapporte que ces derniers sont tous deux « *unanimes à condamner le mouvement* ». Mais alors que le père Van Cleemput estime qu'il est « *absolument nécessaire d'arrêter immédiatement et partout ce mouvement* », le pasteur Jennings « *craind cependant [...] qu'une action précipitée telle que son arrestation pourrait entraîner des troubles* »⁹⁴. Le 12 juillet 1921, le même Morel reviendra sur ses propos pour laisser percer sa suspicion : « *Je ne suis pas éloigné de croire que les "fonds secrets" d'Albion y sont pour quelque chose. [...]. Tout le mouvement [de Kimbangu] émane de Noirs soumis à des influences anglaises ou américaines : catéchistes protestants, employés des HCB (Huileries du Congo Belge), etc.* »⁹⁵.

Depuis le 14 juin 1921, la chefferie de Zundu — la chefferie de Kimbangu — était placée sous le régime de l'occupation militaire. Constatant le manque de succès des promenades militaires, le 12 août le vice-gouverneur De San place le territoire des Cataractes nord et sud sous « régime militaire mitigé » et rend les suspects éventuels justiciables d'un Conseil de guerre établi à Thysville⁹⁶. C'est chaînes au cou que les kimbanguistes y sont amenés. Les réprobations à l'égard des missionnaires protestants vont s'accroissant. De San écrit à ce propos, le 26 août 1921, au gouverneur général Lippens qu'« *au départ vers Thysville de quelques indigènes inculpés, le supérieur de la mission protestante de Kinshasa, le révérend Kirkland, de nationalité anglaise [...] a entretenu les prisonniers et leur a publiquement serré la main. [...] Le commandant de Rossi m'écrit [...] que les R. Pasteurs Thomas et Jennings à Thysville lui ont demandé d'être agréés comme défenseurs des inculpés qui seront traduits devant le Conseil de guerre pour les faits connexes au mouvement Kimbangu [...]* »⁹⁷. Le 24 septembre 1921, De San écrit à nouveau à Lippens pour lui suggérer « *d'expulser de la Colonie les missionnaires protestants Jennings, Thomas, Bowskill et Davis* ». Par la même occasion, il est d'avis que l'enseignement destiné aux indigènes devrait se faire exclusivement en français⁹⁸.

Plus tard, en 1924, le père rédemptoriste Dufonteny publie une lettre⁹⁹ dans laquelle il s'érige contre la récente politique de tolérance¹⁰⁰ à l'égard du mouvement provoquée par le rapport du commissaire de district Noiro. Ce rapport attestait du caractère purement religieux du mouvement ; il assurait que les kimbanguistes ne marquaient pas d'attachement aux protestants. A l'inverse de Noiro, le père Dufonteny juge que le mouvement est « anti-belge et pro-anglais ». Il rappelle que « *Kimbangu a été formé chez les missionnaires anglais ; tous les déportés [...], compromis dans la révolte de 1921, sont absolument tous des gens formés dans ces missions* ». Maniant pesamment les certitudes, il écrit : « *[...] pour pouvoir diriger, avec un ordre parfait, des Noirs tels que les nôtres, ignorants, passifs, casaniers, il faut une intelligence autre que celle d'un Noir. [...]. Des Européens sont seuls capables de donner cette*

des Cataractes sud, à Thysville, Wathen, 16-5-1921, dans Evelyne Libert, « *Les missionnaires chrétiens face au mouvement kimbanguiste. Documents contemporains (1921)* », in *Etudes d'histoire africaine*, II, 1971, pp. 145-146.

⁹⁴ Lettre 364, 1-6-1921, de l'A.T. Thysville à C.D.D. Boma, dans Paul Raymaekers & Henri Desroche, *L'Administration et le sacré*, Bruxelles, Académie royale des sciences d'Outre-Mer, 1983, pp. 63-64.

⁹⁵ Léon Morel, Administrateur territorial, 12-7-1921 (Archives Africaines, Bruxelles, A.I. 1405 bis).

⁹⁶ Vice-gouverneur De San au gouverneur général (Archives Africaines, Bruxelles, A.I. 1405 bis).

⁹⁷ Léopoldville, 26-8-1921 (Archives Africaines, Bruxelles, A.I. 1405 bis, no 4178).

⁹⁸ Lettre no 4765 du vice-gouverneur général De San au gouverneur général, Léopoldville, le 24 septembre 1921 (Archives Africaines, Bruxelles, A. I. 1405 bis)

⁹⁹ Lettre de Dufonteny partiellement reproduite dans le bulletin de la « Ligue pour la protection et l'évangélisation des Noirs », 1924, no 2 (Archives Africaines, Bruxelles, A.I. 1405 bis). Cette lettre a été publiée, dans son intégralité, dans Paul Raymaekers & Henri Desroche, op. cit., pp. 198-213.

¹⁰⁰ Politique de tolérance dont les directives, issues du gouverneur de la province du Congo-Kasaï, furent transmises le 14 janvier 1924 par le chef de province à Noiro. Cf. Paul Raymaekers & Henri Desroche, op. cit., pp. 125-126.

formation. Or, ces meneurs n'ont jamais été en contact avec d'autres instructeurs que les missionnaires étrangers. » A l'en croire, les kimbanguistes clament : « *Angelezo tuna = Nous sommes anglais*¹⁰¹. » Le père Dufonteny va jusqu'à affirmer que la religion kimbanguiste s'identifie à celle de la londonienne *Baptist Missionary Society*. Le 17 janvier 1925, Voisin, dans sa contre-enquête administrative¹⁰², s'érige contre le soupçon d'espionnage dont les missionnaires protestants étrangers font l'objet. Il s'oppose également à l'opinion de Dufonteny, lequel flaire, chez certains agents de l'Etat, un antipatriotisme découlant de leur adhésion à la « *Pensée libre* ». Il demeure qu'en définitive Voisin juge que le kimbanguisme constitue un danger réel, même si ce danger est d'une autre nature que celle avancée par Dufonteny. Le 6 février 1925, à la suite des conclusions de l'enquête Voisin, le kimbanguisme est interdit par Rutten, le gouverneur de la province du Congo-Kasaï. Un décret du 11 février 1926, sur les associations indigènes, permet l'interdiction des mouvements dits politico-religieux¹⁰³.

La discussion entre missionnaires ne pouvait que tourner au dialogue de sourds, parce que les Protestants, en l'occurrence, discutaient concrètement des dangers de subversion que le kimbanguisme contenait ou ne contenait pas, cependant que les Catholiques portaient la chose sur le terrain des principes et rattachaient la question à ce que le P. Dufonteny appelle la « *Pensée libre* », c'est-à-dire au principe protestant de libre interprétation individuelle de la Bible. Les Missionnaires catholiques réclamaient une place de choix dans la Colonie, non seulement en tant que religion dominante en Belgique, mais aussi en tant que « *Religion d'autorité* », la mieux adaptée à la colonisation. Il va de soi que les Protestants ne pouvaient les suivre sur ce terrain.

Le but des Catholiques n'était d'ailleurs pas tant de convaincre leurs homologues réformés, que de rappeler aux détenteurs de l'autorité civile que la préférence pour la « *Religion d'autorité* » était la « doctrine de la maison », même si l'on avait eu des inquiétudes en voyant arriver, au ministère des Colonies, Louis Franck (photo) qui était juif et libéral, donc aisément soupçonné d'être franc maçon¹⁰⁴.



En 1922, une commission instituée par le ministre Franck précisa que, dans le système d'enseignement colonial, l'éducation doit primer sur l'instruction. Décryptons : la soumission est une vertu bien plus désirable que la formation. L'idée sous-jacente c'est, sans modification, celle de Voltaire. Il faut une religion pour le peuple. Le scepticisme est réservé à la classe dirigeante, « *le petit nombre* », qui « *fait travailler le grand nombre, est nourri par lui, et le gouverne* ».

¹⁰¹ Paul Raymaekers et Henri Desroche, op. cit., pp. 205-206. On a constaté fréquemment que, là où des Africains vivaient « sur la frontière » entre deux religions, ils avaient tendance à désigner celles-ci par la nationalité de missionnaires. Ainsi, en Ouganda, « prier français » pour « être catholique » et « prier anglais » pour « être protestant ».

¹⁰² Ce rapport est reproduit dans Paul Raymaekers et Henri Desroche, op. cit., pp. 214-238.

¹⁰³ Cf. Georges Housiaux, « *Rapport au nom de la Commission des colonies* (2 avril 1958) », in *Chambres des représentants*, 798 (1957-1958), no 2 (Archives privées d'E. Libert).

¹⁰⁴ Il était d'origine israélite. Sa famille, installée à Anvers depuis le 18^e siècle, était totalement assimilée. Dans son ouvrage, *Vreemdelingen in een wereldstad: een geschiedenis van Antwerpen en zijn joodse bevolking* (1880-1944) Éd. Lannoo, 2000, p. 31, Lieven Saerens considère que les Franck “*zich een echte sinjorenfamilie mocht benoemen*” (« pouvaient se considérer à bon droit comme une vraie famille de la haute bourgeoisie anversoise »).

Cette abdication lui sera plus facile s'il est nourri d'espoirs pour l'au-delà...

En 1924, Franck écrivit encore « *Pour l'éducation morale, c'est sur l'évangélisation qu'il faut surtout compter. On ne fera rien de permanent sans elle. Cette conviction est indépendante de toute conviction de foi ou de dogme. Elle est basée sur cette observation que la vie indigène est profondément pénétrée de religiosité et de mystère. Seul un autre sentiment religieux, plus élevé, mais aussi profond, paraît capable de remplacer ces influences traditionnelles et d'amener la moralité indigène à un plan supérieur.* »

Et il écrivait de même en 1930 : « *Ce qui nous donne surtout bon espoir c'est que toute l'élite des coloniaux, à quelque opinion qu'il appartienne, est aujourd'hui persuadée que seule la religion chrétienne catholique, basée sur l'autorité, peut être capable de changer la mentalité indigène, de donner à nos noirs une conscience nette et intime de leur devoir, de leur inspirer le respect de l'autorité et l'esprit de loyalisme à l'égard de la Belgique.* »¹⁰⁵

A la question de savoir si le kimbanguisme fut, à l'époque, « politique » dans un sens restreint, c'est-à-dire s'il projetait d'attaquer directement l'autorité gouvernementale et, en particulier, si l'action des kimbanguistes n'était pas au service d'intérêts étrangers, Mac Gaffey tranche sereinement par la négative « *We can safely reply that Kimbanguism owed nothing to communism, Garveyism, Senegalese secret societies, British imperialism, the Germans or the Americans, no matter how vivid these presences seemed to certain sectors of Belgian opinion.* »¹⁰⁶

Voilà ce qu'il en est pour l'homme qui est au centre de l'affaire, Simon Kimbangu lui-même. Mais elle prend un aspect encore plus pittoresque si on la considère du point de vue de Panda Farnana, c'est à dire de l'intérieur du mouvement panafricain.

En effet, de manière constante, ce que les sources coloniales citées plus haut appellent « panafricanisme », c'est le garveyisme. Or, Marcus Garvey divergeait du reste des mouvements noirs, notamment du NAACP de Du Bois, à un point tel que les théoriciens les plus sévères, notamment Georges Padmore, ne le considéraient pas digne de l'appellation de « panafricain ».

Pourtant, il ne fait aucun doute que PPF était, lui, tout à fait en communion d'idées avec W.E.B. Du Bois. En témoignent, non seulement leur correspondance et leurs rencontres, mais aussi l'appellation de *L'Union congolaise (Société de secours mutuel et de développement moral de la race congolaise)*, qui décalque plus ou moins celle du NAACP.

A l'époque dont nous parlons, il y avait entre Du Bois et Garvey une véritable antinomie. Ce n'est que plus tard, après la seconde guerre mondiale, que la génération du Congrès de Manchester, la génération de Kwame Nkrumah, celle qui connaîtra les indépendances des années '60, les considèrera comme les incarnations de deux aspects complémentaires du panafricanisme et déplorera leur inimitié.

William Edgard Burghardt Du Bois fut l'incarnation du panafricanisme dans l'une de ses dimensions seulement, celle qui est avant tout intellectuelle et ne désespère jamais de convaincre. C'était un homme d'intelligence et d'étude mais ce qui faisait sa force marquait en même temps sa limite.

Nkrumah, qui fut très ému et heureux d'accueillir au Ghana celui qu'on appela à la fin

¹⁰⁵ d'après « *Le Congo belge* », Bruxelles, La Renaissance du Livre, 1930, I, p. 311, II, p. 208

¹⁰⁶ « *Nous pouvons répondre en toute quiétude que la Kimbanguisme ne doit rien au Communisme, au Garveyisme, aux sociétés secrètes sénégalaises, à l'impérialisme britannique, aux Allemands ou aux Américains, nonobstant la vitalité que ces présences semblaient avoir aux yeux de certaines fraction de l'opinion belge* ». Wyatt Mac Gaffey, « *Kimbanguism in the Independence process* », in Recueil d'études « *Congo 1955-1960* », Bruxelles, Académie royale des sciences d'Outre-Mer, 1992, p. 334 :

de sa vie *The Great Old Man*, l'estimait et l'aimait plus qu'il ne le comprenait et parlait de lui comme d'un « *homme qui vit derrière un « voile » qu'il craint de déchirer*¹⁰⁷ ». Pour un homme de terrain comme Nkrumah, Du Bois avait des côtés aristocratiques de « Herr Professor » - ou, si l'on veut, une myopie de « rat de bibliothèque » - qu'il comprenait mal et n'acceptait guère, car ils n'étaient nullement en phase avec sa propre personnalité. Marcus Garvey lui paraissait infiniment plus attirant¹⁰⁸.

Une autre dimension de l'activité de Du Bois durant ces mêmes années fut son opposition avec Garvey et son « sionisme noir ».

Il ne fait aucun doute qu'elle fut en partie une question de tempérament. Le premier est Américain et métis, le second, Antillais et Noir. Du Bois est un intellectuel, élitiste, il a des côtés d'aristocrate raffiné, peut-être un peu mièvre. Garvey est un autodidacte et un self made man. Du Bois est homme de réflexion méthodique. Garvey, esprit fécond en idées et en projets, orateur hors pair, doté de capacités exceptionnelles d'organisateur, bouillonne d'activité. Mais cela se double d'une divergence très nette dans leurs opinions politiques et sociales. Et ceci, d'une certaine manière, au rebours de leurs positions respectives.

Du Bois a profité de l'ouverture précoce des Universités aux Noirs et fait en quelque sorte partie de l'*establishment*, sa manière de militer relève du dialogue élitiste entre intellectuels de haut niveau. Néanmoins, il va au fil des ans manifester de plus en plus de sympathie pour le communisme, au point d'y adhérer. Il est de ceux qui penseront que la libération de l'Afrique doit la mener vers le socialisme.

Garvey est un partisan résolu du capitalisme. Il voit dans l'émergence de capitalistes noirs un espoir pour les Africains. Il connaîtra d'ailleurs le succès en affaires pour finir en prison. Il recrute ses adeptes dans le petit peuple et a des attitudes populistes, voire fascisantes¹⁰⁹.

Donc, de façon paradoxale, dans le microcosme *black* des années '20 et '30 aux Etats-unis, c'est l'*aristocrate* Du Bois qui penche vers le socialisme, et Garvey le populiste qui s'enthousiasme pour l'*american way of life*.

D'ailleurs, d'une certaine manière, Du Bois ne réagit pas autrement que l'ensemble du milieu intellectuel, universitaire ou artistique américain, en manifestant de la sympathie pour le communisme dans les années '20 et '30. Ce fut le cas de beaucoup de personnes, et il est indéniable que la présidence de F.D. Roosevelt fit face à la catastrophe sociale de la Grande Dépression par des moyens qui relevaient de la social-démocratie¹¹⁰ et paraissaient donc déjà « écarlates » à des yeux américains, toujours vite éblouis quand la nuance est « rouge ». L'attitude de Du Bois n'est donc pas plus étonnante, à ce moment-là, que celle d'Upton Sinclair ou Elia Kazan. De plus, dans les années '20, le *Workers Party* (parti communiste américain) était le seul à réclamer l'égalité raciale pure et simple dans tous les domaines.

Toutefois, il est bien connu que la plupart des sympathisants communistes des années '30 durent abjurer solennellement leurs « erreurs » au début de la Guerre froide, du fait des menées inquisitoriales de McCarthy et de sa « Commission des Activités Anti-américaines ». Ce fut particulièrement ravageur dans les milieux de l'art, du cinéma et de l'édition, parmi les intellectuels et les artistes, autrement dit : précisément dans l'entourage de Du Bois.

Celui-ci ne se livra alors à aucune palinodie et persista dans ses convictions. (Ce qui

¹⁰⁷ Lettres à Reba Lewis, 12/05 et 03/06/1968, *The Conakry Years*, pp. 234 et 238.

¹⁰⁸ Mais Nkrumah et Garvey ne se sont jamais rencontrés.

¹⁰⁹ Bien que l'on s'accorde en général à considérer qu'il faille prendre son affirmation « *J'ai été le premier fasciste* » pour une plaisanterie.

¹¹⁰ Ils impliquaient une notable intervention de l'état dans le domaine économique, ce qui est pure hérésie du point de vue du libéralisme « orthodoxe ».

pousse à se demander si Nkrumah savait bien ce qu'il disait, quand il parlait d'un « *homme qui vit derrière un « voile » qu'il craint de déchirer* ». Peut-être ne comprenait-il tout simplement pas un certain type de courage froid et tranquille ?)

A côté de ces faits qui concernent Du Bois en tant qu'Américain, la question des rapports avec le communisme se posait aussi pour le mouvement panafricain, du fait de la politique préconisée par Lénine d'association entre les communistes et les mouvements de libération nationale dans les colonies. Ils furent évoqués explicitement au quatrième Congrès panafricain (New York, 21-24 août 1927), parce qu'il avait été précédé en février par la réunion à Bruxelles de la *Ligue Contre l'Impérialisme et Pour l'Indépendance Nationale* (LCIPIN) organisée par le communiste allemand Willi Münzenberg, avec le soutien du Komintern, mais étaient déjà sensibles en filigrane dans certains incidents du Congrès de 1921 (Londres, Bruxelles, Paris).

Au Congrès de New York en 1927, W. E. B. Du Bois se borna à approuver la politique de l'URSS en faveur des minorités nationales de l'ancien Empire russe. C'en était déjà trop pour beaucoup de publicistes colonialistes; qui se mirent aussitôt à évoquer une collusion entre panafricanistes et communistes ou une infiltration des panafricanistes par les communistes.

Vers la fin de 1929, Georges Padmore, panafricain mais aussi membre du PC américain, quitta les États-Unis pour l'URSS, où il dirigera le *Negro Bureau of the Communist International of Labour Unions* (Bureau nègre de l'Internationale communiste des Syndicats). Il était aussi secrétaire de l'*International Trade Union Committee of Negro Workers* (comité international des syndicats de Travailleurs Nègres), et avait des fonctions importantes dans les institutions du Parti Communiste de l'URSS.

La surestimation, par la presse colonialiste, des liens supposés entre panafricanisme et communisme relève d'une erreur (peut-être volontaire) d'*appréciation* qui est presque comique, si on considère qu'elle se produit alors qu'à cette époque les Communistes voyaient dans le panafricanisme, non un mouvement *révolutionnaire*, mais l'expression d'un « *nationalisme petit-bourgeois* », autre considérable erreur d'appréciation.

W.E.B. Du Bois a été traité de “diviseur” du mouvement panafricain, en dehors de toute recherche de “l'incident qui fait capoter la session”, par d'autres panafricains, et non des moindres, puisqu'on y retrouve, encore une fois, Kwame Nkrumah. Celui-ci écrivit: “*Sa philosophie réservée à une élite et sa polémique avec Booker Washington d'abord, avec Marcus Garvey ensuite, m'ont détourné de lui quand j'étais un étudiant aux Etats-Unis (...)* Il y a toute une série de choses que Du Bois a faites et qui ont freiné dans sa course la machine de la Révolution Africaine. Si Du Bois avait appuyé Marcus Garvey, le cours de l'histoire Afro-américaine eut été différent.¹¹¹». Peut-être est-ce un hommage « en creux » à Du Bois que de remarquer que cet homme, qui passa sa vie – une vie de 95 ans ! – à rassembler, unir et concilier, trouva pourtant, deux fois dans sa vie, l'occasion de rompre avec quelqu'un.

Il rompit en effet avec Booker T. Washington, qui parlait en termes de besoins et de retard à combler, non en termes de droit et de préjudice subi. Cela lui attirera les foudres d'autres leaders noirs de l'époque, et il ne manqua pas de se faire traiter d'Oncle Tom¹¹². Le prestige de

¹¹¹ Lettres à Reba Lewis, 12/05 et 03/06/1968, *The Conakry Years*, pp. 234 et 238.

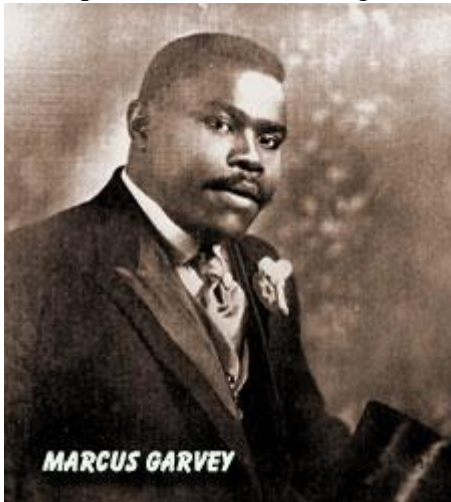
¹¹² L'Oncle Tom de Beecher Stowe est un vieux noir très religieux qui accepte toutes les épreuves qui pleuvent sur lui tout au long du roman avec une pieuse résignation. Il devint donc, dans le vocabulaire des militants noirs, le prototype du Noir résigné, l'exemple à ne PAS suivre. Beecher Stowe met en scène toute une galerie de personnages, tant maîtres qu'esclaves, qui vont de la résignation à la révolte. Mais elle a la prudence de faire de ses personnages principaux des personnages respectueux des lois et des coutumes, réservant les types « extrémistes » pour les rôles secondaires.

W. E. B. Du Bois n'émergea vraiment qu'avec la création en 1908 de la NAACP, le lancement en 1910 de la revue *Crisis* destinée à diffuser les idées du mouvement et sa participation au Congrès Universel des Races (Londres, 1911) au cours duquel, avec deux Africains du continent, il exposa la situation et les aspirations des Noirs en Amérique et dans l'Afrique coloniale.

La seconde « rupture » concerne bien sûr Marcus Garvey. Encore faut-il s'entendre sur le mot « rupture ». Nkrumah semble ici négliger un fait : qu'il n'y ait pas eu collaboration entre Garvey et Du Bois est au premier chef imputable au racisme de Garvey ! Traiter son interlocuteur de « *Mulâtre paresseux et vendu, ennemi déclaré de la race noire* » n'est pas précisément le signe que l'on désire nouer un dialogue constructif !

D'autre part, si Marcus Garvey était très radical sur le plan de la race et de la solution à donner au « problème noir » (refus de tout qui n'est pas Noir, retour en Afrique et fondation de l'Empire africain), il ne propose rien sur le plan économique et social. Il semble bien que dans son « Empire africain » il y aurait toujours eu des riches et des pauvres et que c'aurait été, au mieux, une démocratie capitaliste à l'américaine et, au pire, un sorte de dictature fascisante. Du Bois, au contraire, cherchait aussi une société meilleure, plus sociale et plus juste, et se rapprocha de plus en plus du marxisme.

Il s'agit chez Garvey d'une orientation du panafricanisme foncièrement différente de celle qu'incarneraient les congrès de W. E. B. Du Bois. La violence des querelles et des insultes



publiques entre les deux hommes et les prises de positions ultérieures des George Padmore, Kwame Nkrumah et Cyril L. R. James n'ont pas facilité les comparaisons entre leurs deux approches. Les deux s'accordaient en effet sur la défense de « la race noire » et sur la nécessaire libération de l'Afrique comme préalable à l'émancipation de tous les Noirs du monde. Mais le pannégrisme de Marcus Garvey se distinguait du panafricanisme de W. E. B. Du Bois. Celui-ci en appelait à l'élite noire et donnait de plus en plus sa préférence au socialisme alors que Marcus Garvey s'adressait aux masses noires et voulait susciter des capitalistes noirs capables de rivaliser avec leurs homologues occidentaux. Le racisme anti-raciste de Marcus Garvey, son messianisme et sa violence, son

activisme débordante (il mit sur pied d'innombrables institutions financières et techniques pour organiser le retour en Afrique), le caractère utopique de ses projets politiques (tels que la proclamation d'un « Empire africain » et son auto-proclamation comme « Président provisoire de l'Afrique ») ne rencontraient que mépris, ricanement ou indifférence de la part de W. E. B. Du Bois et de ses partisans.

La collaboration avec Garvey était donc à peu près aussi imaginable que le mélange de l'eau et du feu. Quant au « conflit » avec Booker Washington, il s'agit tout simplement d'un conflit de génération, entre un homme qui chercha des réponses immédiates à des besoins criants au lendemain de la libération des esclaves, et une génération suivante, plus soucieuse de la reconnaissance immédiate de ses droits. Sauf cette comète solitaire que fut Paul Panda Farnana, il ne se passa rien au Congo qui puisse vraiment s'inscrire dans l'orbite du panafricanisme proprement dit.

Comme on pouvait s'y attendre dans un contexte caractérisé par l'isolement, l'ignorance et l'absence d'information, l'imagination et la foi supplèrent à la connaissance que l'on n'avait

pas, la prière remplaça l'action. A défaut de pouvoir militer contre les abus coloniaux, on se persuada que Dieu, dans sa souveraine bonté, daignerait quand même remarquer que les pauvres Noirs, qui après tout étaient aussi ses créatures, étaient dans une situation vraiment impossible, et qu'il ferait un geste pour améliorer leur situation.

Disons-le tout de suite : le fait de situer leur action sur un plan surnaturel plutôt que de manifester à propos de salaires ou de condition de travail ne valut aux Congolais aucun adoucissement de la réaction coloniale : punitions, y compris la peine de mort, et chicotte furent distribuées libéralement.

S'appuyant sur les désavantages raciaux des Noirs en Amérique, Marcus Garvey lança contre le racisme blanc un racisme noir. « *Je crois à une race noire pure tout comme tous les blancs qui se respectent croient à une race blanche pure, autant que cela se peut.* »¹¹³ (Il s'appuyait sur les désavantages raciaux des Noirs en Amérique, soit. Mais il était jamaïcain. Aux Antilles, en plus de l'opposition entre Noirs et Blancs, les premiers, dominés, les seconds, maîtres, qui était universelle tant dans les colonies qu'aux Etats-Unis, l'échelle sociale tend à se confondre avec les gradations du métissage. Cela pourrait expliquer la haine de Garvey, non seulement pour les Blancs, mais aussi pour tous les métis).

Après la première Guerre mondiale, profitant de la désillusion qui s'était emparée partout des peuples d'ascendance africaine qui s'étaient battus afin de rendre le monde mûr pour la démocratie et pour le droit à l'autodétermination, Garvey, soucieux d'unir les Noirs en un seul peuple, convoque le 1er août 1922, une conférence à New-York au cours de laquelle il lance une vaste campagne contre l'oppression de l'Afrique par le Blanc et proclame par la même occasion le retour des Noirs en Afrique, leur « mère patrie »¹¹⁴.

Il n'entre pas dans notre sujet de faire ici une étude, ni approfondie, ni même superficielle, du kimbanguisme, du mpadisme, du kitawala et d'autres sectes encore. Elles ont en commun d'annoncer que, maintenant, Dieu a enfin décidé de s'occuper des Noirs et que leur délivrance est proche. Et, à cette fin, après Jésus, prophète des Blancs et Mahomet, prophètes des Arabes, il leur envoie un prophète noir. Et, chose étrange, sur ce magma religieux flottent quelques bribes de panafricanisme, surtout garveyiste¹¹⁵.

Dans les textes de M'Padi Simon, on trouve l'idée qu'un royaume des Noirs sera bientôt fondé grâce à l'aide du « *gouverneur général des Américains* ». Les Américains seraient des « Noirs blanchis » tandis que les Noirs du Congo n'auraient pas encore eu le temps de se blanchir. Les Américains sont les frères des Africains. Sur l'étendard de M'Padi Simon, on peut lire cette inscription, écrite en Kikongo : « *Mission amerika nzila ya m'pulusu, ya Jesus Kristo, Kimbango Simon* » (« Mission américaine, chemin du sauveur, de Jésus-Christ, Simon Kimbangu »). Les autorités belges surveillèrent de très près ce mouvement, ainsi que ses possibles liens avec le *Father Divine*¹¹⁶, secte noire américaine qui a pour leitmotiv le retour à

¹¹³ George Padmore *Panafricanisme ou communisme ?*, p. 99.

¹¹⁴ Voici ce que George Padmore dit à ce sujet: « (...) Garvey tint beaucoup de réunions (...). Ces réunions s'ouvrirent avec grande pompe. Il y eut un défilé (...). On y tenait des bannières portant des inscriptions telles que : ' Il faut que l'Afrique soit libre ' ; ' Le Noir s'est battu en Europe, il faut qu'il se batte en Afrique ' ; ' La liberté pour tous ' . » Toujours d'après Padmore, les principaux slogans du garveyisme sont: « *L'Afrique aux Africains* », « *Renaissance de la Race noire* », « *Réveille-toi, Ethiopie ! Réveille-toi, Afrique !* » *Ibidem* pp. 99 à 103.

¹¹⁵ Garvey avait bien fondé une « église chrétienne noire », mais sur le modèle des églises nationales orthodoxes, ce qui lui permettait d'être autocéphale.

¹¹⁶ *Father Divine* (Père divin en anglais), né vers 1880 – mort le 10 septembre 1965), était un leader spirituel afro-américain entre 1907 et 1965. Il s'appelait lui-même Reverend General Jealous Divine et était connu comme « le Messenger » (en anglais : *the Messenger*) ou encore sous le nom de George Baker. Il fonda le mouvement international missionnaire pour la paix (*International Peace Mission movement*) et formula une doctrine religieuse qui connut de plus en plus de succès chez les Noirs américains comme dans d'autres groupes de la société américaine. Il agit en faveur de la cause afro-américaine, milita pour la disparition de la ségrégation raciale aux

la terre d'Afrique.

« *L'impact de l'œuvre de Garvey en Afrique, bien que difficile à évaluer, fut profond : il se manifesta notamment par la prédiction du « retour des frères américains » et son intégration dans les prophéties locales. Le christianisme garveyiste (avec un Christ et une Vierge Noirs) fut sans doute à l'origine de certaines créations du même genre qui se propagèrent en Afrique pendant l'entre-deux-guerres. En tout cas, au Congo, à cette époque, le mythe de l'arrivée des Américains fut généralisé ; aujourd'hui encore un adage populaire y fait référence : le « conte de l'Amérique » qualifie une promesse toujours attendue mais irréalisable »¹¹⁷. Les funérailles kitawala, également, étaient censées assurer la renaissance du défunt dans le « paradis américain des Noirs ».*

Finalement, la « complicité » proclamée par *L'Avenir colonial* semble bien se réduire à l'existence d'une correspondance entre Paul Panda et Emmanuel John qui se trouvait être plus ou moins garveyiste.

Mais, comme on l'a dit, dans le contexte de 1921, pour un panafricaniste de la tendance Du Bois, comme Panda l'était sans aucun doute, les partisans de Garvey étaient des gens à peine fréquentables. De plus, si le « panafricanisme » visé par les documents que nous avons parcouru est le garveyisme, il devient absurde de l'associer à des menées communistes. Marcus Garvey n'avait absolument pas d'atomes crochus avec le marxisme. Bref, l'amalgame est confus et inconsistant.

Quant à la volonté délibérée de « mouiller » également les missions protestantes à l'affaire Kimbangu, entendue comme une entreprise politique subversive, elle tient au nationalisme belgiciste¹¹⁸ qui teinta la politique coloniale belge des années '20.

Les Ministres des Colonies Renkin et Franck menèrent une politique active de belgicisation qui devait amener les Belges à se sentir plus proches du Congo, plus concernés par la Colonie et à accroître leur nombre en Afrique. Cette politique porta des fruits et la proportion de Belges dans la population blanche de la Colonie monta de 57% en 1920 à 67% en 1930 cependant que dans la même période l'élément anglo-saxon baissait de 16% à 8%. Au Katanga, le changement était encore plus spectaculaire : 53% de Belges et 23% d'Anglo-saxons en 1920 et les mêmes proportions que le reste de la colonie en 1930¹¹⁹.

On s'efforça par tous les moyens de repousser les influences étrangères. On ne rata aucune occasion de montrer du doigt les Anglo-saxons et de leur mettre des bâtons dans les roues. Les troubles sociaux amenés par des mouvements politico-religieux d'origine protestante

États-Unis et prôna le retour en Afrique. On sait peu de choses de son enfance et de ses débuts et les journaux des années 1930 prétendaient que son vrai nom était George Baker. Au tout début du XXe siècle, il travailla comme jardinier à Baltimore. A l'occasion d'un séjour en Californie, en 1906, il fut séduit par les thèses de Charles Fillmore. Il fréquenta l'église baptiste, se lia avec Samuel Morris et prêcha avec lui à Baltimore, puis dans le Sud (1912-1914). Il s'installa ensuite à Brooklyn (1914) avec quelques fidèles, puis à Sayville (Long Island) en 1919. Il prononça de nombreux discours dans la ville de New York, notamment à Harlem dans le Rockland Palace, un ancien casino. Dans les années 1930, il s'installa à Harlem. Les membres de son mouvement achetèrent des hôtels dans la ville pour en faire des Paradis où les plus démunis pouvaient se loger et chercher un travail, pendant la Grande Dépression. Après les émeutes de 1935, le mouvement devient de plus en plus politique. Il s'oppose de plus en plus à la ségrégation raciale. En 1940, il organise une pétition en faveur d'une loi anti-lynchage qui recueille 250 000 signatures. En 1942, Father Divine s'installe à Philadelphie où il restera jusqu'à sa mort. En 1951, il réclame que des réparations soient payées aux descendants d'esclaves

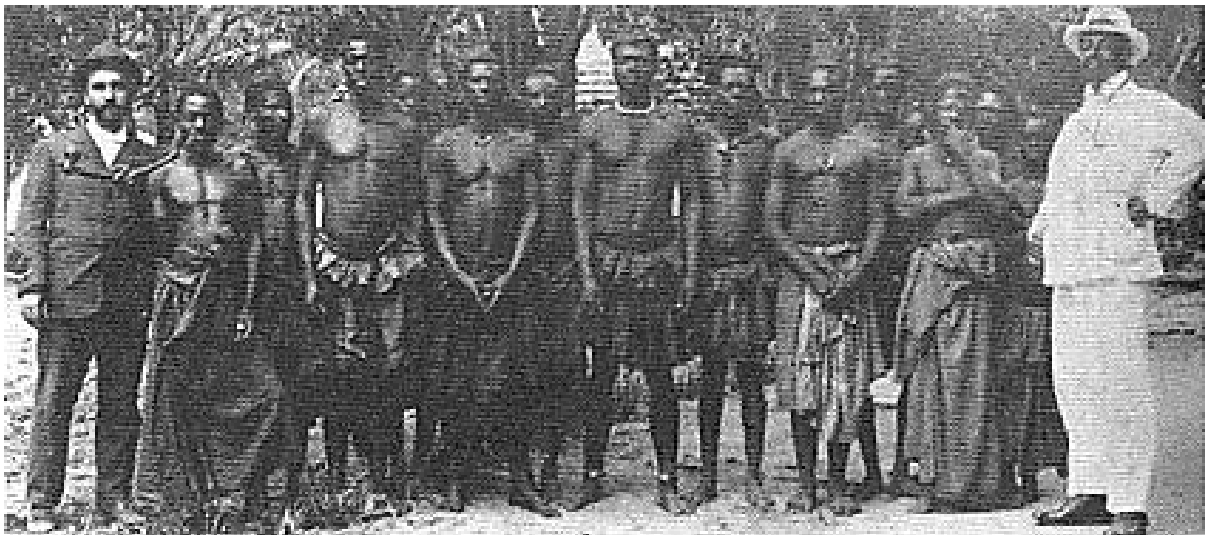
¹¹⁷ Ndaywel é Nziem, Isidore, *Histoire Générale du Congo*, Paris/Bruxelles, De Boeck/Larcier, 1998, page 437

¹¹⁸

¹¹⁹ V. FOUTRY, *Belgen in Kongo 1920-1940*, Gent, 1981 (Mémoire inédit), R.U.G., p. 73, Tab. XV.

comme le Kimbanguisme et le Kitawalisme¹²⁰ furent l'occasion de violentes campagnes anti-anglaises. Le Kimbanguisme, dont le noyau d'origine est au Bas-Congo, fut mis en rapport avec des influences panafricaine et anticolonialistes provenant des USA, cependant que le mouvement Kitawala qui se répandit au Katanga fut décrit comme une subversion provenant de Rhodésie. Les missions protestantes étaient en majorité anglo-saxonnes de sorte que, dans la propagande, la xénophobie et la concurrence religieuse allaient main dans la main et se renforçaient l'une l'autre¹²¹.

La sûreté coloniale belge, plus soupçonneuse que futée, puisqu'elle était capable de trouver un document « à la fois garveyiste et communiste », jeta un regard soupçonneux du côté des missions protestantes américaines. D'autant plus soupçonneux que l'on se trouvait, dans l'entre-deux-guerres, en pleine vague d'hostilité envers les anglo-saxons. Or, les Américains représentaient environ les deux tiers du nombre total de missionnaires protestants.



William Henry Sheppard , l'un des missionnaires américains les plus connus, présent au Congo de 1890 à 1910, se trouve tout à droite, dans son habituel costume en lin blanc. La photo est prise chez les Kuba, auxquels il consacra aussi des ouvrages ethnographiques

¹²⁰ L'affaire du Kitawala est plus récente, se produisant dans les années '50. Le mot est une adaptation bantoue de *Watch Tower*, d'après l'organe de presse des « Témoins de Jehovah », mais qui prête à un jeu de mot avec le verbe swahili « kutawaa » : dominer, qui au Congo se prononce « kutawala ». « Kitawala » peut donc se comprendre comme signifiant « instrument de pouvoir, de domination ». Une étiquette bien alléchante ! Une autre des raisons du succès de *Watch Tower* provient de son adaptation à la réalité africaine, en particulier de l'usage qu'elle fait des langues vernaculaires : publications de journaux en langue kiswahili, kikongo, etc...

¹²¹ Cf. C. IRVINE, «*The Birth of the Kimbanguist Movement in the Bas Zaire, 1921*», *Journal of Religion in Africa*, VI, 1974, 1, pp. 23-76;

E. LIBERT, «*Les missionnaires chrétiens face au mouvement kimbanguiste. Documents contemporains (1921)*», *Etudes d'Histoire Africaine*, II, 1971, pp. 121-154;

M.D. MARKOWITZ, *The Political Raise of Christian Missions in the Belgian Congo 1908-1960*, Ann Arbor, 1968.

Dernières années en Europe



« Photo de famille » de « l'Union Congolaise ».

Jusqu'en 1924, le parcours de Panda Farnana paraît clair et rectiligne.

Il a acquis des connaissances, dans le domaine agricole et désire les mettre au service de son pays. Ce projet est d'autant plus « dans l'air du temps » que sa scolarité a été contemporaine des débats sur la reprise du Congo dont on espère qu'elle va marquer le passage de la colonie « *de l'autorité d'un souverain absolu à la tutelle éclairée d'une démocratie parlementaire* » comme le dit Monsieur Alphonse Jules Wauters, du *Mouvement Géographique*. Quand la Reprise a été votée, on a certainement pavoisé dans les milieux humanistes, laïcs et coloniaux, comme chez les Derscheid, avec un peu trop d'optimisme. On s'est également réjoui, sans aucun doute, peut-être moins bruyamment mais à bien meilleur escient, chez les hommes d'affaires dont le règne allait commencer.

A cette époque, il ne lui est pas difficile de vivre dans une double fidélité, parce que ces fidélités ne paraissent pas contradictoires. Il est entré dans le service colonial pour servir à la fois le Congo et la Belgique et s'il est devenu critique quant à la colonisation, son attachement à la Belgique est demeuré assez fort pour qu'il s'engage volontairement dès le début de la guerre.

Ses vues sur la colonisation, sans doute utopiques et idéalisées, ont eu l'occasion de s'éroder au contact de dures réalités : la « colonisation réelle » d'abord, avec ses routines et sa ségrégation, puis la guerre et la captivité et, enfin, l'ingratitude envers les anciens combattants africains. Il a pu aussi faire des comparaisons entre le sort des Congolais et celui des Sénégalais avec Diagne, entre le sort des colonisés d'Afrique et celui des Noirs américains avec W.E.B. Du Bois.

A partir de là, ses deux fidélités ont commencé à lui paraître contradictoires, même si, au niveau des sentiments, il tente de les conserver toutes les deux. Et, pour que cela soit possible, il se met à militer très activement pour que la Belgique change son attitude vis-à-vis des Congolais, que ce soit en Afrique ou en Europe, envers ses colonisés ou envers ses anciens combattants ou ses « boys » à la retraite déracinés. Ces demandes servent bien sûr les Noirs de sa patrie d'Afrique, mais traduisent aussi le désir de pouvoir contribuer à aimer sa patrie d'adoption. Sa situation ressemble alors très fort à celle de son contemporain René Maran¹²²

¹²² René Maran demeure le grand oublié de cette littérature que l'on nomme aujourd'hui « francophone », alors que Léopold-Sédar Senghor en a lui-même fait le « précurseur de la négritude », et malgré un prix Goncourt gagné deux années après la victoire de Proust. L'œuvre de René Maran est celle du déchirement : fidèle corps et âme à la France (il voudra même s'engager dans l'armée lors de la première guerre mondiale), il n'en demeure pas moins critique du système colonial, système qui empêcha son père d'obtenir la Légion d'honneur. Sa fonction d'administrateur des colonies le met dans une position délicate : il se doit de servir son pays qu'il chérit tant, mais ne peut s'empêcher de se sentir solidaire des peuples d'Afrique équatoriale française. Ce sentiment de double appartenance sera cristallisé dans *Batouala*, roman qu'il juge « trop noir et ineuropéen » pour les Français. Ce roman force l'admiration des uns, et provoque la colère des autres, notamment des responsables de l'administration coloniale qui interdit la diffusion du livre en Afrique (Maran sera contraint de démissionner de son poste en

(1887 – 1960, lui aussi déchiré entre deux fidélités.

Ses écrits, son action sociale auprès des Congolais de Belgique, sa participation au Congrès Colonial et même sa participation au mouvement panafricain (qui n'a pas encore opté clairement et définitivement pour l'indépendance comme solution unique aux souffrances de l'Afrique), n'ont pour but que de faire comprendre aux Belges qu'ils devraient changer radicalement de politique coloniale.

Autrement dit, naïf ou présomptueux, au choix, Paul Panda va dire et même crier ce qu'il pense, croyant – ou feignant de croire – qu'entre sa voix et celle de la Société Générale de Belgique, l'*establishment* pourrait avoir ne fût-ce qu'une seconde d'hésitation !

Quand il fonde, avec Albert Kudjabo et Joseph Adipanga, l'*Union Congolaise, association des Congolais de Belgique*, ils la placent sous la protection de Louis Franck, nouveau Ministre des Colonies et d'Émile Vandervelde, Ministre de la Justice. PPF se rapproche alors des milieux de gauche belges et participe autant qu'il le peut à toutes les manifestations relatives au nationalisme africain et aux colonies. En 1923, par exemple, il écrit au général Molitor, président des journées coloniales de Bruxelles et au colonel Muller pour qu'on organise chaque année, le 11 novembre, une cérémonie en l'honneur du soldat inconnu congolais.

Il est manifeste que, pendant un certain temps, il a pu avoir l'impression d'être écouté, d'acquiescer de l'influence... N'avait-il pas été, en quelque sorte, reconnu officiellement lorsqu'on l'avait invité au Congrès colonial ? En outre, il ne faut pas oublier que l'*Union Congolaise*, si elle n'est pas à proprement parler une organisation d'anciens combattants, représente tout de même les vétérans congolais de la Grande Guerre. Au lendemain d'une guerre, l'ancien combattant pèse tours lourds dans l'opinion publique. D'autant plus que sur toute la guerre, les Belges avaient remporté une seule victoire, dans une bataille bien nette et bien glorieuse, de celles que l'on célèbre avec défilés, flonflons et fanfares et dont on donne le nom à des rues et des squares. Il s'agit de la bataille de Tabora... en Tanzanie !

Malheureusement, l'euphorie de la victoire n'a qu'un temps.

Nous savons par ailleurs que Panda Farnana se sentait de plus en plus proche de W.E.B. Du Bois et envisageait de collaborer plus étroitement avec lui. Rien ne permet, bien sûr, de prétendre que, si cela s'était produit, PPF aurait, à lui tout seul, réussi à percer la Grande Muraille et à ouvrir au panafricanisme les portes du Congo. Mais, sans doute, il aurait essayé d'ouvrir cette porte, ne fût-ce que de l'entrebâiller... et ce qui est certain c'est que, de la manière dont les choses ont tourné, elle est demeurée bien hermétiquement close.

Oubangui). La préface de *Batouala* (1921) constitue en effet une véritable diatribe contre le système colonial puisque Maran s'attaque de manière directe à la façon dont l'administration coloniale gère ses territoires de l'Afrique Équatoriale Française. La corruption de cette administration coloniale s'accompagne de débordements en tous genres de la part des hauts fonctionnaires. Ces débordements, surtout causés par les abus d'alcool, seront justifiés par la fameuse « mission civilisatrice » de la France que Maran attaque de plein fouet, racontant dans cette préface que les villages concernés sont peu à peu pillés et dépeuplés. Mais c'est encore au nom de la France et du patriotisme français qu'il in vite à combattre « *Ces excès et d'autres, ignobles, conduisent ceux qui y excellent à la veulerie la plus abjecte. Cette abjection ne peut qu'inquiéter de la part de ceux qui ont charge de représenter la France. Ce sont eux qui assument la responsabilité des maux dont souffrent, à l'heure actuelle, certaines parties du pays des noirs. C'est que, pour avancer en grade, il fallait qu'ils n'eussent « pas d'histoires ».* Hantés de cette idée, ils ont abdiqué toute fierté, ils ont hésité, temporisé, menti et délayé leurs mensonges. Ils n'ont pas voulu voir. Ils n'ont rien voulu entendre. Ils n'ont pas eu le courage de parler. Et à leur anémie intellectuelle l'asthénie morale s'ajoutant, sans un remords, ils ont trompé leur pays. C'est à redresser tout ce que l'administration désigne sous l'euphémisme d'« errements » que je vous convie. La lutte sera serrée. Vous allez affronter des négriers. Il vous sera plus dur de lutter contre eux que contre des moulins. Votre, tâche est belle. À l'œuvre donc, et sans plus attendre. La France le veut ! »

Parmi les raisons qui ont amené Paul Panda Farnana à remettre en question sa manière d'agir, il faut certainement faire la part d'un certain découragement. Découragement fécond, d'ailleurs, puisqu'il ne l'amène pas à baisser les bras, mais à chercher une nouvelle manière de militer.

Et il faut bien admettre qu'il pouvait estimer que les résultats, atteints en plusieurs années de grande activité depuis la fin de la guerre, étaient dérisoires. En dehors de quelques esprits éclairés, comme les Dercheid, Otlet et Lafontaine, son impact sur la société belge avait été pratiquement nul. Ses suggestions relatives au Congo, surtout celles relatives aux droits de l'homme, et même quand il pouvait appuyer son argumentation sur la pratique d'autres puissances coloniales, lui valaient surtout une ample moisson d'insultes et de quolibets.

On en trouve un exemple dans la manière dont la revue *Le Flambeau* rendit compte du II^e Congrès Panafricain à Bruxelles. Cette revue commença à paraître clandestinement au printemps 1918 alors que les Allemands déclenchaient leur dernière grande offensive. Les sept numéros publiés entre avril et octobre 1918 examinaient attentivement la situation internationale, observaient les signes de délitement des empires centraux et de leurs alliés et y voyaient autant de raisons d'espérer. Lorsqu'en janvier 1919, *Le Flambeau* parut enfin au grand jour, avec une périodicité mensuelle, il réaffirma son ambition « *de doter la Belgique d'une revue de politique étrangère. Nous tâcherons, lit-on dans l'article liminaire du premier numéro du Flambeau non clandestin, d'éclairer nos lecteurs, non seulement sur ce qui se passe à Paris ou à Berlin, mais sur les événements qui se déroulent chez les peuples anglo-saxons, au milieu des nations slaves, dans l'Orient prochain comme dans l'Orient lointain, dans les colonies. Nous nous efforcerons de ne négliger aucun des faits importants de l'actualité internationale* »¹²³

Avec de telles ambitions, on était en droit d'attendre mieux de cette revue que les lourdes plaisanteries, égayées de quelques mignardises de salon, de Pierre Daye¹²⁴. Issu de la grande bourgeoisie catholique, celui-ci a fait des études de philo et lettres aux Facultés universitaires Saint-Louis, après être passé chez les jésuites du collège Saint-Michel. Sa carrière politique débute dès le lendemain de la Première Guerre mondiale qu'il a faite sur l'Yser, puis en Afrique. Il est candidat sur les listes d'un mouvement catholique, « *La Renaissance nationale* », avant d'être engagé par *Le Soir* pour un reportage au Congo. Vivant luxueusement, Daye parcourt le monde et multiplie les ouvrages et les conférences, alors que son homosexualité lui vaut d'être boudé par la bonne société. Il a beaucoup écrit sur le Congo, malgré une expérience assez mince sur le sujet. Même si l'on ne pouvait pas encore prévoir en 1921 sa dérive vers le fascisme¹²⁵, on a tout de même le droit de penser que l'auteur était mal choisi. Nous ne reprenons ici qu'environ la moitié de l'article, où le Congo et le Congrès sont plus spécialement visés.

« *Le mouvement pan-nègre, utopiste et inquiétant, s'étend. Les noirs de l'Afrique Orientale Anglaise, réunis à Accra en congrès, ont envoyé à Londres des délégués chargés de*

¹²³ Le flambeau, « *Au lecteur* », dans *Le flambeau*, I, 1, janvier 1919, p. 2.

¹²⁴ Pierre Daye - *Le Mouvement pan-nègre* - *Le Flambeau*, Mai août 1921, pp 360 à 375

¹²⁵ Pierre Daye, né à Schaerbeek, le 24 juin 1892, et mort à Buenos Aires, le 24 février 1960, est un journaliste belge qui fut un membre important du rexisme. Dès 1932 il est déçu par le parlementarisme. La rencontre avec Léon Degrelle est donc inévitable et lui vaut d'être tête de liste aux élections de 1936. Il fut élu au Parlement en 1936, pour l'arrondissement de Bruxelles et fut le premier chef de groupe rexiste à la Chambre. Il y fut membre de la commission des colonies. Il quitta le mouvement rexiste en 1939, dégoûté par l'incompétence de ses collègues. En mars 1940, il rallie le parti catholique. Durant la guerre, bien que collaborant au journal « emboché » *Le Nouveau Journal*, il se tiendra à l'écart de l'aventure de la Légion Wallonie. Lors du débarquement allié du 6 juin 1944, il se trouve en Espagne et préfère y rester avant de s'exiler en Argentine. Il fut condamné à mort par contumace en 1946 et déchu de sa qualité de belge le 24 décembre 1947. Il décède en 1960 en Argentine.

réclamer la suppression de toutes les mesures qui entravent le libre essor de leur peuple et ils ont demandé, notamment, la création de lignes de navigation dirigées par eux et à leur usage exclusif.

*Ils ont vu leurs théories appuyées, comme il fallait s'y attendre, par M. Edmund-D. Morel, l'ennemi « personnel » de la Belgique et l'adversaire, d'une façon générale, de toute colonisation. Le promoteur de la Congo Reform Association vient de publier un livre, *The Black Man's Burden*, qui constitue un réquisitoire violent contre les procédés des blancs en Afrique. M. Morel qui a, autrefois, été aux gages de l'Allemagne, continue l'œuvre de sa vie. L'Allemagne, qui n'a plus un pouce de territoire colonial, va chercher, évidemment, à créer aux Alliés des difficultés dans leurs possessions d'outre-mer. Elle rencontrera pour cela l'aide des Bolcheviks, des traîtres comme M. E.-D. Morel en Angleterre et des doux utopistes comme le sénateur Lafontaine en Belgique. « Il est impossible, comme l'écrivait très justement M. Henriquet dans un récent article du *Neptune*, il est impossible de ne pas voir de connexion entre les désirs de revanche de l'Allemagne, le plan bolchevique de révolution coloniale, la publication d'un livre tel que le *Black Man's Burden* et le mouvement dont certaines associations nègres sont le siège. »*

Aux Etats-Unis, une agitation de race se perpétue et grandit. En août 1920, se tint, à New-York, une session de trente jours de l'International Negro Conférence qui organisa un meeting à Madison Square Garden au cours duquel, nous apprend le Correspondant, M. Marcus Garvey, nègre, président de l'Universal Negro Improvement Association et des General African Communities League dit ceci : « Le temps est venu pour les quarante millions de noirs de réclamer l'Afrique, non pas de demander à l'Angleterre, à la France, à la Belgique, à l'Italie: « Pourquoi êtes-vous ici? » mais de leur donner l'ordre de sortir!... » Et plus loin : « Nous rédigerons un Bill of Rights pour toutes les races nègres, avec une Constitution pour gouverner leurs destinées. « La plus sanglante de toutes les guerres est encore à « venir, lorsque l'Europe essayera ses forces contre l'Asie. Ce sera là l'occasion pour les nègres de tirer l'épée pour la rédemption de l'Afrique! »

*Un type original que ce Marcus Garvey. Intelligent, relativement cultivé, il est devenu l'apôtre du pan-négrisme intégral. A la fois idéaliste et homme d'affaires, il a lancé une compagnie de navigation, la *Black Star Line*, dont les six millions de dollars de capital ont été entièrement souscrits par des noirs. C'est lui qui est parvenu à concrétiser toutes les tendances vagues qui se manifestaient à travers le monde en faveur des Chamites: depuis le jour où il reçut dans le corps quatre balles de revolver tirées par un exalté, il fait figure de martyr et ses frères de couleur ne discutent plus sa parole. Elle ne manque d'ailleurs point de saveur, cette parole, ni d'audace, puisque M. Marcus Garvey professe que les Egyptiens, les Grecs et les Phéniciens ont emprunté leur civilisation aux noirs et que Jésus-Christ émit, sans l'ombre d'un doute, un nègre.*

M. Maurice Dekobra¹²⁶, qui a entendu le prophète pérorer en décembre 1920 à New-York, nous a rapporté un de ces discours. Je ne résiste pas, étant donné l'importance qu'a prise la personnalité de M. Marcus Garvey, au plaisir d'en copier un passage: « Mes amis, clamait au milieu d'une vaste assemblée le chef pan-nègre, si nos frères blancs nous aiment, nous les

¹²⁶ L'éditeur Baudinière a mis au point avec Maurice Tessier, dit Maurice Dekobra, (Paris 1885-1973) une véritable entreprise de marketing littéraire. C'est avec Dekobra que l'on verra pour la première fois des livres vendus comme des événements exceptionnels (campagne d'affiches, librairies ouvertes à minuit, etc.). Il est le père de la littérature cosmopolite, qui se partageait l'imaginaire des lecteurs avec le mouvement surréaliste. Il est l'écrivain français le plus lu de l'entre-deux-guerres. Il vendra plus de 90 millions de livres Il connut un succès international avec *La Madone des sleepings*, paru en 1925 et sera une véritable star mondiale. Voyageur (des wagons de I^o classe et des hôtels de luxe), il rapporte toujours deux livres de ses périples : un livre de voyage et un roman. Il est un des premiers écrivains à écrire ses romans avec une véritable précision géographique. Il est à ce titre l'inventeur d'un nouveau type de littérature. On pense qu'il a été un des inspirateurs du personnage de Tintin de Hergé. C'est sans doute pour cela que ses Noirs ressemblent à ceux de « *Tintin au Congo* ».

aimerons; mais « s'ils nous haïssent, nous les haïrons aussi. Nous dénions aux Anglais le droit de nous exploiter ; nous nous indignons que les Belges brutalisent nos frères africains... Quant aux Français... Nous avons justement ce soir, parmi nous, un noble représentant de ce pays, et nous lui dirons en toute franchise: Que la France nous prouve son libéralisme. Et qu'il fasse savoir aux tirailleurs sénégalais qu'ils ont, en Amérique, des frères assez civilisés pour les initier à la politique européenne (acclamations) ; car, en somme, qui a gagné la guerre? C'est le sang des nègres sur les champs de bataille des blancs. MM. Clemenceau (il prononçait Klemenko) et Lloyd George auraient été bien embarrassés pour finir la guerre s'ils ne nous avaient pas eus (hourras). Oui, mes amis, si les noirs n'avaient pas été là, le kaiser serait aujourd'hui dans le palais de Buckingham « (vociférations, trépignements, cris d'animaux variés). Or, vous savez quelle fut la reconnaissance des blancs, comment ils surent gré aux noirs d'avoir combattu pour leur cause? Ils ne nous donnent même pas un siège à la Conférence de la Paix (grognements désapprobateurs). Mais ils furent punis par le ciel et expièrent bientôt leur ingratitude. MM. Klemenko, Lloyd George et Wilson s'arrachèrent les cheveux autour du tapis vert (hilarité). M. Wilson tomba malade et dut rentrer précipitamment aux Etats-Unis. M. Lloyd George fut rappelé en Angleterre par ses bons amis d'Irlande et M. Klemenko, pour passer sa mauvaise humeur, alla tuer des singes en Afrique (ouragan de clameurs joyeuses et de huées d'allégresse). Voulez-vous que je vous dise ce que nous pensons, nous « les pauvres noirs, nous les fils de singes, nous qui portons encore « la queue du quadrumane notre ancêtre? Nous rions de ces blancs infatués et nous leur déclarons que, puisque nous, les gorilles, nous, les crânes pointus, nous étions assez bons pour nous faire tuer sur les champs de bataille européens et pour aider nos... éducateurs!... à gagner leur guerre, ils auraient au moins pu nous accorder cette liberté au nom de laquelle ils s'entre-tuaient... Mais nous avons appris à tuer aussi et, je vous le demande, mes amis": « Que sera-ce donc quand nous nous battons pour notre propre « cause?... »

Ce long verbiage donne le ton tout à fait caractéristique que ces messieurs nègres en sont arrivés à employer dans leurs réunions. Qu'en pensez-vous, poète hindou Rabindranath Tagore, qui nous conseilliez, il y a quelques mois, l'alliance de l'Est et de l'Ouest, préparatoire à celle du Nord et du Sud?

Ah! comme l'on voit que ces noirs, qui appuient si bien la construction de théories sociales et politiques sur le maniement du glaive, appartiennent au pays de M. Wilson!

D'autre part, n'entendons-nous pas Lénine et Trotsky, dans un des manifestes communistes de Moscou, leur faire écho en proclamant: « Esclaves coloniaux d'Afrique et d'Asie, l'heure de la dictature prolétarienne en Europe sonnera pour vous comme l'heure de la délivrance »?

** * **

Ces prêches et ces cris doivent nous intéresser particulièrement, nous autres Belges. D'abord, parce que c'est vers les énormes territoires du Congo que se tournent tout naturellement les regards des pan-nègres, qu'ils aient la peau blanche ou la peau noire. On s'en va répétant que ce domaine est beaucoup trop vaste pour notre capacité coloniale. On rappelle, à la suite de M. E.-D. Morel, de prétendues atrocités. Les nègres américains, au cours des réunions dont j'ai parlé, après avoir chanté leur hymne : « Ethiopie, ô terre de nos ancêtres... » poussaient des huées contre les Belges, en agitant leur étendard noir, vert et cramois. Et le mouvement trouvera peut-être un jour un excellent auxiliaire dans le pan-islamisme, qui lui ouvre les voies et que certains de nos fonctionnaires ne craignent point de favoriser.

Oui, c'est vers le Congo que vont les rêves des pan-nègres. Discrètement, ils étudient déjà le terrain et préparent leur campagne. Sous divers prétextes d'études, ils envoient dans notre colonie des missions auxquelles, selon une courtoise et absurde coutume, le gouvernement belge accorde des facilités extraordinaires qu'il refuse en général à nos

nationaux ; car, depuis certaines campagnes menées jadis contre notre administration, on ressent une telle crainte de l'opinion de nos rivaux — ou de nos ennemis — qu'on n'ose rien leur refuser...

C'est ainsi que je tiens de bonne source qu'il se promène actuellement, de par le Congo, une mission américaine poursuivant des études afin de « favoriser l'éducation des noirs ». C'est la mission du Phelps Stokes Fund. Notre gouvernement est-il bien certain que ces messieurs, qui voyagent partout à leur guise, qui racontent ce qu'ils veulent, qui observent ce qui les intéresse et qui « éduquent les noirs » selon leurs propres conceptions, n'ont pas une idée de derrière la tête ?

Trouve-t-on, par ailleurs, qu'il soit vraiment opportun et d'utile politique indigène de laisser des pasteurs nègres accomplir, sous le voile de l'évangélisation, la propagande que l'on devine ?

On trouve, en différents centres commerciaux du Congo, une petite publication pan-nègre, rédigée en Amérique, et qui s'appelle The Negro World. Comment y arrivâ-t-elle ? N'avons-nous pas vu, dans notre bon Bruxelles même, et notamment au cours des débats du récent Congrès Colonial, des noirs revendiquer, avec un air de suffisance fort réjouissant, les droits que confère leur très haute conception de la civilisation ? C'est ainsi que L'Avenir colonial belge, journal qui paraît à Kinshasa, s'étant permis de taquiner un de ces messieurs, nommé Paul Panda Farnana, secrétaire de l'Union Congolaise de Bruxelles, celui-ci parvint à se faire interviewer et à répondre, par ce moyen, en deux colonnes de première page de la Dernière Heure. Le ton de cette interview n'est pas sans rappeler étrangement celui des paroles que prononçaient, à New-York, les noirs de l'Universal Negro Improvement Association.

C'est le même nègre qui envoyait au directeur du Soir une longue missive, bourrée de citations hétéroclites — destinées à prouver sans doute une culture étendue — dans le genre de cette phrase extraite des Grands Initiés de M. Edouard Schuré: « Aux temps préhistoriques, c'est la race nègre qui a introduit la civilisation en Europe... »

Ce bon M. Paul Panda, qui possède, paraît-il, ses diplômes d'ingénieur agricole de l'Ecole de Gembloux, a trouvé dans notre pays de précieux auxiliaires dans la personne du sénateur Lafontaine et dans celle de M. Paul Otlet. Ces derniers ont même été jusqu'à offrir aux noirs, que les Etats-Unis ne tenaient plus à voir se réunir chez eux, l'hospitalité du Palais Mondial à Bruxelles, pour leur Congrès pan-nègre.

Le Congrès a pour président M. Biaise Diagne, député noir au Parlement français et haut-commissaire pour le Sénégal, et pour secrétaire le docteur W.-E. Burghardt du Bois qui, nous raconte-t-on, est un Américain de sang mélangé français, allemand et nègre, ainsi qu'un des plus fidèles disciples du fameux apôtre Marcus Garvey.

Ce parfait métèque a donné à la National Association for the advancement of coloured people des indications intéressantes sur le mouvement pan-nègre. Qu'on me permette une dernière citation : après avoir rendu un hommage ému à M. Lafontaine et à M. Paul Otlet qui, nous apprend-il, est communément appelé « le père de la Société des Nations », M. Burghardt du Bois ajoute, d'après l'African World (4 juin 1921) : « Sans aucun doute, une renaissance de la culture nègre s'annonce, et elle sera guidée par l'intelligence et la compréhension. Une indication de cette renaissance est la prochaine publication en Allemagne d'une collection de quinze volumes de littérature nègre, de proverbes, de folklore, de poésie. La publication est l'œuvre de Léo Frobenius et sera intitulée Atlantis. »

Il aurait, en effet, été surprenant que pour travailler à la renaissance de la culture nègre (ils ont donc eu jadis une haute culture qu'il est opportun de faire revivre, les noirs?) il n'y eût pas eu quelques Allemands à côté de MM. Lafontaine et Otlet... Comme ces deux personnages doivent envier l'American coloured qui possède à la fois du sang français, allemand et nègre ! Que voilà donc du vrai internationalisme ! Voyez-vous la douce jubilation de M. le sénateur Lafontaine s'il pouvait, un jour, nous prouver qu'il est à la fois belge, allemand, français et

nègre?

En dehors du Congrès pan-nègre, M. Paul Otlet a d'ailleurs préparé les plans d'une définitive section des Africains, au Palais Mondial, section qui comprendrait « une documentation dans les quatre formes sous lesquelles se présente toute documentation dans le Centre International ». Des esprits simples pourront évidemment s'étonner de voir un sénateur belge offrir l'hospitalité d'un palais belge aux tenants d'un mouvement dangereux en lui-même parce que tout gonflé d'un naïf utopisme et dirigé principalement contre les nations colonisatrices et, en particulier, contre la Belgique. Mais l'Etat Belge est bon prince...

* * *

Certes, la barrière de couleur, the colour bar, comme disent les gens de l' Union-Sud-Africaine, doit disparaître. Nous admettons, pour notre part, que les préjugés de race sont absurdes. Nous sommes les premiers à vouloir que le sort de la race noire soit amélioré; que là où des abus existent ils soient redressés; que l'on s'occupe de l'éducation, de la formation intellectuelle et — par après — de la liberté des nègres. Mais il faut procéder avec ordre. Et, vraiment, il nous paraît dangereux que de tendres idéologues, au surplus souvent ignorants de ces questions, aillent, sous le prétexte de « renaissance de la culture nègre » créer des ambitions injustifiées, provoquer des mouvements de xénophobie qui peuvent être périlleux pour toute notre civilisation en Afrique, et fourrer dans la tête de ces dignes noirs qu'en se passant des blancs ils arriveront plus vite au parfait bonheur, dans la plus haute culture.

Tous les peuples qui ont le bonheur de gérer des territoires en Afrique doivent travailler de tout cœur à l'émancipation matérielle des nègres et à leur développement moral et intellectuel.

Nous sommes, répétons-le, très partisans, au Congo, d'un système de gouvernement qui tiendrait compte des coutumes indigènes au lieu de les détruire, qui établirait la collaboration judiciaire des blancs et des noirs, qui se servirait des chefs nègres comme représentants de notre autorité, qui, enfin, ferait travailler un personnel administratif de couleur, devenu l'intermédiaire compétent et responsable entre des Européens peu nombreux et la grande masse de la population. Nous restons, en un mot, et pour reprendre l'heureuse expression du colonel Bertrand au Congrès colonial de 1920, favorables à la politique de collaboration et non à celle d'assimilation.

Mais, dans toutes ces réformes, on doit tenir compte des réalités avant de faire de l'idéologie: vouloir donner à la race noire une autonomie, une autorité, des initiatives dont elle est encore incapable d'user sagement et qu'elle est même incapable de comprendre, serait une absurdité.

Avant tout, il nous faut veiller à ce qu'au nom de principes sentimentaux on n'aille pas saper notre autorité en Afrique. Tout le monde admet que les nègres ne peuvent encore ni se gouverner ni se civiliser tout seuls. Si donc nous abandonnions le pouvoir que nous possédons, il serait bien vite repris par d'autres, peut-être par ceux-là mêmes qui, aujourd'hui, nous déroulent leurs belles théories. Les noirs ne seraient pas plus libres, mais nos censeurs de Belgique n'auraient plus rien à dire dans la gestion de notre colonie. Est-ce un tel résultat qu'ils cherchent? Car, en fin de compte, — et nous avons de cela quelques exemples récents — l'idéalisme est d'un beaucoup meilleur profit pour le malin que pour le sincère ».

On admettra que la lecture de ce genre de texte arrogant et stupide, dans ce qui se veut une grande revue de politique étrangère, avait de quoi faire penser que parler à l'opinion publique belge revenait, comme dit le bon peuple « à pisser dans un violoncelle pour l'accorder ».

Le changement qui, en convainquant sans doute PPF qu'il n'arriverait à rien en agissant depuis la Belgique et que mieux valait retourner au Congo, l'envoya sans doute à la mort, est

très simple à énoncer : le Belges se mirent à considérer le Ministère des Colonies d'une manière différente. Cela se passa en 1924.

Les Ministres des Colonies ont été d'abord des ministres « de longue durée ». Jules Renkin (Bruxellois et Catholique) et Louis Franck (Anversois et Libéral) couvrent, à eux seuls, 16 ans de l'existence du Congo Belge, qui a duré en tout 52 ans. Ils ont donc, à eux deux, régi la colonie pendant presque le tiers de son existence. Après quoi, les Colonies changèrent de titulaires au gré des législatures, tout comme les autres portefeuilles, mais avec une tendance, malgré tout, à plus de stabilité et au retour des mêmes « têtes » (Charles, Tschoffen...)

La Belgique, au lendemain de la Grande Guerre, avait modifié sa manière de voter. Le scrutin avait désormais lieu au suffrage universel (masculin) pur et simple et toujours à la proportionnelle. Dès lors, il devenait presque impossible qu'un parti ait à lui seul la majorité absolue¹²⁷ et tous les cabinets furent des gouvernements de coalition, susceptibles de « tomber » en cas de brouille entre les partenaires, exposés parfois à des remaniements où l'on jouait aux chaises musicales en redistribuant des portefeuilles qui, de toute façon faisaient l'objet de marchandages au moment où l'on négociait la formation de la coalition.

Selon toute apparence, on considéra d'abord les Colonies comme un Ministère « très spécial » requérant un Ministre ayant des connaissances particulières. Renkin avait été de la Commission des XVII¹²⁸, et s'empressa de visiter le Congo après sa nomination. Louis Franck, son successeur et l'autre ministre « longue durée », était lié aux milieux d'affaires, et notamment à ceux du diamant anversois. Lui aussi fit une visite détaillée du Congo et l'on tira même une collection de cartes postales de cet événement mémorable !

De l'eau avait coulé sous les ponts. Le souvenir des excès du travail forcé, qui naguère avaient ameuté les consciences contre l'Etat Indépendant, s'était estompé; l'opinion internationale faisait confiance au régime belge. On n'avait plus l'impression d'être suivi d'un œil soupçonneux par le reste du monde... Ensuite, il semble que le fait d'avoir une colonie se soit banalisé et que l'on ait considéré ce portefeuille comme un ministère « comme les autres », tout en le considérant comme un ministère « spécial », au même titre que les Finances ou les Affaires Etrangères : un Ministère de spécialistes, qui n'était pas à la portée de n'importe qui, au même titre que la Justice ou l'Education nationale. Il faut dire aussi que, si les titulaires du portefeuille changèrent désormais au gré des remaniements ministériels, les Colonies restèrent aux mains des familles chrétienne ou libérale.

Les ministres catalogués comme « extra-parlementaires » qui apparurent dans des périodes mouvementées de l'histoire (les remous autour de la dévaluation de 34, l'approche de la guerre et celle de l'indépendance) n'avaient pas la politique comme profession, mais étaient liés à la colonie soit par l'intérêt, soit par le fait d'avoir été des cadres supérieurs de son administration. En outre, ils n'occupèrent jamais le poste que brièvement, quasiment comme « intérimaires ».

Les socialistes n'eurent jamais la charge des colonies, si l'on excepte Lode Craaibeckx, dans la tentative de gouvernement unicolore Spaak de 1946, qui dura deux semaines, et l'épisode peu significatif de Paul-Henry Spaak aux Colonies en 1961. Peu significatif, car il ne s'agissait plus alors que de « liquider » le passé colonial, et que d'autre part la carrière et la personnalité « sui generis » de PH Spaak rendent son appartenance au socialisme peu évidente.

¹²⁷ Cela ne se vit qu'une fois : la majorité absolue du PSC au lendemain de la Question Royale.

¹²⁸ Ce fut la première application d'une formule appelée à connaître un certain succès, dans la politique belge, en situation d'urgence, à côté de la formule classique et répandue de « l'union nationale ». Elle consiste à ériger, à côté du gouvernement et du Parlement, une Commission de « Sages » où tous les partis sont représentés, et qui est chargée de résoudre les questions épineuses. Ce fut le cas, notamment, du Pacte scolaire, de la Réforme de l'Etat, etc...

En fait, à partir de 1959, on a affaire à un « ministère de la décolonisation ».

Jusqu'en 1924, Paul Panda Farnana qui bénéficie de l'écoute du Ministère des colonies, toujours tenu par Louis Franck, aura une activité soutenue. Mais il aura beaucoup moins d'audience chez les différents ministres qui vont succéder à Louis Franck : Henri Carton (3/1924-5/1926), Maurice Houtart (5/1926-11/1926), Edouard Pecher (11/1926-12/1926) et Henri Jaspar (1/1927-10/1929).

Voici ce que Pierre Orts écrit à propos de ce dernier : « *Le ministre des Colonies de l'époque était M. Henri Jaspar¹²⁹, grand travailleur, d'intelligence très vive, M. Jaspar était affecté d'une excessive susceptibilité. Les critiques les plus anodines avaient le don de lui faire perdre son sang-froid.* » Ajoutons que Orts est alors soucieux parce qu'il eut suffi que fût révélé l'état de choses, dont le spectacle qui s'était étalé sous mes yeux rappelait singulièrement les temps léopoldiens, pour que notre administration coloniale fût frappée de discrédit et le renom de la Belgique compromis. On imagine aisément à quel point le dialogue entre un tel homme et un interlocuteur de la trempe de Paul Panda Farnana était tout simplement impossible !

En 1925, Paul Panda Farnana écrit une lettre au roi Albert 1er dans laquelle il demande la création d'un établissement d'enseignement universitaire sur le sol même du Congo et à l'usage des Congolais¹³⁰, l'ouverture d'écoles pour infirmiers et infirmières¹³¹ et l'ouverture d'établissements spécialisés pour initier à la gestion, dans une optique moderne, les futurs chefs coutumiers.

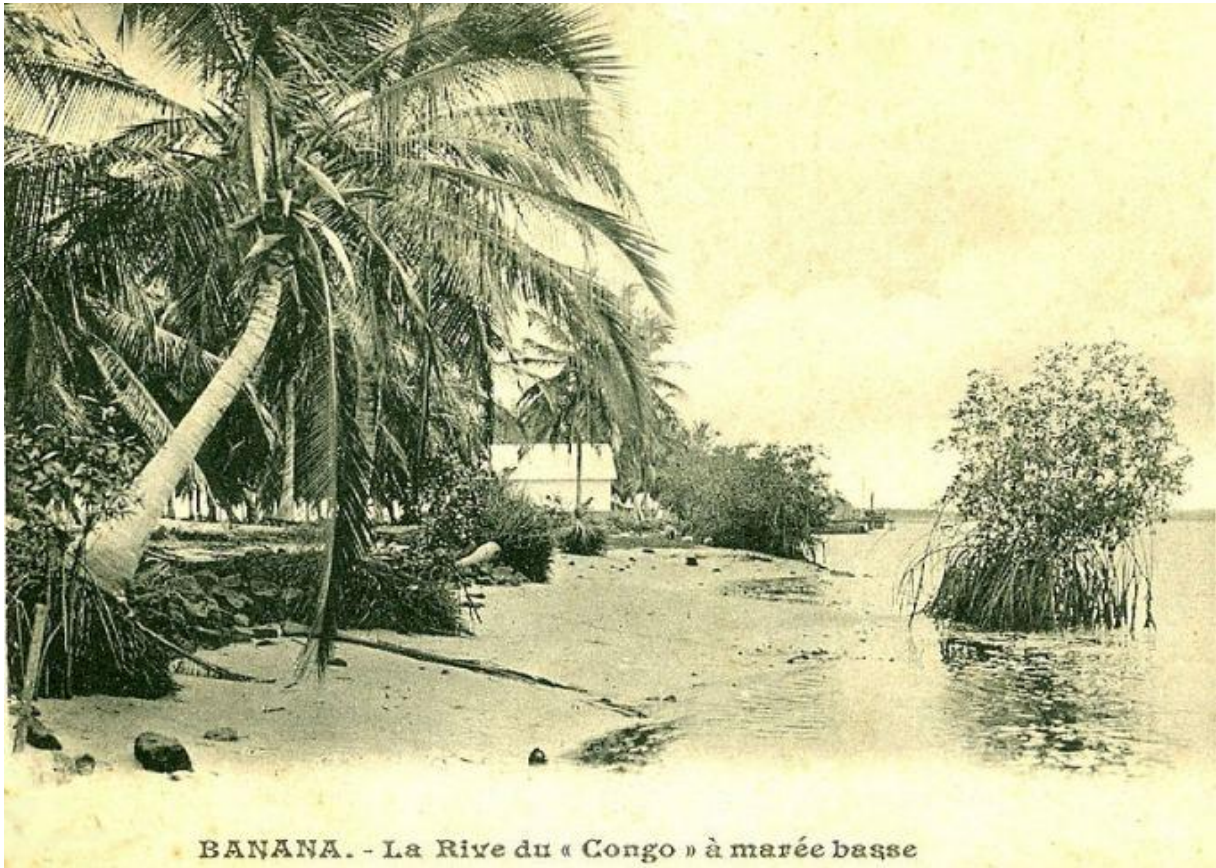
Certains écrivent qu'il fut surveillé par la sûreté de l'État comme étant un danger pour celui-ci ! En tous cas, pour la Sûreté belge de l'époque, c'en est trop : un Congolais qui réfléchit, qui écrit, qui manifeste, c'est hautement suspect et le jeune agronome est poussé à retourner dans son village d'origine où il trouvera la mort, empoisonné. Après sa mort, le pouvoir colonial, instruit par cette expérience, interdira aux coloniaux d'envoyer de jeunes Congolais étudier en métropole.

¹²⁹ Extrait de la page 140 de *Souvenirs de ma Carrière*, de Pierre Orts, écrit entre 1938 et 1957. Précisons encore que Ed. Henri Jaspar (1870-1939), était en fait, à cette époque, à la fois Premier ministre (depuis 1926) et ministre des Colonies (depuis 1927) et ce, jusque 1931, ce qui ne simplifiait bien sûr pas les choses.

¹³⁰ À la même époque, l'ingénieur agricole missionnaire jésuite H. Vanderyst suggérait la création d'un Institut agronomique dans la colonie. Cette idée existait donc dans la colonie mais la succession rapprochée de deux guerres mondiales et d'une crise économique grave a mis cette idée en veilleuse. En 1943, des ingénieurs, anciens de la faculté polytechnique de Mons, ont créé une première candidature à Elisabethville, mais cette initiative a été stoppée au départ de décisions de la métropole l'année suivante.

¹³¹ Une telle école existe déjà au moment de la lettre et est annexée à un hôpital de Boma.

Ombres ultimes : la mort de Paul Panda Farnana



1929 : Retour de Panda au Congo.

Paul Panda Farnana restera en Europe jusqu'en mai 1929, date à laquelle il décide de rentrer dans son pays natal, mais il ne réintègre pas les services agricoles de la colonie (pour lesquels il est toujours un fonctionnaire en disponibilité).

Il aurait, paraît-il, fait construire, dans son village natal, une école et une chapelle dédiée à Saint Paul.

1930 : Paul Panda Farnana meurt le 12 mai dans son village natal, peu avant son 42^e anniversaire¹³². A Bruxelles, *l'Union Congolaise* fait célébrer une messe en l'Eglise de l'Abbaye de la Cambre. Kudjabo Albert fait partie de l'organisation de cette célébration en honneur de son ami et compatriote Paul Panda Farnana.

Mais ce décès comporte lui aussi ses « zones d'ombre »...

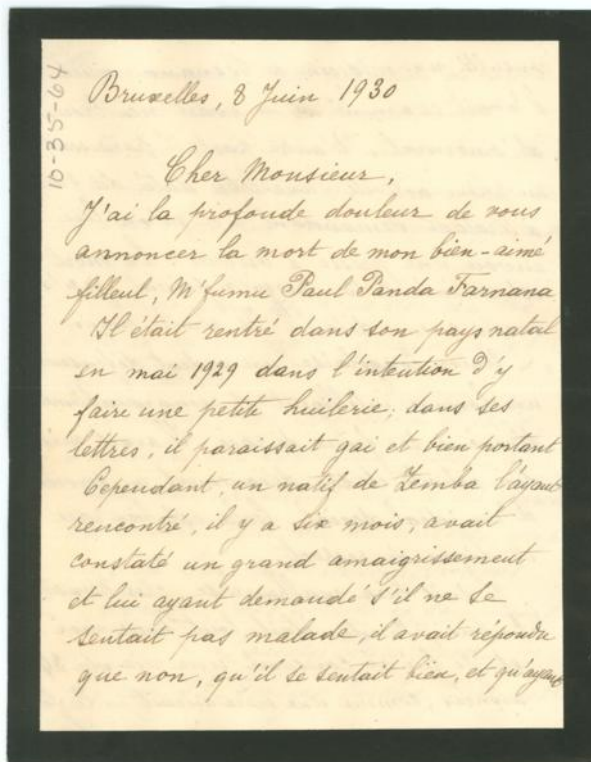
Si le décès de Paul Panda n'a pas « fait de vagues » au Congo, où il est passé pratiquement inaperçu, l'hypothèse d'un assassinat a été soulevée dès que, plus tard, des Congolais intéressés par leur passé ont redécouvert cette figure de leur histoire. Bien que

¹³² Quant à moi, je n'ai pu déterminer de façon précise la raison pour laquelle dans la liste des « Anciens combattants, citée plus haut, PPF est réputé décédé le 1^{er} janvier. Ce même document cite le 22 juillet 1888 comme étant sa date de naissance. A l'époque, il était peu courant que des Congolais connussent avec précision leur date de naissance et c'est pourquoi certains auteurs écriront que PPF est décédé à 41 ans (en se fiant au document militaire) et d'autres à 42 (en se basant uniquement sur l'année).

soupçonner facilement qu'une mort n'a pas été naturelle soit un peu une manie nationale en RDC, il faut bien admettre que le décès soudain d'un homme encore dans les débuts de la quarantaine, et que l'on avait tout lieu de supposer en bonne santé, fait à bon droit problème.

Qu'en savons-nous exactement ?

Dans la lettre où Louise Derscheid annonce le décès de son « filleul » à W. E. B. Du Bois, on apprend, qu'entre mai 1929 et mai 1930 il fut assez actif :



Bruxelles, 8 Juin 1930

10-5-67

Cher Monsieur,

J'ai la profonde douleur de vous annoncer la mort de mon bien-aimé filleul, M. Jean Paul Panda Farnana. Il était rentré dans son pays natal en mai 1929 dans l'intention d'y faire une petite huilerie. Dans ses lettres, il paraissait gai et bien portant. Cependant, un natif de Zemba l'ayant rencontré, il y a six mois, avait constaté un grand amaigrissement et lui ayant demandé s'il ne se sentait pas malade, il avait répondu que non, qu'il se sentait bien, et qu'ayant

« ...Il était rentré dans son pays natal en mai 1929 dans l'intention d'y faire une petite huilerie ; dans ses lettres il paraissait gai et bien portant. Cependant un natif de Zemba l'ayant rencontré il y a six mois, avait constaté un grand amaigrissement et lui ayant demandé s'il ne se sentait pas malade il avait répondu que non, qu'il se sentait bien et qu'ayant consulté un médecin de Banana, celui-ci l'avait examiné et n'avait rien trouvé d'anormal.

D'autre part, il paraissait en pleine activité, une lettre datée du 9 mai, à Matadi, demandant qu'on lui envoie une presse à briques.

La mort est arrivée le 13...¹³³»

L'amaigrissement n'est pas forcément signe de maladie, surtout si l'on a changé de climat, de nourriture et de genre de vie. D'autant plus que les conditions du Congo de l'époque impliquaient fatalement une activité physique bien plus intense qu'en Europe. Les déplacements, notamment, se faisaient alors à pied ou à bicyclette.

Cette perte de poids était la seule chose inquiétante, et Paul Panda, s'en étant inquiété, avait eu de son médecin des réponses rassurantes.

Sa mort n'a donc pas été précédée d'une période de maladie et serait survenue de façon subite, alors qu'il paraissait en bonne santé. Certes, il arrive que de telles morts subites aient des causes naturelles, mais cela fait aussi terriblement penser à un empoisonnement. Nous y reviendrons dans un instant.

Voici d'abord la traduction des condoléances par lesquelles le leader panafricain répondit à la lettre éplorée de Louise Derscheid¹³⁴ :

¹³³ Derscheid, Louise. *Letter from Louise Derscheid to W. E. B. Du Bois*, June 8, 1930. W. E. B. Du Bois Papers (MS 312). Special Collections and University Archives, University of Massachusetts Amherst Libraries

¹³⁴ Du Bois, W. E. B. (William Edward Burghardt), 1868-1963. *Letter from W. E. B. Du Bois to Louise Derscheid*, June 28, 1930. W. E. B. Du Bois Papers (MS 312). Special Collections and University Archives, University of Massachusetts Amherst Libraries

Ma chère Madame !

J'ai appris la mort de Paul Panda Farnana avec un regret très profond.

Je me souviens de de son sérieux et de son enthousiasme et de l'excellence de son caractère.

C'est vraiment un grand dommage que sa race n'ait pu bénéficier de son action.

Vous, au moins, il vous reste le souvenir d'avoir pris soin de lui d'une manière splendide et de l'affection profonde qu'il a toujours eue pour vous.

Très sincèrement vôtre

WEBD

Tout cela confirme la cordialité des rapports entre Paul Panda, Louise Derscheid et W.E.B. Du Bois, mais ne donne en rien à penser que ses proches aient eu des soupçons quant aux causes de sa mort. Il est vrai que, dans la réalité, ces « proches » étaient en l'occurrence, assez lointains !

Ce que nous savons de façon certaine se résume à peu de choses : Panda revint au Congo, dans son village natal, en 1929. Le 12 mai 1930, il y mourut, moins d'un an après son retour d'Europe. On ne connaît pas les circonstances de sa mort, survenue alors qu'il n'avait que 41 ans. On en sait trop peu sur les circonstances précises de la mort de Panda pour pouvoir émettre un avis tranché. Mais, précisément, cette étrange absence de faits est précisément l'indice le plus fort qu'il pourrait bien s'être passé quelque chose de louche...

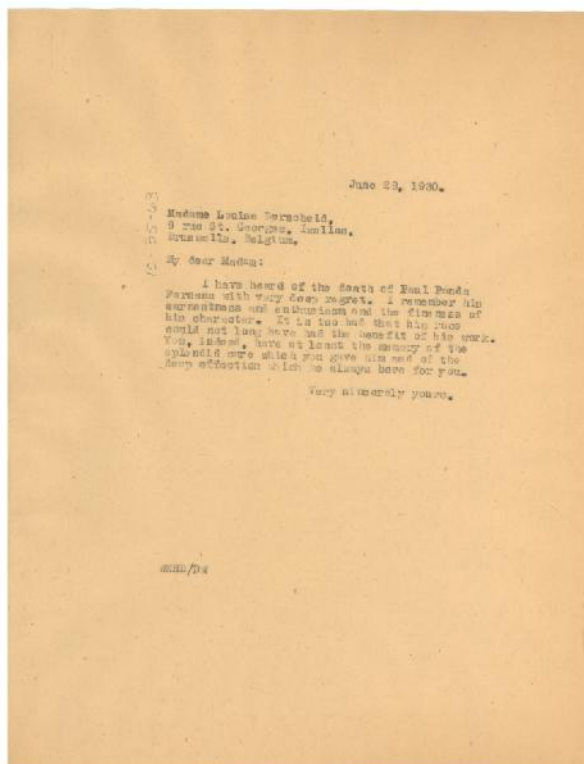
Mumengi déplore notamment dans son ouvrage que, Panda Farnana étant mort dans sa ville d'origine en 1930, *en l'absence du Blanc*, souligne-t-il¹³⁵, on ne sache à peu près rien des circonstances de son décès. Au Congo belge, en tous cas, l'événement passa inaperçu...

Peut-être, dans l'hypothèse d'un homicide, faudrait-il le mettre en rapport avec la grève¹³⁶ des marins, qui éclata au même moment sur le *Léopoldville* « en route vers Anvers » ?

Fort loin du Mayombe où se trouvait Panda Farnana, la direction de l'U.M.H.K. et de C.F.K. était confrontée à une nouvelle menace : la syndicalisation croissante du personnel blanc des mines. Deux facteurs y intervenaient : la tradition syndicale anglo-saxonne, très forte, et la proximité territoriale de ces travailleurs, non par rapport à leur mère-patrie, mais par rapport à des terres de colonisation plus ancienne, juste au-delà de la frontière congolaise, où les « trade-unions » anglais avaient déjà pu s'implanter.

¹³⁵ Mumengi, op. cit., p.331

¹³⁶ L'hypothèse a été émise par Kanku Bona: *La propagande communiste en Afrique et le pouvoir colonial dans la province du Katanga (région du Shaba) 1920- 1940*, Lubumbahi, UNAZA, 1972, mémoire de licence, p. 23, cité par Ndaywel, *Histoire générale...* p. 443.



La baisse du pouvoir d'achat, du fait de la dépréciation continue du franc belge face à la livre sterling, déclencha une vague des grèves durant lesquelles les travailleurs originaires d'Afrique Australe, soutenus par leurs syndicats d'Afrique du Sud et de Rhodésie, jouèrent un rôle moteur. En dehors des meneurs de la grève, personne ne fut immédiatement expulsé mais le nombre des travailleurs sud-africains diminua "naturellement"; on ne renouvela pas leurs contrats et on n'engagea plus de nouvelles recrues parmi les Anglo-saxons. Désormais, on engagerait avant tout des Belges qui, compte tenu de la distance, pourraient difficilement recevoir un appui syndical de la mère-patrie. De 1917 à 1922 la proportion de Belges parmi le personnel blanc de l'U.M.H.K. passa de 22,5% à 58%¹³⁷.

D'autre part, des revendications salariales insatisfaites devaient conduire magistrats, militaires et fonctionnaires réunis, à décider d'une grève sur le tas en avril 1919. Laquelle, malgré les difficultés inhérentes à la situation, s'échelonna durant une assez longue période sur l'ensemble du territoire et services. Ce fut d'ailleurs, la première revendication collective à caractère professionnel que connût la Colonie.

Pourtant, le Ministre des Colonies avait prescrit au Gouverneur général d'interdire formellement au personnel colonial d'adhérer à une quelconque association de fonctionnaires, ou même de contribuer à son organisation, insistant particulièrement sur l'obligation de considérer comme "faute disciplinaire grave" toute violation de cette interdiction. Néanmoins, le 18 janvier 1920 à Boma (alors encore capitale du Congo) l'AFAC¹³⁸ tint sa première réunion plénière. Et, avant même sa reconnaissance légale, ses dirigeants négocièrent avec les autorités : l'AFAC introduisit son premier cahier de revendications auprès du Gouverneur général et du Ministre des Colonies le 4 août 1920. Ils obtinrent ainsi le 14 avril 1920 l'octroi - avec effet rétroactif au 1.1.1920 - d'une indemnité mensuelle de vie chère de 600 francs, ce qui, pratiquement, revenait à doubler le traitement mensuel de l'agent le moins élevé en grade.

Or, ce ne fut que le 5 février 1921 que le Conseil colonial fût saisi de la question. Le Décret du 23 mars 1921 autorisait les fonctionnaires et agents civils de la Colonie à *s'associer pour la sauvegarde et le développement de leurs intérêts professionnels*. L'art. 1^o conférait la personnalité civile à l'association, l'art 2^o excluait les personnes étrangères à l'administration, ainsi que « *les indigènes et gens de couleur* ». Le Ministre justifiait cette dernière disposition en rappelant que "*la Belgique ne poursuivant pas une politique d'assimilation, il n'y avait donc aucun inconvénient à la proclamer* ».

On était ainsi devant les yeux des Congolais que s'associer et faire grève étaient des moyens efficaces pour améliorer son sort, mais qu'il leur était interdit de recourir à ces moyens, réservés aux seuls Blancs. Il fallait dès lors s'attendre à des regroupements et à des actions illégales des Noirs, dès que la pression de conditions sociales de plus en plus dures aurait fait monter la pression jusqu'à un niveau insupportable. La crise de 1929 en fut l'occasion.

Les marins constituent une catégorie professionnelle insaisissable en raison même de leur mobilité. Chez eux, la conscience du groupe est généralement solide, raffermie par des semaines voire des mois d'isolement commun et par leur marginalisation par rapport à l'ensemble des autres groupes sociaux, implantés sur la terre ferme. Il n'est donc guère étonnant que les premières actions sociales revendicatives de la part de Congolais eurent lieu au Bas-Congo, dans les milieux des marins et des dockers.

C'est en 1908 que la Compagnie Maritime Belge du Congo commença à faire appel à des marins africains parce que, estimait-on, ils étaient les plus aptes à supporter la température

¹³⁷ B. FETTER, *op.cit.*, pp. 66-68.

¹³⁸ Association des Fonctionnaires et Agents de la Colonie. En Belgique aussi il existe, à côté des sections spécialisées des grands syndicats interprofessionnels, des associations dites « apolitiques » de militaires, policiers, etc...

infernale des chaudières et la chaleur intense du climat tropical. Sierra-léonais pour la plupart au début, ils posaient eux aussi le problème de leurs liens avec le monde anglo-saxon. Ils furent remplacés à partir de 1910 par des Congolais, spécialement des Basolongo de Banana et des Bangala,

Une première grève des marins africains éclata à bord de l'*Anversville* en mars 1930; une deuxième survint à bord du *Léopoldville*, d'abord à Matadi (en avril) puis à Anvers, dans la nuit du 20 au 21 mai 1930 ; une troisième et une quatrième eurent lieu respectivement à bord de l'*Albertville* et du *Thysville*, en septembre 1934 et juin 1935. Ce sont bien sûr les deux premières qui nous intéressent ici. Les causes du mouvement étaient le rejet d'un règlement qui les privait de tout



contact avec tout milieu extérieur au leur (à Anvers principalement) mais surtout la détérioration de leurs conditions sociales, accentuée par les effets de la grande crise

La sévérité avec laquelle ce mouvement fut réprimé constitue un signe de son importance. Les sanctions infligées furent le licenciement, la prison et la relégation. Par la suite, les Belges ne manquèrent pas de plonger une fois de plus dans l'obsession du tribalisme et le recrutement des marins fut ethniquement plus diversifié à tel point qu'en 1935, on dénombrait parmi les marins, 41 % provenant du Bas-Congo actuel, 27 % de l'Équateur, 18 % de la Province Orientale, 7 % du Kasai et le reste de l'Angola et des autres coins du pays.

Le fait a été rapporté par un journal progressiste sud-africain *Umsebenzi*, le 27 juin 1930 : « Une grève des Nègres marins à bord du vaisseau belge *Léopoldville* fut réprimée il y a quelques temps avec grande brutalité. À la fin du mois passé, ce vaisseau arriva à Anvers... les Noirs grévistes furent emprisonnés... »¹³⁹, sous un titre qui devait faire frémir au Ministère des Colonies : « *White workers support black sailors and demand Independence of the Congo* »

Certains biographes prétendent qu'il fut empoisonné et jettent un regard lourd de suspicion en direction du colonisateur. Il faut bien admettre que, logiquement, Paul Panda n'avait rien pour plaire aux autorités coloniales.

La Sûreté devait avoir sur lui un dossier bien épais. Nous avons vu, à propos de l'affaire Kimbangu, avec quelle rapidité l'on se trouvait considéré comme un agent du « communisme », du « mouvement pan-nègre », d'obscurs complots « impérialistes anglo-saxons » et, autant que possible, de tous à la fois, si nécessaire au prix du plus parfait illogisme.

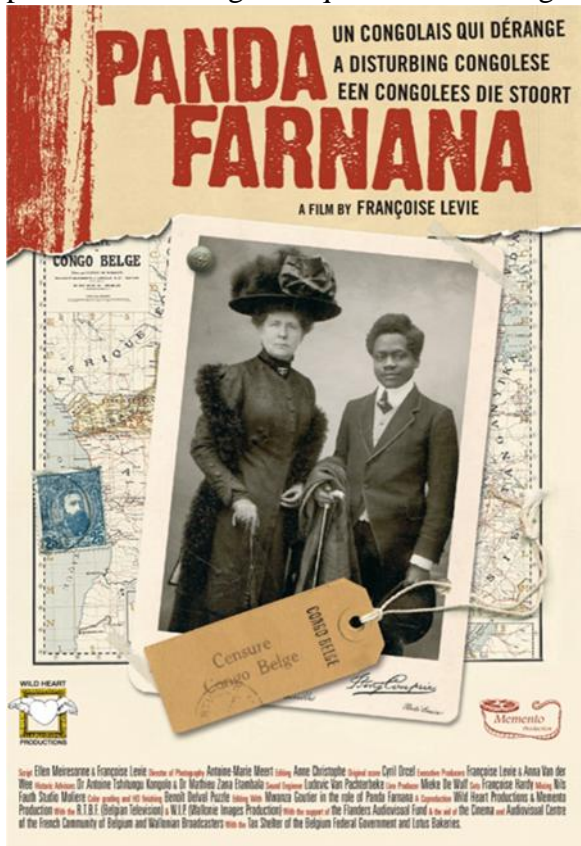
Aux yeux d'un fonctionnaire chargé du maintien de l'ordre, frileusement pusillanime comme il était de règle de l'être dans l'administration coloniale belge, la présence d'un personnage aussi inquiétant que Panda Farnana devait faire figure de menace pour la sécurité de la colonie, et la grève, de concrétisation de cette menace.

Ajoutons que l'obsession du tribalisme permettait d'en ajouter une couche. En effet, en plus de parler anglais, ce qui est déjà fort louche, d'avoir contribué à l'organisation du II^e Congrès panafricain, etc..., il est fils de chef et ne l'a jamais oublié.

« Tante Lise », pour annoncer sa mort à W.E.B. Du Bois, a encore eu soin de l'appeler M'fumu Paul Panda Farnana.

¹³⁹ « *White workers support black sailors and demand Independence of the Congo* », in *Umsebenzi*, 27 juin 1930, n° 620, 2

Le film documentaire sur Paul Panda Farnana réalisé par Françoise Levie¹⁴⁰ donne la parole à des Congolais qui soutiennent également que, d'après les souvenirs qui leur ont été



légusés, il aurait été assassiné par des villageois de leur parentèle pour d'assez obscures raisons d'envie ou de jalousie.

Cela ramène sous les projecteurs une catégorie d'acteurs dont on n'a guère parlé : les villageois de Nzemba. Ils ont dû être un peu surpris, en voyant reparaître un homme disparu depuis trente ans et dont beaucoup, sans doute, pensaient qu'il ne reviendrait jamais. N'avait-il pas trouvé le chemin de « Mputu », séjour réputé paradisiaque ? D'autres, peut-être, évoquaient ces rumeurs qui disaient que les Belges étaient cannibales...

Mais le retour d'un fils de chef, paré de plus du prestige et des connaissances de ceux qui ont été en Europe, du prestige de la richesse, même, car elle est affaire de comparaison et, aux yeux des villageois, la possession de quelques biens fait vite de vous un Crésus... Le retour d'un tel homme devait bien porter ombrage à quelques-uns. Des dignitaires qui jusque-là croyaient leur position bien assise, ont pu ne pas apprécier que ce « revenant » vienne

brouiller les cartes... Noir ou Blanc, un « petit chef » ne veut pas que l'on bouscule son plan de carrière !

On peut même, en esprit, esquisser une conspiration de plus. A force d'en imaginer chez les autres, les services qui voyaient un communiste derrière chaque palmier, un panafricain tapi dans chaque buisson et un agent secret à cheval sur chaque moustique, ont très bien pu avoir envie de monter à leur tour une petite conspiration de leur crû. Cela ne troublerait pas leur conscience : ils étaient sincèrement convaincus que Panda était une menace pour la sécurité de la colonie. Raison d'état, donc...

Comment « liquider » un indésirable ? Le mieux n'est-il pas de faire faire le « sale travail » par autrui ? Or, ils pouvaient garantir l'impunité à quelqu'un (un assassin, à vrai dire..) qui par ailleurs aurait été enchanté d'être débarrassé de Panda.

Evidemment cette conspiration, si elle a existé, n'a pas laissé de traces...

¹⁴⁰ « *Panda Farnana, un congolais qui dérange* » film documentaire de Françoise Lévie, Conseillers scientifiques: Antoine Tshitungu Kongolo et Mathieu Zana Etambala, Memento Production, Wild Heart Productions, 2010

Après Panda Farnana

De toute évidence. Panda est l'une des figures de proue du processus de lutte contre la colonisation. Pourquoi le souvenir de son action ne s'est-il pratiquement pas transmis aux générations congolaises qui suivirent? Il n'y a qu'une explication : l'action coloniale préférait ce nom, trop évocateur.

Ce n'est pas un hasard si, quelques jours après, en juin 1930, le gouverneur général A. Tilkens signa une circulaire relative à «l'émigration des Noirs en Belgique ». Le texte est laconique et les termes particulièrement bien choisis. *« J'ai l'honneur de porter à la connaissance du personnel de la colonie, qu'eu égard aux inconvénients multiples, voire aux dangers résultant du séjour des Noirs en Belgique, j'ai décidé d'interdire désormais aux fonctionnaires et agents rentrant en congé, d'emmener des Noirs avec eux »* Cette circulaire n'était d'ailleurs qu'une confirmation de l'interdiction provisoire qui avait déjà été ordonnée par son prédécesseur, le gouverneur général E. Fuchs (Circulaire du 13 juin 1913). Il est très clair qu'elle veut dire : *« On a dû supporter un Panda Farnana. Pas question d'en supporter un deuxième ! »*.

Les circonstances ont changé. En 1929, se produisit le fameux « krach » de Wall Street, qui de proche en proche, ébranla toutes les économies capitalistes. La crise économique mondiale des "années trente" allait réduire les besoins de main d'œuvre et, peut-être, sauver du dépeuplement certaines régions du Katanga. C'est ainsi que l'effectif des travailleurs de l'UMHK passait de 18 471 Africains en 1930 à 5 575 en 1932. La plupart étaient originaires du district de la Lomami, qui allait faire partie du Kasai à partir de 1932.

La Crise minière a des répercussions importantes : la production de cuivre congolais passe de 132 000 tonnes en 1930 à 50 000 tonnes en 1932. Plus de 100 000 mineurs sont licenciés, il y a des retours massifs dans les zones rurales. L'Union minière réduit ses coûts de main-d'œuvre de plus de 20% entre 1930 et 1932.

A cette même époque, la nécessité de comprimer les coûts dans tous les domaines amena aussi, paradoxalement, une amélioration du sort des Noirs, ou du moins de certains d'entre eux. En effet, il parut désormais rentable de placer des Congolais à des postes où jusque-là on n'avait utilisé que des Blancs, c'est-à-dire à des travaux d'ouvriers qualifiés ou à des emplois inférieurs de maîtrise ou de bureau. Ceci parce que, à travail égal, ils percevaient un salaire très inférieur à celui des Européens.

L'UMHK, alors, suivie plus ou moins vite par les autres compagnies, allait prendre le virage qui la mènerait à être, tout de suite après la guerre de 40, la championne inégalée du paternalisme. Ce qui ne signifie nullement que la vie de ses travailleurs serait désormais un jardin semé de roses. Il y aurait encore de durs moments.

En 1941, une grève parmi des travailleurs de l'Union Minière éclatait et était durement réprimée par la force publique. Le 9 décembre 1941, des Congolais étaient massacrés sur les ordres du gouverneur du Katanga, Amour Maron. Néanmoins, une page allait être tournée. Mais une chose, en tous cas, est manifeste: le changement vers un mieux, s'il finit par survenir, fut le résultat d'un changement dans l'environnement économique mondial, et non le résultat d'une quelconque décision prise délibérément, en vertu de considérations humanitaires.

Plus que jamais, on voulait éviter que les Noirs sortent du Congo. Il ne fallait pas que

des comparaisons puissent leur inspirer des idées subversives¹⁴¹. Il fallait aussi que l'on évite à tout prix de leur dispenser un enseignement général ou même technique supérieur. On développa certes l'enseignement, mais pas dans le sens où Paul Panda l'aurait souhaité: on ne développa qu'un enseignement professionnel fournissant aux entreprises des ouvriers qualifiés, des techniciens subalternes et de petits commis. De ceux-ci allaient sortir les premiers membres de la classe des Evolués, mais ils ne purent cultiver la mémoire de Panda. Soucieux de demeurer dans les bonnes grâces du pouvoir colonial, ils ne purent en évoquer le souvenir, sous peine d'aggraver leur situation.

À l'instar d'autres figures intellectuelles de son temps, Panda pose les jalons d'un nationalisme participatif et réformiste et nullement anti-européen car il ne remet pas en cause l'Occident ainsi que ses valeurs¹⁴². Pour autant, la réticence des Belges à améliorer le système éducatif, à former des Congolais au sein des Écoles supérieures et des universités en métropole, l'obstruction à l'admission des cadres congolais aux échelons supérieurs de l'administration, entre autres éléments, conduisent Panda à radicaliser sa position.

D'un nationalisme réformateur, basé sur la représentation des autochtones au sein d'instances politiques appropriées, il passe à une lecture plus négative des méthodes mises en œuvre par les Belges au Congo. Lui qui rêvait d'humaniser les rapports entre Belges et Congolais préconise pour modèle éventuel de rechange le protectorat à la britannique¹⁴³. Il débouche d'ailleurs sur une sorte d'irrédentisme kongo aux contours néanmoins flous. Car il refuse de considérer le Congo comme une poussière de tribus, selon la sacro-sainte conception coloniale que les Belges ont forgée.

Panda Farnana, premier intellectuel congolais avec l'abbé Kaoze, incarne des valeurs: le savoir scolaire et le travail de développement concret, le réalisme, un nationalisme basé sur l'égalité sociale et la dignité, sur la parole vraie et le sens du bien commun, enfin « *la raison plutôt que le désir* »¹⁴⁴. Il met donc au premier plan la lutte pour un développement qui passe par la scolarisation, la formation des cadres, l'ambition de rejoindre ce que les physiocrates coloniaux du 19^{ème} siècle appelaient le concert des nations. Cela peut sembler des lieux

¹⁴¹ Préparant son discours du 17 juin 1956, le gouverneur général Pétillon avait relevé quelques chiffres fort révélateurs de la situation du travailleur noir. On lui conseilla de les rayer... De quels chiffres s'agissait-il ? Pétillon avait constaté que les 25.000 engagés blancs gagnaient presque autant que tous les travailleurs noirs réunis, soit 1.200.000 salariés. Ces 25.000 Blancs disposaient d'un revenu comparable à celui de l'ensemble de la population rurale, soit 10.000.000 d'individus. Un Blanc gagnait donc presque 50 fois plus qu'un salarié noir, et celui-ci était néanmoins payé neuf fois plus qu'un paysan. Du Blanc au paysan, l'écart, vertigineux, était donc de 450 à un ! En effet, 22 % du revenu national revenaient aux 25.000 engagés européens, 24 % aux 1.200.000 salariés congolais, et 28 % de ce revenu national étaient répartis entre l'ensemble des habitants de la brousse, soit 10.000.000 de personnes. Un salarié noir gagnait environ 9.000 francs par an; un salarié blanc touchait 400.000 frs en moyenne. Le CRISP publia des chiffres similaires pour l'année 1957: 1.147.712 salariés noirs percevaient 13,9 milliards de francs, tandis que 29.689 salariés européens se partageaient royalement 12,4 milliards de francs.

¹⁴² Néanmoins, PANDA souligne les rapports de dominants à dominés que la colonisation – loin des principes humanitaires dont elle se réclamait pourtant – avait imposés aux Africains. Dans *L'Afrique Centrale dans cent ans* de P. SALKIN (1926), - réédité aux A.M.L. (Bruxelles) en 2001 – le nationaliste TENGE MALI, (personnage inspiré de Panda), déclare : "*L'Afrique n'est autre chose (...), qu'un domaine que les autochtones dépossédés exploitent au profit des loisirs de l'Europe. Ils n'ont plus ni souveraineté ni sol. Ils jouissent de "la paix européenne" dites-vous, Septentrionaux, mais c'est l'égalité dans la subordination*". Étonnante convergence entre Paul PANDA et son double ! "*Que le Congolais ait inspiré de son vivant même un récit de veine utopique ne donne-t-il pas toute la mesure de l'influence qui fut la sienne ?* » (Tshitungu, op.cit.)

¹⁴³ Par ailleurs, P. SALKIN affichait lui aussi sa préférence pour le protectorat à la britannique. Il reprochait à l'administration mise en œuvre par la Belgique au Congo d'avoir contribué à morceler les royaumes anciens et d'avoir réduit à la portion congrue le pouvoir de chefs locaux.

¹⁴⁴ Mumengi, op. cit. p.329

commun

« Entre le simplisme anti-impérialiste et le populisme anticolonial, Panda avait très courageusement choisi le registre de la décolonisation des esprits congolais, appréhendée comme un sursaut régénérateur d'un peuple qui se réconcilie avec la civilisation du savoir et renouvelle son adhésion aux exigences de la science et du progrès (...) Panda Farnana aura été le premier éclat de la sagesse politique en Rd-Congo, le véritable homme d'Etat que le Congo n'a presque pas encore connu ¹⁴⁵»



Paul Panda Farnana, à 20 ans, étudiant à l'ENSAC à Nogent sur Marne

CONGOFORUM FÊTERA SES 10 ans LE 6 JUIN 2015

Sur le thème « Belgique / RDC - CongoForum a dix ans - Quelles informations pour quel changement?

Chères amies, chers amis fidèles et solidaires,

Cette année 2015, CongoForum va totaliser dix ans de travail d'information sur la RDC. Ce travail a pour objectif de rapprocher les congolais et les belges, coopérant pour la relance socioéconomique durable de la RDC, grâce à une information pluraliste et multisectorielle sur la RDC. Ce travail a abouti à la création du site CongoForum, le site le plus complet et le mieux à jour, au service de tous les amis solidaires des congolaises et congolais et de tous ceux qui s'intéressent à l'évolution de la RDC. Le site compte d'innombrables lecteurs et visiteurs dans le monde entier, d'horizons et origines divers, avec une moyenne de 1500 visites par jour.

A cette occasion, CongoForum au KVS, un espace de dialogue avec le public à la fois analytique évaluatif et convivial. Votre perception ou votre analyse du site CongoForum nous intéressent énormément. Prière de nous envoyer, d'ici fin mai 2015, vos écrits à ce sujet, que nous aurons l'honneur publier, aux adresses

suivantes denis.bouwen@telenet.be : textes en néerlandais

fd040923@skynet.be et helene.madinda@gmail.com : textes en français

Plus de détails sur notre site ou dans les prochaines revues de la presse

¹⁴⁵ Mumengi, op.cit. pp.330-331

